



CE QUE LES BIBLIOTHECAIRES DISENT DE LEUR QUARTIER

Le Quartier des bibliothèques, les Bibliothèques des quartiers

Denis Merklen et Charlotte Perrot-Dessaux
(avec la collaboration d'Anne Kupiec et Numa Murard)

Centre de Sociologie de Pratiques et des Représentations Politiques
Université Paris Diderot – Paris 7

Octobre 2010

INTRODUCTION

Ce rapport contient les principaux éléments d'une enquête que nous avons menée dans le réseau de la lecture publique de Plaine commune. Il résulte principalement de l'analyse de 75 entretiens approfondis - d'une durée d'entre 1h30 et 2h - réalisés auprès de bibliothécaires. La plupart de ces entretiens ont été réalisés entre le mois d'octobre 2008 et le mois de juin 2009 dans les locaux des 23 bibliothèques du réseau et dans les 8 villes qui composent la communauté d'agglomérations¹. Cette enquête fait partie d'un projet de recherche plus vaste mis en œuvre par une équipe d'étudiants et de chercheurs du Centre de sociologie des pratiques et des représentations politiques (CSPRP, Université Paris Diderot – Paris 7) et de l'Institut de recherche interdisciplinaire sur les enjeux sociaux (IRIS, Ecole des hautes études en sciences sociales). Les analyses et les interprétations auxquels les entretiens ont donné lieu sont également le résultat des observations de terrain, des entretiens et du travail documentaire réalisé dans le cadre de cette recherche plus vaste.

L'objet de cette recherche plus large est de comprendre les rapports entre les bibliothèques et leurs quartiers et, en arrière plan, d'éclairer le rapport des classes populaires à l'écrit. Dans ce cadre, l'enquête auprès des bibliothécaires de Plaine Commune dont nous présentons ici les principaux résultats vise plus précisément à décrire les représentations que les personnels des bibliothèques se font de leurs missions et des quartiers dans lesquels ils travaillent. D'une part, quel est le quartier de la bibliothèque ? Comment les bibliothécaires se représentent-ils cet univers dans lequel ils essaient d'agir ? Comment est conçu cet univers populaire que le pouvoir politique cherche à transformer par l'action des bibliothèques de quartier ? D'autre part, comment les bibliothécaires entendent les messages qui leur sont adressés par les habitants des quartiers ? Nous avons prêté une attention singulière à deux types des messages constitutifs des échanges quartiers-bibliothèques car ce sont eux qui inquiètent le plus les bibliothécaires : la désaffection des publics (moins de 10% de la population se sert activement de la bibliothèque dans les quartiers que nous avons étudié), et les désordres et autres échanges conflictuels que les bibliothécaires appellent le plus souvent « *violences* » ayant lieu à l'intérieur des équipements ou prenant la forme d'attaques le plus souvent commises à l'encontre des structures, parfois contre les bibliothécaires eux-mêmes.

¹ Plus de précisions sur les conditions de réalisation de l'enquête, la composition de l'échantillon et la méthodologie employée, dans la Troisième partie de ce rapport.

Le texte est organisé en trois parties : une première partie où nous essayons de restituer l'image (ou les images) que les bibliothécaires ont des quartiers où se trouvent les bibliothèques ; puis, une deuxième partie où nous décrivons la bibliothèque telle qu'elle est vue depuis le quartier, ou, plus précisément, comment elle se trouve située dans l'espace conflictuel du quartier notamment suite aux attaques qu'elle subit. Enfin, une troisième partie nous permettra de caractériser les personnes que nous avons interrogées, le réseau des bibliothèques de Plaine commune et sa zone d'influence.

Les interrogations principales qui ont guidé notre travail visent à comprendre plusieurs lignes de conflit qui traversent l'univers des bibliothèques. Cet univers s'organise autour d'une ligne de partage qui sépare l'intérieur de la bibliothèque et son extérieur. Mais, comme nous allons le voir, cette frontière est parfois nette, parfois difficile, souvent complexe, évidemment perméable : le quartier rentre dans la bibliothèque, celle-ci agit au sein du quartier. Comment se fait la communication entre ces deux univers ? La bibliothèque fait partie du quartier ou est-elle simplement un équipement que des agents extérieurs ont décidé d'implanter là ?

De façon générale, les bibliothécaires pensent que le quartier où est implantée leur bibliothèque était meilleur avant. Et quand nous leur avons demandé de décrire le quartier de la bibliothèque, ils commencent à parler, presque indéfectiblement, des problèmes, des trafics, de la délinquance, de l'errance des jeunes (pour ne pas dire la « galère »), que le quartier est moche, qu'il n'y a pas de commerces, que « *la vie a déserté le quartier* »². On parle ainsi beaucoup de pauvreté et de chômage, des conséquences de la désindustrialisation, du déclin de la banlieue Nord de Paris où « *avant il y avait une certaine prospérité* » tandis que maintenant certains trouvent que face au manque d'avenir et au nombre de gens désœuvrés, « *il y a assez peu de révolte* » et que « *finalement, ça pourrait être pire* ». Et ceci comme un trait commun quel que soit le grand ensemble dont on parle. Apparaît également la dimension ethnique comme pratiquement l'unique critère employé à l'heure de définir l'identité du quartier. Que la population étrangère est majoritaire, que les origines sont plutôt du Maghreb ou de l'Afrique noire, qu'ici il y a une importante population turque, que maintenant ce sont plutôt des Asiatiques, qu'avant c'était des Italiens, des Espagnols et des Portugais, des Russes ou des Polonais. Si elle ne vient pas toujours en premier, comme « *problème* », la dimension « *ethnique* » arrive en deuxième position mais prend une position toujours déterminante – et

² Les passages, les phrases et les expressions indiqués entre guillemets et en italiques correspondent à des citations textuelles de nos interviewés.

déconcertante. Enfin, une troisième dimension se mêle, de façon pratiquement systématique aux deux autres. Le quartier se présente aux yeux des bibliothécaires comme un quartier où la violence est trop présente et affecte directement leur travail, où le rapport aux normes est complexe, où le respect et la reconnaissance des autorités pose problème. La bibliothèque n'est plus naturellement là, sa place est mise en question, les bibliothécaires trouvent leur rôle déstabilisé, leur mission mise à l'épreuve par des jeunes face auxquels les adultes peuvent peu ou rien. Violence, délinquance et manque d'autorité se présentent comme un magma qui ébranle les certitudes et les cadres de référence des bibliothécaires. Quelles sont les relations de causalité entre ces trois moments de la représentation que les bibliothécaires ont du quartier où se trouve leur bibliothèque ? Trois dimensions se trouvent donc toujours associées : dégradation des quartiers, composition « ethnique » de la population et rapports violence-jeunesse-autorité. L'association de ces dimensions, présente dans le discours de quasiment tous les interviewés, indépendamment du poste qu'ils occupent, de leur carrière, de leur revenu, de leur niveau de diplôme, de leur âge ou leur genre, renforce les rapports d'affinité entre ces différentes dimensions de la représentation.

Dans le cadre de cette relative homogénéité du discours, nous devons introduire les clivages et les différences qui traversent l'univers bibliothécaire. Le personnel des bibliothèques de Plaine Commune vit un renouvellement dans le réseau, suite aux départs à la retraite, et à une politique active de modernisation. Nous avons très souvent trouvé des équipes majoritairement composées de personnes qui sont en poste depuis longtemps ou qui ont une longue carrière en bibliothèque, et d'autres, plus jeunes et moins nombreuses, qui viennent d'arriver ou qui sont arrivées dans le réseau plus récemment³. Cette différence entraîne des divergences de perception du quartier. Ceux qui sont dans la bibliothèque depuis longtemps affirment leur action sur le fait qu'ils connaissent amplement leur lieu de travail. Et souvent, cette position se trouve affirmée par le fait que ces personnes habitent la ville, le département voire le quartier et qui, dans tous les cas, connaissent très bien la banlieue. Assez fréquemment, le bibliothécaire habite le quartier même où se trouve la bibliothèque, quelques-uns y sont nés. A l'opposé, certains sont arrivés au quartier et à la bibliothèque depuis des petites villes de province et ce qui domine alors dans leur expérience, c'est un sentiment de « choc » suivi d'un processus de « découverte » et parfois d'intégration.

³ Au moment de l'enquête, 40% des personnes interviewées travaillent en bibliothèque depuis au moins 20 ans. 31% des interviewés avaient plus de 50 ans et 16% moins de 30. Voir le détail dans les annexes.

- Quelles ont été vos impressions quand vous êtes arrivé dans cette ville, et dans ce quartier ?

- « Bon je suis arrivé... Il y a des... je me suis séparé de ma compagne... et enfin bon, je me suis retrouvé un peu parachuté à Aubervilliers, sans connaissance locale, alors que j'ai grandi dans une ville de province où je connaissais à peu près tout le monde. Une ville de 50000, quand on a passé 30 ans de ça vie là dedans, on finit par connaître un peu tout le monde. Et là j'étais un peu comme un immigré de l'intérieur, je ne connaissais pas grand monde quoi... Cette expérience de la vie en cité aussi qui a été un peu, je dirais pas difficile mais, il a fallu que je m'y fasse quoi. Voilà et puis petit à petit bah on se met à fréquenter son voisinage et puis ça va. Mais bon l'impression que j'ai oui, c'est beaucoup de pauvreté. Je gagne à peu près 2000 euros nets par mois, je dois être un des plus riches... Et c'est combien, 800 apparts ? On va dire 2000 à 3000 habitants. Donc je vois aussi quand j'arrive que je fais partie de ceux qui ont les moyens quoi. » Michel

- Quand vous êtes arrivée ici, comment avez-vous trouvé le quartier ?

- « Ah, bah, ça a été le choc. Ballancourt est une petite ville tranquille, très tranquille. Il y avait 7 000 habitants. Ville de droite. La population étrangère quasiment inexistante. J'ai fait mes études à Nanterre, mais quand je suis arrivée ici, ça a été le choc. Je ne m'attendais pas du tout à trouver une médiathèque dans ce quartier là. [...]

Le quartier, son état très délabré. Il y avait une grosse barre de maisonnettes qui en fait étaient des squats et il y avait pas mal de familles qui habitaient là, et puis tout autour des appartements dans un état !... Pour moi, personne n'habitait là-dedans et après, au fil des jours, j'ai vu qu'il y avait des gens qui sortaient de ces habitations qui pour moi étaient totalement laissées à l'abandon, qui étaient dans un état de vétusté très avancé. C'est vraiment cet état de délabrement du quartier qui m'a surprise parce que j'avais jamais... on voit des choses à la télé, on entend parler, en plus le 93 c'était déjà très célèbre à cette époque là [en 1994]. Quand on y travaille, quand on prend conscience de leurs conditions de vie, là on se dit : Qu'on puisse laisser des gens vivre dans un tel quartier, dans un tel dénuement, moi, ça m'a beaucoup surprise, ça m'a choquée. » Emilie

Ces agents arrivent en situation d'étrangers en milieu populaire de « banlieue » et de « grand ensemble », expérience qui rejoint une autre situation d'étrangeté : celle des diplômés (conservateurs ou universitaires plus ou moins formés au métier du livre, agents de catégorie A ou B) qui arrivent dans ces territoires avec une vision de leur profession le plus souvent marquée par une vocation, nécessairement par ce processus de conversion, de passage d'une foi à une autre, qu'implique toute professionnalisation. Or les diplômés sont minoritaires (50% des bibliothécaires sont agents de catégorie C), et la plupart d'entre eux ont des origines

populaires, étant ceux qui dans leur famille ont réussi un bon parcours scolaire. Enfin, un troisième parcours doit être signalé. Nombreux sont les bibliothécaires (toutes catégories confondues) qui ont un passé personnel ou familial de militantisme de gauche, ou une sensibilité de gauche, souvent liée à la constellation du Parti Communiste⁴. Par ce lien politique, les bibliothécaires possèdent des cadres d'interprétation leur permettant de se représenter, non sans problème, à la fois la mission sociale de la bibliothèque et l'univers populaire de ces quartiers. Ce cadre de référence est dominant mais mis à mal par les évolutions récentes de l'univers populaire, du monde de la bibliothèque et du personnel du réseau. Ainsi, de toute évidence, cette prégnance politique est plus forte parmi les personnes plus âgées et plus diplômées occupant, souvent, des postes de direction.

Ces différences affectent significativement la vision que les uns et les autres ont livrée du quartier de leur bibliothèque au cours des entretiens. La question du déclin qui domine les visions pessimistes renvoie à un sentiment de dépossession de la part de ceux qui vivent une expérience sociale complexe. Nous y reviendrons, mais on peut déjà avancer qu'elle se présente traversée par au moins quatre éléments :

- i) Les transformations vécues par les classes populaires ne sont plus perçues comme des classes laborieuses.
- ii) Le déclin du Parti Communiste et, plus généralement, de l'influence culturelle de la gauche sur l'univers populaire. Ce déclin possède une dimension culturelle. Les valeurs d'« illustration », de « prise de conscience » ou de développement de l'« esprit critique » se trouvent fortement associées à des pratiques culturelles définies par la place centrale qu'y tient le livre. Les bibliothèques sont aussi ébranlées par le sentiment que cette bataille est en train d'être perdue au sein de l'univers populaire. Cet ébranlement politique affecte très profondément les bibliothécaires. Il va jusqu'au sentiment que la République est mise en question et que certains fondements de la démocratie (comme l'autorité de l'Etat) se trouvent remis en question.

⁴ 51% des interviewés ont un engagement politique. Nombre d'entre eux ont parlé de l'engagement militant de leurs parents, dans l'immense majorité des cas en lien avec le Parti communiste. Souvent, le fait d'être bibliothécaire « en zone défavorisée » est présenté comme un mode d'engagement ou comme « nécessitant forcément un engagement » de type « social » ou « politique ».

- iii) La mise en réseau des bibliothèques des villes qui composent la communauté d'agglomérations, avec un changement dans le projet de la lecture publique duquel les bibliothécaires se sentent souvent éloignés, et par lequel ils se sentent parfois menacés.
- iv) Le sentiment que cette situation se double d'une révolution technologique et dans les pratiques de consommation culturelle qui détrônent le livre et dévaluent leur mission. Plus profondément, le sentiment d'une indifférence culturelle vis-à-vis du livre, ce qui atteint directement leur principale source de légitimité.

Les plus jeunes et nouveaux venus sont, avec les plus diplômés, généralement plus optimistes. Ils possèdent des outils conceptuels pour interpréter la supposée anomie qui sévit dans les quartiers. Ils se trouvent socialement plus protégés et plus distants, notamment grâce à ces mêmes outils conceptuels (les armes intellectuelles qu'ils ont acquises au cours de leur professionnalisation) qui permettent de « prendre distance ». Ils se sentent en conséquence moins déstabilisés ou moins éprouvés par les conflits qui traversent les quartiers et qui secouent parfois de façon violente les bibliothèques.

Equipe de recherche et partenariats

Cette enquête sur « Le quartier des bibliothèques, les bibliothèques de quartiers. Ce que les bibliothécaires disent de leurs quartiers » a été menée par une équipe de recherche qui travaille depuis l'automne 2008 autour des bibliothèques de quartier. Un atelier de recherche et un séminaire sur le thème « Les bibliothèques confrontées à la violence » ont été mis en place à l'Université Paris Diderot – Paris 7, ce qui a servi de support principal à la constitution de l'équipe qui a mené l'enquête.

Chercheurs

Anne Kupiec, Centre de sociologie des pratiques et des représentations politiques (CSPRP), Université Paris Diderot – Paris 7. Elle a co-animé le séminaire « Les bibliothèques de quartier confrontées à la violence » et participé à l'atelier de recherche.

Denis Merklen, Institut de recherche sur les enjeux sociaux (Iris, EHESS) et Université Paris Diderot – Paris 7. Il a dirigé la recherche, coordonné l'atelier de recherche et co-animé le séminaire « Les bibliothèques de quartier confrontées à la violence ». Il a participé à l'ensemble des activités d'enquête et rédigé ce rapport.

Numa Murard, CSPRP, Université Paris Diderot – Paris 7. Il a participé à l'atelier de recherche, collaboré avec l'enquête de terrain et a contribué à la rédaction de ce rapport.

Etudiants

Pauline Beunardeau, doctorante (CSPRP), Université Paris Diderot – Paris 7. Elle a réalisé un mémoire de master 2 à partir d'une enquête approfondie dans le quartier Saussaie-Floréal-Courtille à Saint-Denis, sous la direction de D. Merklen. Elle a participé à l'atelier de recherche.

Noémie Cirencien, a obtenu un master « politiques culturelles » sur le thème *Identités, territoire et culture. Quels enjeux pour les bibliothèques de quartier ?* sous la direction de D. Merklen. Elle a réalisé une partie des entretiens semi-directifs et participé à l'atelier de recherche.

Charlotte Perrot-Dessaux, doctorante (CSPRP), Université Paris Diderot – Paris 7. Elle a fait un mémoire de master 2 à partir d'une enquête approfondie sur le cas de la Médiathèque de la Maison de l'Enfance brûlée à La Courneuve, sous la direction de D. Merklen. Elle a réalisé une partie des entretiens semi-directifs, participé à l'atelier de recherche et rédigé la 2^e partie de ce rapport.

Emilia Schijman, doctorante (CSPRP), Université Paris Diderot – Paris 7. Elle a fait un mémoire de master 2 à l'EHESS à partir d'une enquête approfondie dans le quartier du

Clos-Saint-Lazare à Stains, sous la direction de D. Merklen et I. Coutant. Elle a participé à l'atelier de recherche.

Ce rapport répond à une convention signée entre le Centre de sociologie des pratiques et des représentations politiques de l'Université Paris Diderot – Paris 7 et la Direction de la Lecture Publique de la Communauté d'agglomérations de Plaine Commune. Dans le cadre de ce partenariat, nous voulons remercier tout particulièrement Dominique Deschamps, sa directrice, pour son soutien et son accompagnement tout au long de cette enquête. Grâce à ce partenariat, nous avons eu accès à toutes les structures, à toute l'information disponible et nous avons pu échanger nos avis à plusieurs reprises. De nombreux contacts nous ont été fournis et nombreuses sont les portes qui se sont ouvertes grâce à elle. Dans le cadre de cette convention, deux étudiantes, Noémie Cirencien et Charlotte Perrot-Dessaux, ont bénéficié d'une convention de stage dans le cadre de laquelle elles ont réalisé et retranscrit 64 entretiens. Nous voulons aussi remercier tout particulièrement Florence Schreiber, directrice de la bibliothèque centrale de Saint-Denis, pour son aide, sa générosité intellectuelle et pour avoir cru, dès le départ, à l'intérêt de notre travail.

Nous avons également bénéficié de la coopération de nombreux bibliothécaires, de directeurs des bibliothèques dans lesquelles nous avons enquêté. Leur temps, leur témoignage et leurs réflexions sont la matière précieuse de ce travail. Sans, eux cette recherche n'aurait pas eu lieu.

Nous avons également bénéficié du soutien de l'Ecole nationale supérieure de sciences de l'information et des bibliothèques (ENSSIB), ce qui a notamment permis la mise en place du séminaire de recherche sur « Les bibliothèques confrontées à la violence » pendant l'année 2009-2010 auquel ont participé de nombreux chercheurs spécialistes en la matière.

Cette enquête ne répond pas à une commande, bien qu'elle ait été réalisée dans le cadre d'un partenariat entre plusieurs institutions. Nos questions sont des questions de chercheurs et de ce fait elles peuvent être différentes de celles qui intéressent les personnes travaillant « sur le terrain » ou dans la direction d'une politique publique, comme c'est souvent le cas. Nous espérons, néanmoins, que ce rapport sera reçu comme une contribution à l'effort quotidien mené par tous ceux qui nous ont aidés et, plus amplement, par ceux qui réalisent un effort quotidien pour que dans ces zones centrales de notre société que sont « les quartiers », la bataille de la culture ne soit pas menée d'un seul côté.

PREMIERE PARTIE : LE QUARTIER OU TRAVAILLENT LES BIBLIOTHECAIRES

Quand vous êtes arrivée ici, comment avez-vous trouvé le quartier ?
Ah, bah, c'était le choc. Je ne m'attendais pas du tout à trouver une médiathèque dans ce quartier là.

Souvent le quartier est vu comme un espace qui « s'est vidé ». Doublement vidé. D'un côté parce que « *il n'y a plus rien* », les institutions et les commerces ne sont pas là ou sont partis ; de l'autre parce que la concentration de pauvreté et de chômage sont en partie la conséquence du départ des familles les mieux loties, de ceux qui ont réussi et qui ont quitté le quartier parce qu'ils ont réussi. « Vide », le quartier ne semble, aux yeux d'une bonne partie des bibliothécaires, plus produire de sens :

Isa - « *Parce que la manière dont c'est fait le quartier, bon vous avez pu voir, il y a pas grand-chose, hein ? Bon, beaucoup d'habitations, évidemment, beaucoup de HLM, et bah voilà... Il y a la bibliothèque qui existe, une Maison de l'Enfance, qui est juste en face et l'OMJA, l'Office municipal de la jeunesse, pour des adolescents de 13 à 25 ans, normalement. Mais sinon c'est tout ce que vous avez sur le quartier, hein. Donc après, effectivement, il y a pas grand chose quoi, et heureusement que la bibliothèque est là.*

Florence – *Ouais, et de tous ces lieux là, il y a que la bibliothèque où c'est gratuit complètement.*

Isa - « *Mais bon, en même temps c'est un quartier où il y a beaucoup de concentration, c'est ça le problème, hein. Beaucoup de concentration.*

Florence - « *Et qui s'est vraiment appauvri. C'est-à-dire que la population d'Aubervilliers, moi, je ne connais pas les chiffres mais bon, il y a beaucoup de Rmistes, il y a beaucoup de chômeurs, c'est une population qui est pauvre !*⁵

La dégradation du quartier est en partie expliquée comme une conséquence du départ de « *la population moyenne, de ceux qui gagnent un peu mieux leur vie* » qui ont quitté le quartier. On explique que « *les gens ont commencé à partir très vite, à partir du moment où*

⁵ Afin de garantir l'anonymat des interviewés, nous n'indiquons pas la bibliothèque où l'entretien a eu lieu et nous avons changé le nom des personnes. La liste des interviewés en Annexe permet d'avoir des indications d'âge, poste occupé, ancienneté, diplôme, etc.

les choses ont commencé à se dégrader ». Ce départ en masse est situé entre quinze et vingt ans en arrière, c'est-à-dire vers le début des années 1990, et il est (partiellement) à l'origine d'un phénomène de « *concentration* » de la pauvreté qui vient aggraver la situation. Partiellement parce que, nous le verrons, le vide a été rempli par des migrants pauvres, la plupart du temps plus pauvres que ceux qui sont restés.

- Vous habitez à Aubervilliers ?

- « *Oui, depuis 52 ans...* »

- Est ce que vous trouvez que le quartier a évolué ?

-« *Il y a cinquante ans j'étais bien jeune quand même... Mais il a évolué quand même en construction déjà, ça c'est sûr ! Puisqu'il y avait pas la piscine, après il y a eu la piscine de construite. Qu'est ce qu'il y a de neuf, enfin la piscine elle date déjà hein, de 1970, 1974 je crois, peut-être un peu plus vieux... Le gymnase, à côté je crois qu'il était déjà construit... Oui, ça s'est embelli quand même, un petit peu, même si bon, financièrement c'est une ville qui a eu du mal, qui a un budget quand même serré... Oui ça a changé, la population a changé aussi. Une population qui a vécu dans les années 60. La population a changé, disons qu'elle s'est un petit peu appauvrie. Alors que dans les années 60, même si c'était un milieu toujours ouvrier, on sentait qu'il y avait de la croissance dans l'air. Là on sent que c'est plus dur, depuis quelques années. Ça stagne.*

[...]

Y a beaucoup d'immigrés, mais y en a toujours eu beaucoup dans Aubervilliers. C'est quand même une ville qui a toujours reçu les immigrés, c'est pas les mêmes, selon les vagues d'immigrations. Ça a commencé par les Allemands, les Alsaciens, enfin commencé peut-être pas commencé d'ailleurs, les Luxembourgeois, les Allemands, les Alsaciens... Après, ça a été les Italiens, les Espagnols. Le Maghreb, les Africains noirs en masse, sont venus un peu plus tard, je crois, même s'il y en a qui sont là depuis très longtemps, puisqu'en fait ils ont fait la guerre, ils ont fait les deux guerres, mais je pense pas qu'ils soient venus s'installer en masse tout de suite. Voilà, je ne sais pas combien il y a de nationalités d'ailleurs, c'est énorme à Aubervilliers et même en Ile de France. Y a je sais pas combien de langues parlées !

Je pense qu'il y a beaucoup de gens qui viennent d'Afrique noire, qui viennent de nouveau du Maghreb, alors je pense que ça avait un petit peu stagné, qui viennent d'Algérie, qui viennent du Maroc, de Tunisie peut-être un peu moins. Des Chinois bien sûr, qu'il n'y avait pas il y a 20 ans. Certainement beaucoup de Pakistanais, de Sri-lankais, peut-être d'Amérique Latine mais il enfin faut quand même prendre le bateau, et bon mais c'est moins évident, d'Europe de l'Est, il y a eu beaucoup de Polonais, peut-être un peu de Russes, je ne sais pas... Oh, tout le monde, quoi ! (rires), le monde entier ! (rires). » Marie-Christine

Maintenant, la pauvreté est associée à une série de comportements que les bibliothécaires n'arrivent pas à comprendre ou qui les déroutent. Cette incompréhension est pour beaucoup due à la proximité entre les trajectoires sociales des bibliothécaires et la situation des populations avec lesquelles ils travaillent. Beaucoup de bibliothécaires sont issus des classes populaires et souvent habitent ou ont grandi dans des quartiers similaires à ceux où ils travaillent ou se sont engagés depuis longtemps. Alors la « *dégradation* » des quartiers apparaît « sociologiquement » déchiffrable aux yeux des bibliothécaires, en raison de la crise, de l'inefficacité de l'Etat et du départ des fractions « aisées » des classes populaires. Mais la dégradation des comportements n'en finit pas de provoquer une certaine perplexité. Ainsi, une bibliothécaire née dans le quartier où elle travaille (52 ans, fille d'immigrés d'origine algérienne, fonctionnaire catégorie C, travaillant à la même bibliothèque depuis les années 1980), fait une série d'associations d'idées assez représentative. Parlant de la dégradation du quartier et des effets négatifs provoqués par le départ de ceux qui gagnaient mieux leur vie, elle dit :

- « *Non mais la majorité, ça fait quinze ans qu'ils sont partis, hein ! Certains étaient propriétaires, etcetera, ils sont partis. Donc, évidemment, on a concentré des populations dites « pauvres ». En plus, ce qui est malheureux, c'est dans tous les sens du terme. Quand je dis « pauvre » c'est pauvre financièrement, pauvres dans leur tête. Ca, je le dis, et je le redis. Parce qu'on peut être pauvres effectivement mais bon, on peut se... voilà... Tandis que là, non, c'est pas ça, c'est vraiment, je ne sais pas... il y a quelque chose que je ne comprends pas, que je ne saisis pas dans ces familles...*

Moi, je suis d'origine française, je dis bien fran-çai-se !! (rires) Et d'origine maghrébine !! Donc je parle de quelque chose que je connais parce que ma famille est en France depuis maintenant... maman a 89 ans et elle est venue, elle avait 15 ans, en 1935, donc ce qui fait un calcul de plus de 70 ans, voilà, donc je sais de quoi je parle... Donc première immigrée... Euh... donc ils sont venus, ils nous ont donné une éducation. Mais le problème aujourd'hui c'est que la population d'aujourd'hui n'a plus d'éducation. Je veux dire, les parents c'est du n'importe quoi, les enfants font n'importe quoi, donc il arrive un moment... Bon, c'est difficile, hein ! C'est difficile à accepter... Vous allez peut-être dire que je vais peut-être loin parfois... Moi, quand je dis vous, peut-être le sociologue qui va écouter !!! Mais c'est vrai que c'est hyper dur lorsque vous avez des origines et que vous voyez donc ces familles là en question bah... ne rien faire, voilà, c'est surtout ça... Ne rien faire, voilà. Pas éduqués ou... Y a aucun respect, y a aucun respect, n'importe quoi... » Isa

L'incompréhension vient surtout de la comparaison de son propre parcours biographique avec celui des « jeunes ». Mais c'est aussi le résultat d'une série d'associations où au chômage, à la pauvreté et aux fantasmes sur l'immigration vient s'ajouter un regard sur

le sujet en situation de pauvreté. Ce « *ne rien faire* » est agaçant car il s'inscrit dans une logique de « galère » (dans le sens dans lequel François Dubet a repris en sociologie cette expression du langage⁶) qui renvoie à une démission du sujet, à un non-acteur. Ainsi dans les mots d'une autre bibliothécaire :

« Le soir tard... Moi, j'habite le quartier, il y a des enfants qui traînent jusque minuit, quoi... Avant c'était que les mois d'été, que juillet et août, pendant les vacances scolaires, des enfants qui ne partaient pas. Maintenant c'est toute l'année.

Et puis, nous, on le voit en jeunesse quand on a un problème avec un môme et qu'on appelle les parents, mais des fois le môme il a, quoi ?, il a cinq ans ! Et les parents ils disent « Oh, oui, mais je ne sais plus quoi faire, on est débordés ». Je me dis, mais s'ils n'arrivent plus à calmer le jeu quand il a cinq ans, à dix ans c'est plus la peine ! Et il y en a plein, hein ! Y en a plein déjà qui ne se déplacent même pas. On a l'impression qu'ils ont lâché l'affaire... »
Florence

Cette perception n'est que très faiblement associée à la question du chômage, au fait de ne pas avoir un emploi, une occupation, une activité. Le chômage en tant que tel est évidemment mentionné mais il apparaît dans les réponses seulement au passage, situé parmi les phénomènes concomitants à la pauvreté, parfois même associé à la misère. Mais le lien n'est pas établi entre chômage et comportement. Les bibliothécaires ne prennent pas ici le rapport au marché du travail, à l'emploi ou à l'activité comme un facteur qui pourrait permettre de comprendre le quartier ou la population de la bibliothèque. Et encore moins la distance existante entre les institutions et les habitants. C'est le rôle de l'Etat qui est le plus directement associé à la dégradation des comportements, d'un Etat qui a démissionné dans sa responsabilité politique, d'un système scolaire qui n'arrive plus à faire son travail. Mais en matière de comportement, la primauté est donnée au rôle des parents, à la question de l'éducation et de la responsabilité des adultes sur les enfants. Les conflits sociaux sont ici renvoyés à l'image d'une « indiscipline », d'un problème dans la socialisation des jeunes qui seront vus comme « *des mômes* », des enfants, et qui vont devenir « *incontrôlables* »...

Cette interprétation, majoritaire, se trouve en face d'une autre vision de la pauvreté et du chômage, moins fréquente, donnée par ceux qui occupent des postes de direction et/ou qui sont plus diplômés, et très souvent par les hommes⁷. Là où la majorité se trouve dans l'impossibilité de comprendre les comportements et les pense comme « anoniques », ce groupe fera une association entre dégradation de la situation et comportements déviants ou

⁶ DUBET, François : *La galère. Jeunes en survie*, Paris, Fayard, 1987.

⁷ 73% des bibliothécaires interviewés sont des femmes.

protestataires. « *Comment voulez-vous que les enfants aillent mieux dans la situation dans laquelle se trouvent leurs parents ?* » Et puis, « *il n'y a aucune perspective* ». Ici, les indisciplines sont inscrites dans le cadre des conflits sociaux. Le rapport entre les adultes et la génération suivante est ramenée à une perspective où les jeunes critiquent l'autorité, la défient, l'ignorent, où ils mettent en question les sources de l'autorité. Dans les mots d'un directeur de bibliothèque : « *qui tu es pour me dire ce que je dois faire ?* ». Les institutions et l'Etat qui n'arrivent pas à assurer une situation où pauvreté et chômage sévissent, où les services publics dysfonctionnent et où l'habitat est dégradé, se trouvent questionnés. Dans ce cadre, il y a une continuité entre indisciplines quotidiennes et révoltes majeures. Les bibliothécaires qui voient ainsi les choses vont parfois jusqu'à trouver que les jeunes « *se révoltent peu, je trouve, par rapport à la situation. Il faut les comprendre !* »

« ... ça a été assez surprenant pour moi de voir des enfants venir seuls. Pour moi ça a été peut-être la chose, au-delà de cette impression de quartier complètement laissé à l'abandon, moi ce qui m'a le plus choquée et surprise au début c'est l'absence totale de parents et cette autonomie, je dirais, forcée des enfants. Toute l'après-midi je n'ai pas vu un parent [...] Des enfants seuls, si petits, si jeunes, qui viennent seuls, c'est quelque chose que je n'avais jamais connu. Où j'habitais, les enfants venaient accompagnés des parents. Même l'attente, ce qu'ils attendaient de la bibliothèque et des bibliothécaires c'était des conseils de lecture. Alors qu'ici les enfants qui viennent seuls ont une attente autre. C'est-à-dire, c'est d'abord un contact, un lien, une relation avec un adulte qu'ils cherchent. Je dirais, c'est la première impression que j'ai eue. Des enfants seuls et, je vous dis, cette relation, ce contact, le fait qu'ils soient très tactiles, très câlins... J'ai eu une éducation, une culture où on ne se touche pas, on garde ses distances, on est méfiant, on fait attention. Et là, ces gamins qui très vite vous prennent le bras, vous touchent les cheveux, veulent des câlins... » Emilie⁸

En comparaison avec d'autres professionnels, les bibliothécaires font partie d'un groupe social relativement bien informé, qui a ses opinions, qui possède souvent une bonne capacité critique, notamment par rapport à leur profession, souvent par rapport à leur environnement de travail :

- Comme vous m'avez dit au téléphone que vous habitiez le quartier, est-ce que vous pouvez m'en parler ? Qui sont les habitants du quartier ?

⁸ Agent de catégorie B, Emilie est célibataire, a 35 ans et n'a pas d'enfant au moment de l'entretien. Elle est arrivée d'une petite ville de province en 1994 et « *ça a été le choc, même si j'avais entendu parler du 93* ».

- « J'ai un peu des données statistiques. [...] C'est une population pauvre, à peu près 60% de la population est en mesure de payer la taxe d'habitation. Apparemment c'est beaucoup de, d'après ce que j'ai compris, c'est pas beaucoup de familles. Il y a une forte rotation de la population et elle est extrêmement jeune. Apparemment à Aubervilliers il y a pas beaucoup de logements familiaux. Ce qui explique entre autres cette rotation, beaucoup d'immigrés, primo-arrivants aussi.

Voilà, toute une culture liée à l'industrialisation de la banlieue et à sa désindustrialisation qui donne un peu ce que c'est, beaucoup de désespoir, du chômage, etcetera. Mais, j'ai pas connu l'époque où la banlieue était industrialisée où par exemple le chômage n'était pas un si grand problème qu'à l'heure actuelle. Beaucoup de gens quittent Aubervilliers... Je suppose que c'est plus les gens qui accèdent aux classes moyennes. Ils s'éloignent de la banlieue ou alors ils y restent mais dans des cités pavillonnaires, par exemple. Et qu'est-ce qui prend la place ? Bah, les plus pauvres ! Enfin il y a ceux qui restent, les plus pauvres, les gens qui ont des problèmes divers, de taux d'alcoolisme des choses comme ça, et puis beaucoup de primo arrivants. C'est à peu près la situation.

Alors j'habite cité Lénine, je ne sais pas si vous avez vu en rentrant, c'est une cité un peu pyramidale, vers la station Total. C'est vraiment la cité de banlieue. »

[...]

- Comme ça fait depuis sept ans que vous habitez ici est ce que vous avez l'impression que le quartier a changé, qu'il a évolué ou qu'il s'est dégradé ?

- « Alors on a rénové la cité, il y a eu une réhabilitation de la cité, grosso modo c'est toujours la même chose. Le manque de perspectives. J'avais vu dans les statistiques, je crois qu'il y a, je vais vraiment le faire à la louche, mais ça m'avait étonné, il y a à peu près 200 000 moins de 25 ans en Seine Saint Denis, un sur quatre qui est en dessous du seuil de pauvreté. Il faut savoir que le RMI étant déjà en dessous du seuil de pauvreté, en dessous de 25 ans, on n'a pas le droit au RMI, donc en revenus légaux et officiels, grosso modo il y a 50 000 moins de 25 ans qui ont en revenus légaux et officiels : zéro.

Voilà ça donne à réfléchir sur les tensions, tout simplement. Et je trouve que c'est calme par rapport aux réalités, à certaines réalités chiffrées qu'on peut lire, je trouve que c'est plutôt calme. [...] Pendant qu'il y a eu les émeutes de 2005, si j'avais pas eu la télé, si j'avais pas eu la radio, si j'avais pas entendu les conversations liées à la télé et les radios, c'est comme si rien ne s'était passé dans le quartier. J'ai pas vu de voiture qui brûle. Et pourtant il y a tous les éléments pour que ça soit vraiment chaud. Du moins dans le quartier. A Aubervilliers oui, il y a eu des problèmes il y a des choses qui ont brûlé et tout ça. » Michel

Ceux qui ont des origines

Ce phénomène de « *concentration* » qui donnerait ses caractéristiques au quartier d'aujourd'hui par opposition à celui du passé n'est pas seulement une concentration de la pauvreté mais, notamment, de migrants, de « *personnes qui ont des origines* ». Il est ici nécessaire d'explicitier que ces « *origines* » renvoient tacitement à un ailleurs précis, celui des pays sous-développés, pauvres. Il y a encore ici une note fortement dominante dans le discours de la plupart des bibliothécaires. Une note qui associe donc « des gens à origines » avec « pays sous-développés ».

Dans notre guide d'entretien nous avons formulé une question demandant aux bibliothécaires de décrire les habitants. Nous leurs avons demandé textuellement : « Qui sont les habitants du quartier ? » ou « Pourriez-vous nous décrire les habitants du quartier ? ». La plupart des réponses obtenues (plus de 80%) décrit les habitants, sans médiations et d'emblée, en termes d'« *origine* » :

- Par rapport aux habitants du quartier, qui sont-ils ?

Isa - « *Si je ne dis pas de bêtises, ils avaient fait un sondage rien qu'au niveau des enfants scolarisés à la maternelle, il y avait au niveau des origines, hein... des différentes origines, mais c'était énorme ! C'était énorme ! Vous avez une population, c'est pas difficile, africaine, asiatique, maghrébine, euh...* »

Florence - « *La concentration de populations asiatiques c'est vraiment propre à notre quartier ici sur Aubervilliers.* »

Isa - « *Donc, vous avez, voilà, déjà ces quatre là sont importantes.* »

Florence - « *Oui, Maghreb, Afrique noire et Asie. Beaucoup de Chinois en plus. Asie c'est vraiment Chine.* »

Isa - « *Donc voilà. Après donc dans l'Asie, je ne sais pas si...* »

Florence - « *Ouais, mais, c'est beaucoup de Chinois ici. Après y a pas que ça.* »

Isa - « *Oui, mais, bon t'as aussi turque, ah oui pardon j'avais oublié, turque. Voilà, donc c'est vrai que c'est bien concentré quand même. Alors après, au départ c'est peut-être une politique de la ville ou je ne sais pas... Parce que c'est bien d'être d'origine différente, c'est très bien. Mais après, si c'est pour en faire des ghettos, c'est pas la peine.* »

Encore un autre cas d'enchaînement direct avec la question « qui sont les habitants du quartier ? » :

- Pourriez-vous nous décrire les habitants du quartier ?

-« Ici c'est essentiellement des Maliens, il y a une très forte communauté malienne. Si non, je dirais, il y a une communauté au niveau du Maghreb, c'est assez équivalent, Algérie, Tunisie, Maroc. Mais vraiment la population qui prédomine c'est les Maliens. Pas de population asiatique. Il commence à en arriver là. Avec les nouveaux logements qui ont été construits, il y a quelques familles d'origine asiatique qui ont emménagé, mais c'est encore assez faible. Je pense que c'est à peu près tout. C'est vrai qu'avant dans ce quartier la population était majoritairement espagnole. Cette population là est partie et ce sont les personnes d'Afrique qui sont arrivées et qui ont pris la place. C'est le Mali ici qui est en force, qui est majoritaire. » Emilie

Cette caractérisation spontanée de la population du quartier en termes « d'origines » peut devenir particulièrement significative dans le cas d'une institution de politique culturelle comme le sont les médiathèques. Les bibliothèques de proximité dans des quartiers populaires comme celles que nous étudions sont dans une nette ambiguïté entre leur mission sociale et leur mission culturelle, ce qui fait l'objet de beaucoup de tensions, souvent mal définies. Une représentation de la population en termes d'origines nationales et, *a fortiori*, « ethniques », requalifie complètement le problème de la distance sociale entre la bibliothèque et son public potentiel, entre la bibliothèque et son quartier. Il est beaucoup plus simple de penser cette distance entre l'institution et sa cible en termes d'intégration des populations venues d'un ailleurs culturel. De même qu'il est beaucoup plus simple de penser la question sociale en termes de l'intégration des étrangers aux valeurs et aux pratiques culturelles françaises. Il est, en tout cas, plus simple, que d'intégrer le phénomène migratoire et les conséquences des politiques de logement social, au sein d'une question sociale plus vaste de laquelle les institutions sont partie prenante.

Comme pour le cas de la pauvreté, cette vision se trouve nuancée par ceux qui donnent une vision de la migration en termes de « richesse », dans une vision qui se force pour donner une image positive de l'autre. Les villes de la banlieue sont vues comme le résultat d'une histoire d'immigrations successives qui commence presque toujours avec l'arrivée des Italiens, Polonais, Espagnols et Portugais, se poursuit avec celle des Maghrébins et plus tard celle d'Africains pour finir avec l'arrivée d'Asiatiques. Mais il est vrai que cette vision peine à convaincre avec une image idéalisée dans le sens d'un cosmopolitisme métropolitain et finit

presque toujours par signaler les problèmes d'intégration ou par dénoncer ce qui est décrit comme une « *ghettoisation* ».

Centre et périphérie

La politique de Plaine Commune en matière de lecture publique présente une claire direction modernisatrice. Effectif à partir du 1^{er} janvier 2005, le passage de l'orbite municipale à la mise en réseau des anciennes bibliothèques municipales est allé bien au-delà d'une simple mutualisation des collections et des personnels. Modernisation des immeubles et construction de nouveaux équipements, changement du profil des bibliothécaires, modernisation de l'offre avec rationalisation des collections. Cette modernisation implique un changement très profond de ce que les bibliothèques sont par rapport à ce qu'elles étaient. Et cette réorientation s'opère dans la nature même des bibliothèques, de la bibliothèque en tant que telle, dans ses collections et dans ce à quoi elles donnent accès. La transformation apparaît comme le mot clé car elle prend appui sur une coupure entre la bibliothèque et son public potentiel.

La période de notre enquête⁹ coïncide avec nombre de bouleversements survenus dans les bibliothèques suite à ce passage de l'orbite municipale à l'orbite de la communauté d'agglomérations avec le changement de politique que nous venons d'évoquer. La mise en réseau et la création d'une direction commune aux huit villes, ce qui suppose l'intégration dans une politique unique des 23 bibliothèques et des 3 bibliobus qui composent ce réseau constituent un fait majeur.¹⁰ Les données que nous avons pu recueillir sont donc très influencées par cette conjoncture particulière. D'une part parce que la création du réseau introduit des modifications profondes dans le travail des bibliothécaires. D'autre part parce que ce processus modifie la nature de l'institution et change le rapport existant entre les bibliothèques et leurs quartiers. Et surtout parce que, pris dans ces mouvements qui ont transformé la hiérarchie de l'univers des bibliothécaires, des craintes et des enjeux importants les ont sûrement menés à livrer une image du quartier, de la bibliothèque et de la place qu'ils y occupaient en fonction de cette conjoncture. Le discours des bibliothécaires sur leurs bibliothèques et sur les quartiers a souvent été mêlé à des références abondantes sur les

⁹ Rappelons que nous avons commencé à travailler sur le réseau en 2007 et que la série d'entretiens a été réalisée entre novembre 2008 et juin 2009.

¹⁰ Plus de détails sur cette évolution dans la troisième partie de ce rapport.

changements importants que les bibliothécaires étaient en train de vivre, qu'ils anticipaient ou qu'ils craignaient. Ce « biais » est d'autant plus important que nous sommes arrivés dans la plupart des bibliothèques après avoir discuté avec la direction de Plaine Commune, après avoir signé une convention entre cette direction et l'université. Nous sommes arrivés par le haut et à plusieurs reprises, nous avons été associés à « la hiérarchie ».¹¹

Ce passage à Plaine Commune se présente avant tout comme un processus de modernisation, une tentative de « rationalisation » visant à améliorer le contact entre les bibliothèques et leurs populations, et, *in fine*, à promouvoir la culture écrite au sein des classes populaires. Or, comme tout processus de ce genre, le changement provoque des résistances et des conflits divers au sein du personnel et, dans certains cas, entre les institutions et la population. Les représentations que les bibliothécaires nous ont livrées du quartier où ils travaillent se voient naturellement influencées par cette dynamique de changement. Lorsque le bibliothécaire est dans sa bibliothèque, le récit qu'il fait de la relation qu'il a avec le quartier, avec son public et, plus généralement, avec « les classes populaires », est influencé par la façon dont il est pris dans les rapports hiérarchiques de l'institution, la façon dont il se trouve engagé dans des conflits et des luttes de pouvoir dans le réseau des bibliothèques, avec sa municipalité ou la communauté d'agglomérations, etc.

Le premier changement qui va influencer le rapport des bibliothécaires avec leur quartier est la création d'une « direction de la lecture publique » qui va commander la politique des 23 équipements dorénavant mis en réseau. Là où les bibliothèques municipales avaient une ou deux « annexes », où le personnel de bibliothécaires d'une ville était constitué de quelques dizaines de personnes au plus, nous passons à un réseau de 23 médiathèques avec un personnel de 200 bibliothécaires et une hiérarchie qui semble disposée à conduire une politique volontariste de transformation de la place des bibliothèques dans cette partie de la banlieue. Même si cette Direction est très peu bureaucratisée et appelle au « collectif » dans un fonctionnement soucieux de la démocratie, les bibliothécaires qui se trouvent dans les « annexes de quartier » nous ont livré un sentiment presque de « relégation », de mise à l'écart des décisions. Sentiment certainement exagéré quand on sait que la Direction se compose d'une directrice et d'une adjointe et que la plupart des décisions est prise par un collectif composé de chacun des directeurs des bibliothèques. Mais ce sentiment trouve toute son

¹¹ Deux précisions doivent être faites ici. Nous ne prétendons, dans aucun cas, faire un bilan du transfert des bibliothèques de la sphère municipale à l'orbite de la communauté de communes. Et nous ne prétendons pas, non plus, traduire ici le ressenti ou le vécu des bibliothécaires sur ce transfert. Parce que nous ne disposons pas des données nécessaires à un tel bilan et parce que ce n'est pas notre objectif. Simplement, nous prenons en compte cette conjoncture au moment de lire et interpréter les entretiens car autrement elle participerait comme une « interférence » non contrôlée sur nos observations.

efficacité lorsque les bibliothécaires l'associent avec une dimension constitutive du quartier populaire. Ils placent le quartier dans la périphérie de la société, aux marges de la ville, éloigné de la culture, en lisière du système politique. Ce sentiment de marginalisation se voit renforcé par le processus de mise en réseau des bibliothèques qui a créé un centre de surcroît localisé dans le « chic » quartier de La Plaine où se trouvent les administrations de l'agglomération et, en conséquence, les bureaux de la Direction de la lecture publique. Les annexes dans les « cités », la direction dans le quartier de La Plaine, aux portes de Paris...

Un habitant du quartier La Saussaie, à Saint-Denis, nous faisait part de la vision très répandue dans beaucoup de quartiers selon laquelle le quartier de La Plaine est un premier pas de l'intégration d'une partie de Saint-Denis à Paris, « *c'est eux qui vont récupérer le quartier de La Plaine... de toutes façons, ce n'est pas Saint-Denis, ça c'est déjà Paris.* » Totalemment étrangère à l'univers des bibliothèques, cette personne nous donne une mesure de ce que peut représenter cette vision dans cette banlieue.¹²

Le sentiment de création d'un « centre » qui dirige est renforcé par un certain nombre d'outils de programmation de la politique publique mis en place par la nouvelle direction. Etudes de fréquentation, mise à jour d'un système d'information statistique permettant de comparer les bibliothèques du réseau avec les moyennes nationales, élaboration d'un discours réflexif permettant d'orienter le changement et donc d'identifier « les problèmes ». Ainsi, un bon nombre de bibliothécaires ont manifesté le sentiment de se trouver maintenant « exclus » des villes dans lesquelles se trouve leur bibliothèque dans le sens où ils croient avoir perdu la capacité de construire des partenariats d'action au niveau municipal. Quelques-uns vont jusqu'à le comparer à une perte de souveraineté :

- « Alors il y a deux choses par rapport à ça. Il y a eu des périodes où ça a été à la fois imposé et où quelque part on n'arrivait pas à trouver notre identité. Je pense qu'à un moment donné, le fait que ce soit dirigé d'en haut. Bah, non. Je comparerais ça à peu près à l'Europe. C'est-à-dire que quelque part on avait tous, sur les huit villes, on avait des choses qui existaient et on a un petit peu abandonné toutes ces choses là. C'est pour ça que je prends l'exemple par rapport à l'Europe, c'est parce que justement on a un peu l'impression qu'il y a des moments où il y a des choses au niveau de notre liberté qu'on abandonne. Après, pour pouvoir les regagner c'est difficile. C'est un peu pareil au niveau des fonds. On avait tous un peu notre identité et c'est difficile après de regagner à nouveau et de se dire « finalement il y a des choses que je suis capable de laisser partir, et il y a des choses sur lesquelles qui me paraissent assez essentielles sur lesquelles c'est quand même difficile de lâcher ». » Alain

¹² Cette dynamique résultant des effets d'investissement qui ont suivi la création du Stade de France à Saint-Denis et postérieurement de l'agglomération de Plaine Commune créa un déséquilibre important entre le quartier de La Plaine et le reste de l'agglomération. Pour plus de détails, voir la 3^e partie de ce rapport.

Ainsi, au moment de la réalisation de notre enquête, il y avait, parmi beaucoup de bibliothécaires, une certaine crainte, probablement provoquée par un processus de changement dont on sentait ne pas maîtriser tous les ressorts. Cette incertitude alimentait surtout une crainte de dépossession qu'il est important de prendre en compte car elle rejoint un sentiment similaire présent dans les quartiers. Ce sentiment provoqué par l'expérience que ce qui se passe dans leurs territoires est décidé « ailleurs ». Un ailleurs qui représente à la fois un autre endroit (ici le quartier de La Plaine où sont les bureaux de l'administration de Plaine Commune – donc siège du pouvoir politique) et un groupe social singulier : la direction, les autorités, les politiques, etc. La notion de « périphérie » se trouve ici directement associée à ce sentiment de dépossession vis-à-vis des ressorts de la décision, d'une mise à distance du lieu du pouvoir. Tout indique que les bibliothécaires craignaient à ce moment là un double mouvement, qui les éloignait de leurs municipalités d'origine car ils ne sont plus leurs employés, et qui diminuait les prises qu'ils pouvaient avoir sur leur bibliothèque dès lors qu'ils sont intégrés dans un ensemble plus vaste avec une direction centralisée.¹³

Il y a, au sein des bibliothèques, une différenciation sociale importante qui s'explique nettement lorsque ce sont ceux du bas de l'échelle qui parlent. Ainsi nous avons pu distinguer clairement le point de vue des agents de catégorie « C », qui n'ont pas eu une formation de conservateurs, qui, dans beaucoup de cas n'ont pas choisi cet emploi suite à une vocation pour le livre et qui, dans beaucoup de cas aussi, vivent dans des quartiers d'habitat social. Comme nous l'avons indiqué, souvent, ces bibliothécaires sont en poste depuis longtemps, un bon nombre parmi eux se trouvent près de la retraite (plus de 42% de nos interviewés avait plus de 50 ans). Cette situation ne les met pas dans une position de distance par rapport au métier de bibliothécaire, ni par rapport à la bibliothèque ou au livre. Mais ils se positionnent en opposition à une conception « littéraire » de l'équipement culturel où « le » livre est représenté par le roman, « la » littérature, « la fiction ». Ainsi ils vont parler d'un « *élitisme* » dominant la politique de la bibliothèque où les lectures valorisées sont associées au roman ou au théâtre, aux auteurs classiques, aux sciences sociales et humaines, à ce qui est « *pointu* », aux « *phrases qui durent dix lignes* ». Ces bibliothécaires se sentent discriminés à l'intérieur

¹³ Ce sentiment peut évidemment se trouver à terme compensé par l'expérience de se voir intégré à une structure plus performante, à un ensemble plus fort, meilleur, etc. Et étant donné les évolutions que nous avons pu observer, y compris après avoir fait nos entretiens, il est probable que ce sentiment plus positif l'emporte sur les craintes liées au changement. Mais ce qui nous intéresse ici c'est comment les inquiétudes manifestées s'associaient et alimentaient le sentiment de la dépossession et l'expérience de la périphérie.

de la hiérarchie de la bibliothèque où les postes de direction, de ceux qui ont les salaires les plus élevés et les positions dominantes sont occupées non seulement par ceux qui ont un capital culturel plus important mais surtout par ceux qui appuient leurs positions sur la valeur qu'ils accordent à certaines lectures. C'est ce qu'ils sentent à propos des processus de décision collective où sont engagées l'évolution des collections, la nature des animations, la modernisation des bibliothèques. C'est sur ce point particulièrement sensible qu'ils ressentent une capacité d'argumentation plus faible, dépossession renforcée par la technicisation qui remplace les relations interpersonnelles qui primaient à l'époque où les bibliothèques dépendaient des municipalités et qu'ils étaient beaucoup moins nombreux.¹⁴

Pour ce groupe des agents de catégorie C, la modernisation représentée par la politique de Plaine Commune apparaît comme une menace qui actualise une représentation du monde où la position des bibliothèques coïncide avec celle des quartiers. Le « populaire » s'oppose ici en même temps au savant et au puissant. Beaucoup vont avoir le sentiment d'une forme de mépris sur leur personne lorsque les bibliothécaires les plus diplômés vont disqualifier les consommations culturelles de l'industrie du divertissement ou de la « *culture commerciale* », consommations qui sont celles de la plupart des habitants des quartiers mais qui sont aussi souvent les leurs. Le ressenti est si profond que ces agents du bas de l'échelle cachent parfois leur goûts littéraires lorsqu'ils les ont (« *j'aime les romans d'amour* ») ou leurs préférences culturelles lorsqu'ils n'aiment même pas lire, qu'ils ne lisent pas et qu'ils ne peuvent pas le dire : « *je n'aime pas lire, c'est vrai ! Qu'est-ce que vous voulez ?* ». Alors qu'un bibliothécaire est censé aimer la lecture depuis l'enfance, comme une vocation qui devrait se présenter comme intrinsèque à la personne. Ainsi ont au moins commencé les parcours des bibliothécaires lorsque nous les questionnons sur ce qui les a amenés à travailler en bibliothèque : « *J'aimais lire depuis tout petit, je lisais tout ce qui tombait dans mes mains* »... réponse de la quasi-totalité des bibliothécaires, sauf ceux qui ont eu le courage de nous dire qu'ils cherchaient simplement un emploi et qu'ils l'ont trouvé tout près de chez eux, dans leur municipalité. Ce sentiment de mépris les amène à riposter face aux autres, les « *élitistes* », par une accusation d'imposture, de cacher eux aussi leurs lectures : « *elles aussi vont lire « Closer » quand elles vont au médecin, ou même à la maison, mais elles ne vont jamais le dire* ».

Cette coupure qui traverse l'univers des bibliothèques participe sans doute de l'élaboration des représentations du quartier qui nous ont été fournies. Lorsqu'ils défendent un

¹⁴ 43% des bibliothécaires ont parlé en termes d'« *élitisme* » opposé au « *populaire* », la plupart du temps prenant un parti critique vis-à-vis du premier.

goût populaire, ces bibliothécaires s'opposent à l'« élitisme » et se sentent solidaires du goût des « gens » du quartier qu'ils disent connaître, par proximité. Cette association est mobilisée notamment pour rendre compte de la désaffection de la population des bibliothèques. L'argument selon lequel les habitants des quartiers ne viennent pas à la bibliothèque parce que les collections et les activités proposées sont trop élitistes est extrêmement fréquent parmi les agents de catégorie « C ».

- « *Il faut pas qu'on prenne que ce qui nous fait plaisir, quoi. Parce qu'on est dans la bibliothèque mais c'est pas pour nous. Je veux dire, moi, chez moi, je ne vais pas m'abonner à « Closer », c'est clair. Mais, après, je comprends que les gens ils attendent aussi ça. Ils ont pas forcément envie de lire que des analyses politiques dans le « Nouvel Obs » ou des trucs comme ça quoi... Ça a ou « Le magazine littéraire » ou... Bah, oui hein !* » Florence

Cette distance sociale entre les agents « C » et les bibliothécaires de métier à l'extrême desquels se trouvent les « conservateurs » (les intellectuels du groupe), se double, comme ce témoignage le montre, d'un rapport complexe avec la population des quartiers : « *Il faut pas qu'on prenne que ce qui nous fait plaisir, quoi. Parce qu'on est dans la bibliothèque mais c'est pas pour nous* ». Après tout, c'est probablement l'entrée dans la bibliothèque qui a permis à ces agents de se distinguer au sein du quartier, de vivre leur travail comme un vecteur de promotion sociale. Et surtout de traverser la frontière qui sépare le populaire du savant.

Le passage des bibliothèques de l'orbite municipale à celle de la communauté d'agglomérations est présenté comme problématique chez la quasi totalité des interviewés. Se joue là, comme nous l'avons précisé, la création d'un « centre » qui renvoie les bibliothèques et leurs bibliothécaires encore un peu plus vers la périphérie, où la comparaison entre le quartier de La Plaine (concentrant dynamisme, proximité avec Paris, promotion sociale et pouvoir) et « les quartiers » est omniprésente. Le point de vue des bibliothécaires rejoint celui des habitants, redoublé par une spécificité. Beaucoup d'agents nous ont fait part d'un sentiment de dépossession selon lequel les décisions concernant surtout l'achat de documents, l'évolution des collections, et les animations sont maintenant prises à Plaine Commune¹⁵. Cette centralisation des décisions obéit effectivement à une volonté de rationalisation des

¹⁵ Il est important de noter que cette information n'est pas exacte. A terme, très probablement, les décisions sur les achats de livres qui vont alimenter les collections se feront de manière centralisée. Mais pour l'instant (au moment où nous avons réalisé les entretiens), c'est une compétence conservée par chacune des bibliothèques qui continue à décider sur ses collections. Mais il est évident que la rationalisation des collections consécutive à la mise en réseau des bibliothèques entrainera une concertation sur ce que chaque bibliothèque proposera, ce qui sera mutualisé, etc.

collections où l'objectif est de créer une offre plus riche et plus proche d'une demande perçue comme de plus en plus différenciée. En effet les collections des 23 médiathèques sont mises en réseau, consultables grâce à l'outil informatique et potentiellement accessibles à tous. « *Il n'est plus nécessaire d'avoir « Tristes tropiques » dans toutes les médiathèques, il suffit de l'avoir dans quelques bibliothèques. Puis le lecteur peut se déplacer ou on peut faire venir l'ouvrage à sa bibliothèque s'il le souhaite* ». Cette hypothèse d'un lecteur informé et mobile est très questionnée par les bibliothécaires travaillant dans les quartiers.

- « *Tout est décidé là bas, il y a pas de concertation avec les agents. Il y a des simulations de concertations, histoire de dire qu'on s'est vu une fois, donc vous avez participé, mais bon après même si, nous, on a dit tout le contraire le truc en fin de compte il est déjà bouclé. Ça se met en place et puis on attend de nous qu'on applique les choses à la lettre, quoi.*

Et puis, ils partent sur des fausses idées. Par exemple au siège, à la direction des médiathèques, ils sont persuadés que les gens bougent beaucoup sur le quartier, que s'il y a un livre qu'on a nous, bah quelqu'un de Villetaneuse il va venir le prendre, que il y a rien qui le bloque et tout, alors que ce n'est pas le cas. Mais ça, on a beau leur dire, ils sont persuadés du contraire. Donc ce qu'on dit, ce qu'on connaît des lecteurs, ils l'utilisent pas du tout, je ne suis même pas sûre qu'ils nous croient d'ailleurs quand on leur dit. Je crois pas. C'est l'impression qu'on a, qu'ils ne nous croient pas, et puis, genre, qu'on ne sait pas trop... » Florence

Vu de l'autre côté, le processus d'unification des bibliothèques dans l'orbite de la communauté d'agglomérations, ajouté à une politique volontariste de modernisation de l'offre de la lecture publique, s'oppose à ces « représentations » des bibliothécaires. On attribue deux sources à ces « représentations » qui alimentent les craintes provoquées par la politique de modernisation et d'intégration des bibliothèques dans le réseau. D'un côté, elles seraient l'expression de visions traditionnelles des villes communistes, représentations provenant d'une inertie qu'il faut dépasser. De l'autre côté, ces représentations seraient le fait d'un sens commun qu'ignore une certaine « technicité » donnée par le professionnalisme et par la connaissance de l'évolution des politiques de la lecture publique.

Le point de vue des agents plus diplômés et plus jeunes est évidemment différent. Le même problème se présente dans d'autres termes. L'opposition fondamentale est celle qui existe entre la « culture » entendue comme bastion classique des bibliothécaires, et la culture « commerciale ». Ainsi une bibliothécaire se désole qu'en « *secteur jeunesse le fonds « romans » ne sort quasiment pas, par contre des textes tels que « Dora », « Naruto » ou « Titeuf » sont empruntés tout le temps* ». La bibliothécaire préférerait que les enfants lisent « *des textes avec d'autres graphismes, non commerciaux, des romans, pas que des*

albums »... « *ce qui à la limite définit même notre rôle, ce qui fait notre mission* ». L'ennemi de la bibliothèque est ici représenté par la télévision et les supermarchés. Les bibliothécaires conçoivent les circuits « commerciaux » et de la « culture » comme des circuits parallèles. Et leur mission serait en conséquence de donner accès aux enfants des classes populaires à « *autre chose* », face à la toute puissance du commerce. Cette volonté est portée avec d'autant plus de force que très souvent, ces bibliothécaires sont eux-mêmes dans une trajectoire de promotion sociale récente à travers la culture. Il n'y a pas très longtemps qu'ils sont partis de l'univers populaire, grâce à la culture, vers les lettres et les arts. Ainsi la bibliothécaire du secteur jeunesse que nous venons de citer est une femme de 35 ans, célibataire, sans enfants qui, suite à une licence en lettres modernes, occupe un poste de catégorie B comme assistante qualifiée. Elle est arrivée dans la région parisienne en provenance d'une petite ville de province où son père était contremaître pour une société de chauffage et sa mère femme au foyer.

L'opposition « culture » versus « commercial » s'appuie sur une autre vision des rapports sociaux, confère un autre sens à la domination et accorde une autre place à la bibliothèque face aux classes populaires. Elle place l'action de la bibliothèque dans un conflit qui diffère de celui structuré par l'opposition élites-quartiers. Il n'y a plus une « essence » - ou une identité, si l'on préfère - populaire à défendre, respecter ou faire valoir face à des élites qui surplomberaient les quartiers avec une action méprisante voire ignorante des spécificités de la population locale. La bibliothèque est ici, au contraire, une opportunité offerte à des classes populaires, notamment aux enfants, face à la puissance des appareils commerciaux qui maintiennent les quartiers éloignés de la culture, de la réflexion, de la pensée, de l'art. L'ennemi prend donc la forme d'une dynamique d'abrutissement à laquelle l'Etat, par le biais du service public, se doit de donner une réponse. Dans cette conception, la charge politique de l'action de la bibliothèque se dévoile le plus clairement, et l'école apparaît comme son allié naturel. En effet, « *donner accès à la culture* » suppose une action pédagogique car la simple proximité (le fait d'ouvrir des bibliothèques dans les quartiers) ne suffit pas. « *Donner accès à la culture* » ou aussi « *amener les gens à la culture* », nécessite un travail qui est pensé la plupart du temps comme relevant de la « médiation ».

« Ici vous faites venir un auteur, si ce n'est pas construit avec une classe, ça n'aura aucun succès, personne ne viendrait, il faut proposer des choses qui soient en adéquation avec ce que sont les gens qui habitent le quartier. Quand on a fait ce petit déjeuner béninois, on a cuisiné, on a proposé de découvrir la nourriture béninoise, il y avait un orchestre béninois qui jouait. Il y avait pas

de livre, il n'y avait pas de rapport avec le livre à proprement parler, mais ça a marché parce que c'est une culture instinctive, tout le monde peut saisir ça, de la musique, de la nourriture. Ça fait partie de leur culture. La musique, ils adorent ça. La danse, ils adorent ça. La nourriture, ils adorent. On fait venir un auteur pour parler d'un livre, il y a personne. Il faut être réaliste. Donc après il faut savoir, si on veut se faire plaisir nous, on serait ravies de recevoir des auteurs. Mais on serait quatre à écouter l'auteur parler de son livre ce serait très bien. Ou on veut plus faire plaisir au public, on choisit... C'est pour ça, il faut avoir une capacité d'adaptation et voilà. » Emilie

Le problème du « goût » populaire peut ainsi se présenter comme un obstacle quand on voit qu'il coïncide avec la « culture commerciale », quand le populaire apparaît colonisé par les forces du commerce. Or, contrairement à une sociologie de la domination, le point de vue des bibliothécaires ne voit pas de fatalisme dans cette situation mais au contraire une raison d'être de leur métier. Cette vision offre un ennemi commun qui s'oppose à la fois aux classes populaires et aux bibliothécaires. Seulement, reste à vaincre le problème du désintérêt du public des quartiers pour « la culture ». La plupart du temps, ce divorce est souligné comme une forme de réalisme: « *On fait venir un auteur pour parler d'un livre, il y a personne, il faut être réaliste.* »

Selon ce point de vue, le passage des bibliothèques municipales aux médiathèques de Plaine Commune est apprécié autrement. Cette fois, on reprochera à Plaine Commune de « *faire des bibliothèques au rabais* », de « *tirer vers le bas* », d'abandonner la littérature et d'aller trop dans le sens de la demande, de ne proposer que ce à quoi les gens ont déjà accès : « *si c'est pour proposer ce que les gens ont déjà de toute façon, à quoi on sert ? Je pense que les bibliothèques sont là pour proposer autre chose, je ne sais pas, tout ce à quoi les gens n'ont pas accès* ». Une campagne d'affiches lancée par Plaine Commune pendant l'hiver 2009 a fait beaucoup de bruit et de chahut à l'intérieur des bibliothèques. Sur les affiches, on pouvait lire « *petits, grands, habitants, salariés, demandeurs d'emploi, étudiants, retraités... c'est pour tout le monde !... pourquoi s'en passer* » sur une légende écrite sur le fond d'une pile de livres, revues et DVD sur des thèmes divers : « La terre vue du ciel » côtoie une méthode pour apprendre l'anglais, un « J'élève mon enfant », « Les secrets de l'espace » ou encore un « Rénover » pour les amateurs de bricolage. Qu'est-ce qui est remarqué ici par beaucoup de bibliothécaires ? Qu'il n'y a pas un seul roman dans la pile, ni classique de cinéma ni poésie ni histoire ni analyse politique. Effectivement, dans le souci d'aller vers « tout le monde », l'image que la bibliothèque semble vouloir donner d'elle-même est claire et on comprend qu'elle puisse éveiller un débat. Ce qui intéresse surtout ici, c'est de voir que

ces discussions renvoient à des oppositions sociales, d'une part, et que ces oppositions s'associent aux conflits qui traversent l'univers populaire, conflits qui ont autant une facture culturelle que politique.

Une affiche de la
campagne *C'est pour
tout le monde*
et *C'est gratuit* dans
un panneau
publicitaire de la
ville de Stains, à
proximité du quartier
Le Clos Saint-Lazare



Dans une certaine mesure, ce changement dans la politique des bibliothèques (qui par ailleurs n'est pas exclusive de Plaine Commune) peut être interprété en termes de réalisme : « *On fait venir un auteur pour parler d'un livre, il y a personne. Il faut être réaliste.* » Un réalisme qui apparaît quand on regarde en face une situation sociale très fortement marquée par le fait que dans la population de Plaine Commune, 38,5% n'a pas de diplôme¹⁶. Et quand on regarde en face une situation de conflit entre les institutions et les quartiers qui prend, dans le cas des bibliothèques, le double visage des « violences » et de la désaffection des publics potentiels. Comme on l'a dit, les bibliothécaires et leurs autorités de tutelle sont très sensibles à cet indicateur du nombre de lecteurs inscrits - entre autres parce qu'il permet de comparer ces bibliothèques à la moyenne nationale. A partir de ce constat, la plupart des bibliothécaires sont d'accord sur la nécessité d'un changement. Mais ils s'opposent sur le sens à lui donner. En gros, ils se regroupent sur deux positions opposées : ceux qui pensent que la bibliothèque doit s'adapter à la demande et en conséquence s'ouvrir aux quartiers et à la modernité, et ceux

¹⁶ 38,5% de la population non scolarisée et de plus de 15 ans. Cf. la 3^e partie de ce rapport.

qui pensent que les bibliothèques doivent s'adapter aux nouveaux contextes mais sans renoncer à leur mission principale de « *pédagogie* », d'« *élever le niveau* », de « *donner accès à autre chose* ». Voyons successivement deux représentants de ces opinions, en commençant par la dernière (plus inclinée à considérer que la modernisation mise en œuvre par la direction de Plaine Commune va finir par faire des « *bibliothèques au rabais* ») :

- Quelles collections sont pour vous importantes dans une bibliothèque ?

- « *Par rapport aux collections, là on est dans une optique de politique documentaire. Alors il y a le débat entre trop d'élitisme et trop de démagogie. Je dirais que c'est pas facile de se situer. Moi ma pente naturelle serait plutôt pour l'élitisme, mais il faut un équilibre, il faut faire venir des gens...*

Mais, quel intérêt à part faire venir [les gens] ? C'est une question que je me pose. Je ne dis pas qu'il ne faut pas de collections « Harlequin », de films très « blockbuster », il en faut. Mais le discours qui consiste à dire on les amène à la bibliothèque, en les attirant par ce qu'ils cherchent en faisant « Voici » dans les magazines ou enfin je ne sais pas, « Closer », machin, tout ça, en pensant qu'il va y avoir un parcours de lecteur et pis que de « Voici » ils vont sauter à « Paris Match » et de « Paris Match » à « Télérama », j'y crois pas. J'y crois pas !

Je crois que les gens qui viennent chercher du « Voici », enfin des trucs comme « Harlequin », ils viennent chercher ça mais le parcours de lecture qui les emmènerait de ce type de production à une production intellectuelle supérieure dans une espèce de progression, je crois pas. Ou alors ça nécessiterait un travail de fond qui demanderait des moyens infiniment supérieurs aux moyens concrets qu'on a. Je crois qu'on veut attirer des gens avec « Voici » pour faire du chiffre. Quel intérêt d'aller en bibliothèque si c'est pour y trouver « Voici », à part faire du chiffre ? Pour moi une bibliothèque c'est pas ça. Alors ça peut attirer les gens mais vont-ils ailleurs quand ils sont attirés par « Voici » ? C'est possible mais c'est très très marginal à mon avis, enfin bon ce n'est que mon avis... »

- Vous pensez donc que les magazines « *people* » comme « *Voici* » et « *Closer* » n'ont pas vraiment leur place en bibliothèque si c'est fait dans un souci de rentabilité, pour faire du chiffre ?

- « *Oui et d'autant plus que si on voulait vraiment faire du chiffre, il faudrait en prendre dix, parce que les « Voici » sortent quand même pas mal, ou « Femme Actuelle », parce que la presse féminine aussi... C'est marrant d'ailleurs qu'il y ait « Elle » et tout ça.*

- D'après vous, quelles sont les collections qui doivent être dans une bibliothèque ?

- « *Moi la Charte des bibliothèques de l'UNESCO me paraît pas mal par rapport à ça. Une conception universaliste, et pluraliste aussi. Mais la question serait plus précise si on posait qu'est ce qui ne doit pas être en bibliothèque ? »*

- Qu'est ce qui ne doit pas être en bibliothèque ?

- « Déjà pour moi la limite c'est ce qui est interdit par la loi, voilà. A partir de là toutes les opinions politiques, morales peuvent être représentées. Mais, c'est pas forcément toujours le cas. Au niveau des livres sur les religions aussi, il y a pas mal de réticences alors qu'il y a des limites entre le prosélytisme et l'informatif. On pourrait poser la même question au niveau du politique. Si on prend un livre politique engagé ça va être aussi du prosélytisme quelque part. Donc c'est toujours la question délicate. Des questions éthiques, déontologiques, selon qu'il s'agit de politique ou de religion, ça ne va pas être les mêmes... Voilà.

[...]

- Vous me parliez du magazine « Voici » tout à l'heure, vous pensez qu'il est important de privilégier un certain contenu, une certaine qualité pour le public ?

- « Choisir c'est renoncer, quand on a le choix entre un truc pourri et un truc mieux, on renonce au truc pourri ! Voilà ! « Closer », on n'a pas les budgets infinis. A la limite « Closer » en soi ça ne me dérangerait pas si on avait un budget infini et qu'on avait vraiment tout, bah, oui, allons y pour « Closer ». Mais on n'a pas des budgets infinis et quand on prend « Closer » on se prive d'autre chose.

Maintenant le résultat complet d'avoir « Closer » en bibliothèque c'est pour ramener du public, c'est pour ramener des gens en espérant qu'ils vont faire un parcours qui va les amener de « Closer » à autre chose, ça je n'y crois pas. Si c'est pour ramener du public alors allons y franchement, prenons dix exemplaires de « Closer » et ça va sortir et revenir. Il y aura toujours un client pour ce genre de truc mais est ce que ça fait partie des missions des bibliothèques ? D'autant plus qu'Internet étant libre on peut aller trouver des informations qu'on trouve dans « Closer » sur n'importe quel site. Je suis pour la liberté de consultation d'Internet, mais voilà « Closer » prend la place d'autre chose de mieux. »

- Par rapport à vos missions en tant que bibliothécaire, vous pensez qu'être bibliothécaire suppose un certain engagement ?

- « Oui, le problème c'est qu'on n'a pas tous le même ! (rires) Oui bien sûr concrètement oui, il faut être à l'écoute des gens, il faut être humble, disponible... Ne pas... Il y a un mot qui m'énerve, par exemple, c'est le mot « tolérance ». Dans « tolérance » il y a une grosse part de condescendance, quand je tolère quelqu'un je condescends à l'accepter. C'est pas comme ça. La mission d'une bibliothèque c'est quand même d'élever ne serait ce que d'un degré le niveau de conscience et de réflexion des gens. « Closer » ne répond pas à ça, au contraire ça les conforte dans leur bassesse. Pour moi c'est non ! » Michel

Mais évidemment, face à cette même problématique, les avis peuvent être contrastés, comme nous l'avons indiqué et ceci parfois au sein de la même bibliothèque :

- « *il faut quand même être à l'écoute. On ne peut pas rester sur notre façon de faire d'il y a quarante ans, cinquante ans, trente ans. Avec cette nouvelle politique documentaire si vraiment on arrive à... Parce que c'est beau, la nouvelle politique documentaire c'est magnifique hein ! Franchement, si on y arrive, je ne sais pas si je le verrai, mais si on y arrive, on devrait quand même être le reflet de ce qui se passe dehors. Que ce soit en document proposé, en poste Internet, en musique.*

En dix ans tout a été trop vite, très vite. Et nous, les bibliothèques, les médiathèques, on ne propose pas le quart de ce que les gens ont même chez eux, même ceux qui n'ont rien. Même ceux qui n'ont rien, ils savent qu'il y a autre chose qui existe. Donc chez eux ils n'ont pas accès parce qu'il n'y a pas, à la bibliothèque ils n'ont pas accès, parce qu'il n'y a pas non plus. Donc évidemment là-dessus on peut se poser des questions « bah, oui, mais alors le livre là dedans... » Bah oui y a pas le livre, il y a plein d'autres choses encore à proposer. De toute façon tout ça c'est de la lecture, même Internet c'est de la lecture, sans lire on n'a pas accès à Internet, hein !

- Par rapport à ce que vous offrez aux jeunes, sur quoi mettez vous l'accent au niveau des collections ?

- « *Du classique, il en faut toujours un peu, puisqu'à l'école il y a quand même. Dans les romans en tout cas, il y a quand même une demande, des professeurs donc il y a toujours un petit fonds classique. Et puis, comme je dis, on est au début de la nouvelle politique documentaire, c'est en train de se faire, on est en train de changer les acquisitions et nos fonds. En section jeunesse, les albums entre le nec plus ultra des albums et de l'édition jeunesse de qualité, et bah maintenant bon, pour 2009, il nous est demandé de faire des acquisitions aussi, jeunesse qui font d'autant plus référence à ce que les enfants vivent autour d'eux, au quotidien hein...*

En roman, la même chose, dans les revues, petit à petit aussi et l'abonnement, il y aura toujours ceux qui sont « haut de gamme », de qualité, mais aussi il y aura « Closer », pourquoi pas.

« Closer » et d'autres, dans les documentaires la même chose aussi. On voit qu'il y a des rayons entiers de documentaires qui ne sortent pas, parce qu'il y a aussi Internet. Les enfants ont des fois Internet à la maison, donc continuer de faire des acquisitions sur, par exemple, les animaux ou par exemple les sciences et technique, c'est peut-être pas la peine d'avoir des rayons pleins, on voit que ça ne sort pas trop. Tout ce qui est aussi vie sociale, économique, ça ne sort pas beaucoup. »

- Vous m'avez dit qu'il y avait plusieurs origines représentées dans le quartier, est ce que vous avez des fonds, par exemple dans une langue turque, par exemple si la population turque est assez représentée dans le quartier... ?

- « *On a effectivement adapté un petit fonds de langues, qui là aussi, l'édition est un peu pauvre hein, pour la jeunesse. On a quelques livres en roumain, en turc, c'est sûr en anglais, en allemand, en espagnol, en italien, en portugais,*

*mais bon ça ne sort pas beaucoup. Bon, on ne sait pas encore si ça sort, là faudrait quand même étudier un peu plus, pousser un peu plus la réflexion, parce que c'est vrai que on peut se dire qu'il faut des livres bilingues ou en langue étrangère, alors est-ce que nous on les met pas de façon à ce qu'ils soient visibles et pourtant, ça ne sort pas. Et pourtant c'est dans l'air du temps, de faire des fonds en langues étrangères, mais on se demande si c'est pas mieux de faire quand même sur Internet aussi des langues... déjà on ne voit pas beaucoup de Roumains venir emprunter des livres en roumain ! Ils sont dans un pays où on parle en français et les jeunes en tout cas, je ne sais pas, ils n'ont pas très envie de lire des albums en roumain. Donc je ne sais pas... »
Marie-Christine*

On voit bien que ce « réalisme » qui oriente l'adaptation des bibliothèques au goût populaire se fonde en grande partie sur la représentation que les bibliothécaires et les experts qu'ils embauchent pour s'orienter se font des quartiers. Le réalisme se traduit de façon générale par quelques principes. D'un côté, il cherche à sortir de la littérature pour aller vers le populaire, de l'autre côté on fait évoluer la bibliothèque vers la vie « pratique » à travers des « outils » permettant de se débrouiller dans la vie quotidienne (recherche d'emploi, connaissance des nouvelles technologies, méthodes de langue, pêche, jardinage...).¹⁷ Mais comme nous venons de le voir, le réalisme se traduit aussi dans l'interprétation des quartiers comme étant une population d'immigrés, ce qui ne cesse d'être problématique. D'une part, parce qu'on ne sait pas trop ce que cela veut dire en termes de demande réelle, et d'autre part parce que cette orientation semble répondre à un critère politique plus qu'à une demande sociale. « Il faut » des collections en langue étrangère pour une politique qui se veut d'intégration... Et ceci nous conduit à l'épineuse question de la langue.

La question du langage et de la proximité sociale

Pour les bibliothécaires qui se sentent socialement très proches du quartier, leur connaissance du quartier est estimée comme une qualité. Souvent ces bibliothécaires disent avoir été embauchés pour cette raison : *Je pense que principalement ils m'ont quand même,*

¹⁷ De ce point de vue, cette évolution semble répondre à ce que la sociologie de la lecture (surtout dans ses travaux d'inspiration bourdieusienne) a décrit comme caractéristique du rapport des classes populaires à la lecture. Cf. MAUGER, Gérard, POLIAK, Claude F. et PUDAL, Bernard : *Histoires de lecteurs*, Paris, Nathan, 1999 ; et sur un plan plus général, BOURDIEU, Pierre : *La distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Minuit/Le sens commun, 1979.

euh, pris parce que j'étais quelqu'un du quartier et qu'à cette époque il y avait quand même des petits soucis... Cette situation impacte assez directement l'intérieur de l'univers des bibliothèques, et joue notamment dans les hiérarchies qui distinguent les bibliothèques et dans la mise en forme des conflits qui organisent leur monde. D'un côté, « *l'élite* », les intellectuels qui dirigent les bibliothèques, de l'autre ceux qui connaissent les quartiers.

Lorsque cette coupure se fait, comme lors des moments où la bibliothèque est cible de violence, elle prend une dimension de classe sous la forme de « ceux d'ici » par opposition à « ceux de là-haut ». Et là-haut se trouvent « *les élites* », ceux qui dirigent, les hommes politiques, ceux qui ne sont pas proches des habitants. Cette division se ravive face à une question pour laquelle les bibliothécaires ont une très grande sensibilité car elle se trouve aux soubassements de leur profession, la question langagière. Quel est le langage approprié pour parler aux « jeunes » et, de façon étendue, aux habitants des quartiers ?

Je me souviens qu'un jour Marie m'a dit « Mais Edith tu peux pas agir et parler comme eux parlent (les jeunes quoi). Oui parce que tu te dois quand même de parler correctement. » Mais je lui ai dit « attends Marie, je vais pas, alors qu'ils m'insultent et que ça se passe mal, je vais pas leur parler avec une voix douce. Parce que d'une, ils en ont rien à fiche et ils vont me rire au nez ! Et puis même si je travaille à la bibliothèque et que je dois parler correctement, je suis désolée quoi, là tu... Je vais te le prouver. Un jour tu verras qu'en leur parlant comme eux ils parlent comment ça se passe... Eh bien, bien souvent ça s'arrête ». Alors après c'est vrai que c'est pas super de réagir un peu sauvagement comme eux peuvent être super sauvages. Mais y a des fois où ils se disent c'est bon en face de nous y a... C'est pas qu'il y a plus fort mais, « elle va pas se laisser faire, la dame ». Et puis bon après c'est vrai que je connais pas mal de gens ici ou alors si je les connais pas eux je connais le grand frère ou la grande sœur. Donc bon voilà et pis y a une tête aussi qui te dit bah « on la connaît cette dame ! Ah ouais, si, mais elle travaille à la bibliothèque mais elle habite ici elle aussi ! » Donc bon il y a tout ça, je pense qu'avec moi, ils ont peut-être jamais franchi certaines limites... Edith

Les bibliothécaires sont, comme dans les autres institutions, attentifs au langage qu'ils emploient. Mais dans leur cas, il y a une position singulière qui est donnée à la fois par la position que la bibliothèque occupe parmi les institutions présentes dans le quartier et par le traitement de la tension distance/proximité avec les habitants. La bibliothèque est quelque part entre la médiation et l'école. Comme pour cette dernière, il s'agit d'une institution culturelle où la matière principale est l'écrit et où le but principal est d'amener l'écrit, et plus précisément le livre, dans ces zones de la ville et de la société. Or, l'écrit et le livre sont, la plupart du temps pensés avec une représentation littéraire et intellectualisante, et au contact avec les classes populaires, cet intellectualisme prend inévitablement la forme d'une visée

pédagogique – classes populaires qui sont représentées à partir d’une idée de pauvreté culturelle, du fait qu’ils sont « démunis » de capital culturel, qu’ils « n’ont pas accès » à la culture, etc.

D’autre part, cela fait plusieurs années que les bibliothèques municipales ont entrepris des démarches d’ouverture et de proximité avec les populations qu’elles veulent atteindre et qui restent, malgré ces efforts, toujours plus ou moins hors de portée¹⁸. Ces efforts sont visibles. Il y a, en premier lieu, la construction de plus en plus de bibliothèques dans les quartiers, les « annexes » à travers lesquelles les « centrales » municipales se décentralisent pour atteindre les marges de la société et les lisières de la ville. Il y a aussi tout ce qui touche aux collections : l’accès direct, leur diversification vers des livres et des écrits moins centrés sur le littéraire (et plus sur la « pratique », comme les livres de cuisine, la presse ou les manuels en tout genre), vers des collections en langues étrangères qu’on suppose liées aux origines nationales de la population des quartiers, vers d’autres supports (audiovisuel et Internet) qui ont transformé les bibliothèques en médiathèques. Et il y a enfin la mutation du métier de bibliothécaire qui évolue de façon rapide « du livre vers l’usager »¹⁹. L’hypothèse étant que le bibliothécaire ne travaille pas ici avec un intellectuel qui sait déjà ce qu’il veut et qu’il faut l’aider à trouver, mais qu’il faut aller vers des individus pour les aider à se repérer dans un univers qui leur est étranger ou dans lequel ils possèdent peu d’outils pour s’orienter. Souvent on est obligé d’aller plus loin, d’aller non seulement vers des « usagers » compris comme des individus, mais d’aller vers les « quartiers ». Et un quartier est une entité complexe qu’il faut tenter d’appréhender pour approcher. On recrute alors, parfois, des gens qu’on suppose socialement proches de cet univers et parfois des habitants de quartier.²⁰

Dans le cas des bibliothèques situées en milieu populaire, comme celles qui nous occupent, l’ensemble de ces évolutions vers la « proximité » tirent le bibliothécaire vers la médiation et le travail social. Dans ce cadre, la question de la proximité sociale devient une

¹⁸ BERTRAND, Anne-Marie : *Les bibliothèques* (Paris, La Découverte, 3^e édition, 2007), et du même auteur : *Les bibliothèques municipales et leurs publics : pratiques ordinaires de la culture* (Paris, Éditions de la Bpi, 2001) ; *Lecture publique et territoires, trente ans de mutations en BDP. Actes du colloque de Montbrison, 24 et 25 octobre 2003*, (Villeurbanne, 2005).

¹⁹ BERTRAND, Anne-Marie : *Les bibliothèques municipales et leurs publics : pratiques ordinaires de la culture, op. cit.*

²⁰ Nous ne faisons pas référence nécessairement à la politique de recrutement de la Direction du livre de Plaine Commune où, nous le savons, il y a une opposition au recrutement par le seul critère du lieu d’habitation ou de la proximité sociale et une volonté de « professionnalisation » de la question de la proximité qui est conçue plus comme une politique de proximité et comme une proximité de la bibliothèque ou plutôt une « ouverture ». Ceci nécessite une sensibilité et un savoir faire, et une accessibilité de l’institution (gratuité, confiance – pas de vigile, ni de vidéosurveillance, etc.). Mais les témoignages qui nous avons recueillis sont souvent riches à propos de cette question de la proximité du bibliothécaire avec son quartier. Une proximité qui, dans le discours de beaucoup de bibliothécaires, vient souvent s’appuyer « naturellement » sur le fait d’y être né ou d’y habiter.

question de proximité culturelle où la forme langagière de la communication est essentielle, comme l'est le fait de proposer des livres accessibles par le goût et par les capacités de lecture qu'ils exigent.

- Quels sont les livres les livres qui, pour vous, doivent être en bibliothèque et ceux qui selon vous n'ont pas leur place ici – ça peut être les livres mais aussi les revues, ou les DVD.

Florence - « *Eh bah des trucs trop pointus. Par exemple, un sujet très précis et qui ne pourra intéresser qu'une personne en quinze ans. Pour moi c'est pas notre rôle à nous d'acheter ces bouquins là. Après on va dans une bibliothèque spécialisée ou dans une bibliothèque universitaire et puis voilà.* »

Isa - « *Oui parce que bon là vous avez des livres sur tous les sujets, du moins sur pas mal de sujets, oui. Accessibles à tout le monde. Comme dit Florence pas hyper-pointus parce que, même moi personnellement ça me prendrait la tête, mis à part si je fais des études universitaires. Mais là bon c'est pas le cas, ceux qui font des études universitaires ne viennent pas spécialement à la bibliothèque du quartier, non, non.* »

Florence - « *C'est pas notre rôle justement on n'est pas une bibliothèque universitaire.* »

Isa - « *Là on va dire, ça s'arrête au bac, peut-être après le bac, un ou deux ans, pas plus, après ils vont ailleurs. Mais pour les sujets effectivement ils sont ouverts à tous quoi.* »

- Il y a eu une réflexion sur le magazine « *Closer* », où vous situez-vous par rapport à ce débat ?

Isa - « *Moi personnellement ça ne me choque pas. Et puis qu'elles arrêtent de faire les hypocrites les bibliothécaires, parce qu'elles le lisent elles mêmes en dehors ! (rires) Quand elles sont chez le médecin, c'est vrai ! Personnellement, je ne vois pas où ça pose un problème. C'est une revue comme une autre. Nous on l'a depuis janvier. Effectivement elle est lue et relue et lue et relue.* »

Florence - « *Je trouve que c'était bien que ça vienne sur le tapis à un moment donné. Parce que quand même pendant longtemps dans le milieu des bibliothèques on a été super élitistes de : « nous on sait ce qui est bien à lire et les trucs qu'il va falloir. » Je pense que c'est pas aussi simple que ça et ça c'est bien... Je veux dire, c'est le truc positif de Plaine Commune, ils ont mis ça sur le tapis ! (rires) Et voilà après on sentait que tout le monde n'est pas d'accord, ce que je comprends aussi. Même ici, Henri, un collègue, ne comprend pas qu'il y ait ça dans la bibliothèque. Bon après chacun a le droit d'avoir son avis.* »

- Vous me parliez d'élitisme tout à l'heure, vous pensez que certains veulent privilégier une certaine qualité de lecture.

Isa - « *Moi, je ne vais pas polémiquer là-dessus parce que c'est un truc qui va me prendre la tête donc c'est pas la peine.* »

Florence - « *Il ne faut pas qu'on prenne que des trucs... Il faut pas qu'on prenne que ce qui nous fait plaisir, quoi. Parce qu'on est dans la bibliothèque mais c'est pas pour nous. Je veux dire moi, chez moi, je ne vais pas m'abonner à « Closer », c'est clair. Mais après je comprends que les gens ils attendent aussi ça, ils ont pas forcément envie de lire que des analyses politiques dans le « Nouvel Obs » ou des trucs comme ça, quoi !* »

Isa - « *ça ou le « Magazine littéraire » ! Bah, oui, hein... »*

Florence -« *Je serai plus choquée si on mettait « Minute ». Voilà. Parce qu'il y a une connotation raciste, on ne tient pas de propos racistes dans un lieu public. Je veux dire, il y a des limites aussi.»*

Isa- « *Eviter que ça incite à la haine. Déjà qu'on a pas mal de problèmes ici... moi, ça me pose aucun problème que « Closer » soit en circulation sur le quartier.* »

- Qu'est ce qui sort le plus souvent, qu'est ce qui est le plus souvent emprunté ?

Isa - « *Les magazines c'est beaucoup de Elle, Femme Actuelle, Marie Claire, Phosphore.* »

Florence – « *Nouvel Obs, Le point ça sort aussi.* »

Isa - « *Oui, le Nouvel Obs, Le point, L'Express* ».

Florence - « *Jeune Afrique ça sort aussi.* »

Isa - «*Jeune Afrique, oui, le comment ça s'appelle le magazine de jeux, le magazine de jeux, ordinateurs, etcetera. Voilà, ça sort. Après dans la presse écrite, je veux dire des journaux, il y a Le Parisien, L'équipe, qui est lu sur place, le lecteur aime bien s'installer, prendre L'équipe » le lire sur place. Le Monde, voilà.* »

Les mêmes observations de séparation de la population du quartier par rapport à la bibliothèque se manifestent à propos des activités culturelles proposées par la bibliothèque, les « animations adulte ». Certains ont la sensation que les activités proposées sont déconnectées du quotidien des habitants, ou il faudrait proposer des sujets auxquels « *ils sont confrontés tous les jours* », pas de « *sujets pointus* », des choses simples. Ainsi a été critiquée une animation sur « *à quoi sert le temps, ou je ne sais pas quoi* » où a été invité un astrophysicien. « *Alors ils ont eu du monde parce ce que bon ils ont fait... effectivement...*

c'est des Parisiens qui sont venus avec un astrophysicien ou je ne sais pas quoi. Déjà rien que ça 'astrophysicien', tu te dis 'Bon, ok, c'est quoi ce truc ?' ».

Ces discussions renvoient évidemment à une représentation du rapport entre les bibliothèques, et leur direction, et les quartiers. Mais il s'agit d'une problématique de « classes » qui se dit peu en ces termes. Un seul bibliothécaire a formulé les choses dans ces termes en s'appuyant sur les divisions qui traversent les quartiers (sans faire référence à la question « ethnique ») :

*- « Le public adulte, je dirais ça va être les classes moyennes, la majorité. C'est pareil il va y avoir toujours 10, 15% de marge, d'ouvriers, d'employés, de petits employés, mais, grosso modo, c'est les classes moyennes, c'est les fonctionnaires de catégorie B, profs, instits, lecteurs de Télérama... (rires) Voilà, c'est comme ça que je perçois le gros du public adulte [...] Et ça ne change pas en soi une bibliothèque de banlieue populaire d'une bibliothèque d'une ville de province assez bourgeoise, en centre ville. Je pense que s'il y a moins d'inscrits dans les bibliothèques en banlieue notamment chez les adultes, c'est tout simplement parce qu'il y a moins de couches moyennes. »
Michel*

Profondes ambiguïtés

Chaque fois que la population des quartiers est disqualifiée, sous une forme ou sous une autre, apparaissent des sentiments profondément ambigus parmi les bibliothécaires. Le plus souvent, dans le même entretien, un bibliothécaire voudra signifier combien le quartier a déperî ou s'est dégradé, combien la violence ou la pauvreté sont importantes, mais immédiatement, quelques minutes plus tard, il commencera à indiquer les valeurs positives des habitants, il relativisera que « *ce n'est pas pire ici qu'ailleurs* », que « *dans la journée c'est un quartier comme les autres* », qu'« *il ne faut pas stigmatiser les gens, ici ils ne sont pas tous pareils* ». Cette ambivalence trouve deux sources. En premier lieu, les bibliothécaires sont conscients que l'une des choses dont souffrent le plus les habitants et contre laquelle ils se battent avec le plus d'énergie est la mauvaise réputation²¹. Il s'agit ici de protéger les habitants contre les effets de stigmatisation que l'image des territoires de la « banlieue », les

²¹ Sur cette question voir DULONG, Renaud et PAPERMAN, Patricia : *La réputation des cités HLM. Enquête sur le langage de l'insécurité*, Paris, L'Harmattan, 1992 ; et Madec, Annick : *Chronique familiale en quartier populaire*, Paris, La Découverte, 2002.

« quartiers », les « cités HLM », le « 93 » renvoient. Dans cette opération, comme la plupart des « intervenants » dans ces territoires, les bibliothécaires veulent s'opposer à la vision que, d'après eux, donnent la presse, la télévision ; une image purement dégradante qui, par amalgame, disqualifie tous ceux qui habitent « des tours ». Une vision de loin, en vrac et stigmatisante de la presse s'oppose au sérieux, au professionnalisme et au contact avec le terrain des bibliothécaires – surtout ceux qui travaillent dans des structures de proximité. Les bibliothécaires sont ici investis d'un sentiment de devoir, d'une responsabilité politique qu'ils assument et d'un fait sur lequel ils peuvent agir à travers leur travail : « l'image ». La seule présence d'une bibliothèque, il est vrai, peut être positive pour la réputation d'un quartier, surtout dans un contexte où, comme on la vu, on considère que les quartiers se vident, « *qu'il ne reste plus rien* ».

En second lieu, cette ambivalence face aux quartiers est provoquée par l'engagement des bibliothécaires eux-mêmes dans leur travail et, aussi, d'une certaine façon, dans la vie du quartier. Travailler dans un quartier considéré comme malfamé, disqualifie le propre travailleur, son travail et sa personne. C'est un sentiment que beaucoup éprouvent, de véritable discrimination négative, de discrédit, de disqualification. Et ce sentiment n'est pas vécu par rapport à la profession, en termes de carrière ou face aux collègues (car ici un préjugé à l'inverse fonctionne en valorisant ceux qui ont le courage d'aller vers ces populations, comme une véritable « vocation »). Le discrédit est surtout vécu dans la sociabilité, avec ses amis, ses proches et même sa famille. Jusqu'au cas d'un jeune bibliothécaire venu du Nord de la France, d'une région rurale, qui, un an après être arrivé à Saint-Denis n'avait toujours pas raconté à ses parents où il travaillait, « *pour ne pas leur faire peur* ». Lorsque la personne travaille et vit dans le même quartier²², qu'on est parfois même né dans le quartier de sa bibliothèque, l'ambiguïté se présente plus fortement, souvent en valorisant un quartier qui serait un bon quartier qui s'est dégradé par l'effet de forces étrangères à lui-même.

« Je suis née ici, mes parents étaient déjà là depuis... Je sais pas, ma sœur est née en 67. Je pense qu'ils ont été les premiers résidents du Clos, vraiment, je crois qu'il y avait des chantiers partout, il y avait des grues partout. Moi, je suis née en 72 donc c'était quasiment fini, je me souviens pas d'avoir vu des trucs en chantiers, c'était une grande cité avec plein d'arbres. Je sais pas si vous avez remarqué ? Vous avez traversé la cité à pieds ou pas ? »

- Un petit peu, je suis arrivée à l'endroit où il y a une statue représentant une sorte de voiture brûlée.

²² Sur l'ensemble des interviewés, 31% vivent dans le quartier où se trouve la bibliothèque, et plus de 75% vivent dans une ville du 93.

- « Ah vous êtes arrivée par là... Bon, elle a été un peu transformée, mais sinon, c'est vrai qu'il y a beaucoup d'arbres, beaucoup d'espaces verts et après il y a des voitures volées ou des choses comme ça. Il y a de l'espace, c'est aéré entre les tours, c'est pas collé.

Moi j'ai beaucoup joué, j'ai de très très bons souvenirs. En plus, de mon temps il y avait un super centre commercial, c'était là bas, vraiment une grande place carrée où tous les commerces étaient ouverts. Je sais pas combien de commerces il y avait, je ne sais pas si elle vous en a parlé, Christine, puisque elle habitait dans la même tour que moi. Y avait un café, un tabac, une librairie qui faisait tabac, une boulangerie, une cour des Halles, une boucherie, une chevaline, un coiffeur, un petit supermarché mais qui marchait super bien puisqu'il y avait une boucherie à la coupe... Enfin, c'était vraiment les vrais commerces !

Ce temps passé représente une essence du passé, lié au passé ouvrier où les solidarités faisaient penser à une certaine homogénéité. Un passé perdu où l'univers culturel des classes populaires était beaucoup plus proche de ceux qui sont aujourd'hui devenus bibliothécaires. Où le conflit avec les classes populaires n'en était pas un (dans le discours des bibliothécaires) ou, plus précisément, se présentait autrement du moment qu'il prenait la forme d'un « simple » manque d'accès à la culture. Que reste-t-il de ce monde dans le présent des quartiers ? Etait-ce le vrai quartier auquel il faudrait revenir ? Le quartier du présent doit être pensé à partir de l'idée de « transformation » (la réalité des classes populaires est aujourd'hui différente) ou, au contraire, à partir de l'idée de « déviation », auquel cas il faudrait tenter de revenir à sa « véritable » identité ? Cette coupure omniprésente contient plus ou moins explicitement le souvenir, plus ou moins revendiqué, d'un passé ouvrier qui s'oppose à une présence qui se définit dans des codes difficiles à appréhender et à intégrer aux schèmes de traditionnels de compréhension des classes populaires :

« Quand on était enfants, il y avait pas de différence entre nous, que ce soit sociales, on était tous des enfants des ouvriers en plus. Même si on était de pays différents ça ne rentrait jamais en compte. Et puis, il n'y avait pas de religion quoi ! Moi j'avais des amis qui allaient au catéchisme un peu mais sinon il y avait pas de... j'ai aucun souvenir de voir des copains faire le ramadan. Si, ça a commencé mais, quand même, quand on était au collège quoi c'était... Avant on savait pas du tout ce que c'était, non, non.

En plus, mes parents sont athées donc ils ne m'ont rien transmis par rapport à ça. Et puis, bah, mes copains qu'étaient Algériens ou Marocains, ils allaient de temps en temps au pays mais je crois qu'ils avaient rien en eux qui les obligeait de toute façon à le faire. Et pis, je pense que leurs parents même s'ils faisaient leur prière, vraiment on le voyait pas, on le savait pas et ça restait d'ordre privé. Maintenant c'est un peu autre chose. Je sais que le vendredi

midi, parfois quand je descends à la grande rue, que je descends jusqu'à l'avenue où il y a des bus, bah, le vendredi c'est la prière du vendredi quoi... C'est flippant parce qu'on voit des toutes petites, comme ça, voilées, où on voit que les yeux, les mamans habillées tout en noir où on voit que les yeux ! C'est un autre monde, vraiment pas le monde que j'ai connu. Il y a des mamans d'un côté avec les petites filles et puis après il y a les papas avec les garçons qu'on leur petit tapis sous leur bras. Et c'est vrai que, bah, moi, j'arrive pas à comprendre quoi. » Edith

Ce rapport à un idéal représenté dans le passé complique les coordonnées de perception du présent. Rappelons-nous de la volonté d'aller vers la « demande » des classes populaires d'aujourd'hui. Jusqu'où il faut y aller ? Et par quel chemin ? La religion constitue-t-elle une voie légitime de formation de la culture populaire ? Faut-il accepter ces transformations ou lutter contre-elles ? L'enjeu est éminemment politique et il se trouve derrière les discussions apparemment techniques sur « comment faire venir le public dans les locaux des bibliothèques ».

DEUXIEME PARTIE : LA VIOLENCE DANS LE DISCOURS DES BIBLIOTHECAIRES

Notre enquête a permis de voir combien la question de la violence est omniprésente dans l'univers des médiathèques. Celles-ci sont confrontées à des violences dirigées contre leurs personnels ou les équipements en eux-mêmes, à des violences commises à l'intérieur ou à l'extérieur de la bibliothèque.

La violence du quartier

En effet, la question de la violence est une problématique importante dans le rapport et l'inscription des bibliothèques dans leur quartier d'implantation. Quand il était demandé aux personnels rencontrés de nous décrire le quartier, la question de la violence était inéluctablement avancée. A quoi renvoie cette violence ?

Quelles lectures des violences ?

Plusieurs thématiques ont été avancées régulièrement, avec cependant quelques différences dans les discours recueillis.

Sur la question du caractère violent du quartier dans lequel ils travaillent, l'immense majorité des enquêtés mentionnent les éléments suivants : « *trafics de drogue* », « *vols* », « *agressions* », « *insécurité* », « *problèmes de chômage* », « *misère* », « *précarité* », « *problèmes d'habitat* », « *les jeunes qui tiennent les murs* », « *conflits entre les jeunes et la police* », « *les problèmes dans les établissements scolaires* ».

Plus rarement, des enquêtés ont décrit la violence du quartier dans lequel ils travaillent en terme de « *prostitution* », « *des problèmes de racisme* », « *d'alcoolisme* », et de « *la violence de la présence policière* ».

La question de la violence est donc largement rapprochée des 3 problématiques suivantes : la délinquance et l'existence d'une économie parallèle, l'insécurité et la peur, enfin la pauvreté. Quels sont les rapprochements opérés ?

Dans la majorité des cas, puisqu'ils représentent près de 50% des réponses recueillies, les personnes interrogées associent la violence aux actes de délinquance, aux trafics de drogue. La violence correspond alors à ce qui entoure le monde du business : les deals, les guets, les règlements de comptes, les descentes de police, la méfiance des uns et des autres, l'identification précise de certains lieux reconnus comme lieux de vente. Pourtant, personne parmi les personnes rencontrées n'a déclaré avoir assisté à une scène de violence en rapport direct avec le marché de la drogue. Ce marché de la drogue est connu mais reste souterrain.

« Ici, tout le monde sait qui fait quoi. On sait très bien qui vend, qui surveille... ».

Pourtant, le silence semble être de rigueur, les individus ne parlent pas, semblant ainsi adopter les règles en vigueur à l'échelle du quartier. Ce silence relatif aux divers trafics apparaît comme une façon, pour les professionnels des bibliothèques de quartier, de s'intégrer à leur environnement, et peut-être ainsi s'assurer une relative paix sociale. Cette règle d'or du silence est également appliquée en ce qui concerne les dégradations commises contre les bibliothèques elles-mêmes : *« on sait très bien qui a brûlé ici ».*

Une autre partie importante des professionnels interrogés associent la violence à la pauvreté, expliquant en partie les actes de délinquances et l'existence d'une économie parallèle comme le résultat de la situation sociale de ces quartiers dans lesquels ils travaillent. En associant les actes de violences à la problématique de la pauvreté, les individus proposent une lecture sociale et sociologisante des actes de violences. Ces derniers sont lus comme le résultat d'une dégradation générale et accélérée de la situation sociale de la population habitant ces quartiers. Taux de chômage très important, emplois les moins qualifiés, faible niveau de revenu, niveau de formation bas, problèmes d'échec scolaire... Autant de dimensions qui font que, comme le confiait un bibliothécaire, *« la vie n'est plus axée sur le travail mais sur autre chose... »*, autant d'éléments qui conduisent les habitants de ces quartiers à développer des stratégies, notamment tournées vers l'économie parallèle, activité génératrice de violences.

A cette question de la pauvreté s'ajoute celle de la jeunesse et des rapports intergénérationnels. « Les jeunes » sont décrits comme les premiers à véhiculer les violences.

Les personnes interrogées expliquent que face à des situations sociales très précaires, les liens familiaux et le contrôle social se distendent, les adultes étant pris dans l'urgence de la satisfaction des besoins élémentaires quotidiens. A cette explication sociale s'ajoute une dimension culturelle, certaines populations d'origine étrangère ayant un autre sens de la famille, les enfants étant bien souvent livrés à eux-mêmes et rendus autonomes dès leur plus jeune âge.

Finalement, la question de la peur et de l'insécurité est peu présente dans l'ensemble des discours recueillis. Très peu de personnes ont déclaré avoir peur sur leur lieu de travail. Les personnes qui ont souligné l'existence de l'insécurité ont appuyé en grande partie leur discours sur la réputation de l'environnement dans lequel ils travaillent, les échos qu'ils ont pu en avoir avant de prendre leur fonction. L'imaginaire collectif des grands ensembles, des « quartiers difficiles » tient une place importante dans les représentations que les bibliothécaires peuvent avoir de leur environnement. Pour les personnes originaires de province, tous nous ont fait part de cet imaginaire de la violence des grands ensembles des quartiers populaires, des « cités ».

« Quand j'ai dit à ma famille que je viendrais dans le 93, ils m'ont dit 'mais t'es folle ?!' » Agnès

« Quand je suis venu travailler ici, je savais que ça allait être dur... L'image que j'en avais, c'était la banlieue, les violences, tout ce qu'on entend à la télé quoi. » Baptiste

Ou encore ce bibliothécaire qui a fait le choix de ne pas dire à ses proches son lieu de travail et a préféré leur faire croire qu'il travaille à Paris pour ne pas les inquiéter.

Bibliothèque et territoire

Une autre dimension est apparue de façon significative dans les entretiens recueillis, la dimension territoriale, spatiale. Dans son ouvrage *Cœurs de banlieue*, l'anthropologue David Lepoutre a souligné combien la dimension territoriale, l'inscription spatiale peut représenter un enjeu de taille au niveau urbain, et ce d'autant plus dans les grands ensembles, l'inscription territoriale faisant partie intégrale de l'identité des « jeunes de quartier »²³.

²³ David Lepoutre a réalisé son enquête dans le quartier des Quatre-mille, à La Courneuve. C'est dans ce quartier que se trouve la bibliothèque John Lennon où nous avons-nous aussi travaillé. Cf. LEPOUTRE, David : *Cœur de banlieue. Codes, rites et langages*, Paris, Odile Jacob, 1997.

Souvent construites dans le cadre de projets de rénovation urbaine, les bibliothèques constituent un élément des politiques publiques de transformation des quartiers populaires. Elles n'échappent donc pas à cette problématique territoriale et leur rapport au quartier dans lequel elles sont implantées s'en trouve complexifié. En effet, ces différentes problématiques relatives au territoire influencent l'inscription et le rapport des bibliothèques avec leur quartier d'implantation. Ce rapport des bibliothèques avec leur environnement social peut se faire selon différentes modalités.

Premièrement, dans des espaces urbains où les priorités de la population sont axées sur la satisfaction des besoins élémentaires (avoir un emploi, un logement décent, un certain niveau de vie...), la bibliothèque peut être considérée comme un élément, si ce n'est hostile, en tout cas inutile et non prioritaire dans ces espaces par une partie de la population. Cette conception n'est pas non plus absente du discours de certains bibliothécaires :

« La bibliothèque peut mettre en colère... Je comprends que Gulliver puisse mettre en colère... Une bibliothèque toute neuve, toute belle, alors que les gens ont des problèmes de carreaux, d'ascenseurs, des problèmes de logements... »
Sylvie

« Un jour, un homme m'a dit 'je pensais pas que construire une bibliothèque, c'était faire du social... Je pensais pas que c'était ça (construire des bibliothèques) le social'... »
Marguerite

La légitimité de la bibliothèque en tant qu'institution s'en trouve dès lors amoindrie. En effet, nous avons déjà souligné combien les professionnels rencontrés appuient leur légitimité professionnelle sur la notion de « lecture plaisir ». Or, dans des environnements sociaux où l'accent est mis sur des aspects peut-être plus triviaux, les loisirs n'apparaissent pas nécessairement comme une priorité.

« Les gens, pour Gulliver, ils disaient 'on s'en fout d'une bibliothèque, nous ce qui nous manque, c'est une antenne pour l'emploi, c'est du travail qu'on veut' ». Danièle

« Effectivement, peut-être que quand on se demande comment on va faire manger ses enfants le soir, peut-être qu'on s'en fout de la culture, des livres ». Jean-Paul

Cette dimension territoriale n'a pas échappé aux instances directrices des projets de construction de médiathèques puisqu'il a été décidé, pour la médiathèque Don Quichotte,

dans le quartier de La Plaine à Saint-Denis, d'embaucher des figures connues et reconnues à l'échelle du quartier, ce qui semble jusqu'à présent avoir facilité l'intégration de la médiathèque dans le quartier.

De même, la médiathèque peut faire l'objet d'une certaine forme de contrôle social et bénéficier ainsi d'une relative forme de protection. Cette protection est le résultat d'une sorte de pacte tacite passé entre les professionnels et une partie de la population environnante.

« Ici, comme c'est dans la cité, les enfants se sont vraiment approprié l'équipement, c'est à eux. Et les grands, comme ils savent que c'est pour les petits, ils ne touchent pas ici. On a eu des voitures brûlées juste devant, mais ici, ils ne touchent pas. » Ninon

« C'est un aquarium, vous voyez, c'est vitré partout, on voit tout, donc on voit tout ce que les jeunes font et eux ils nous voient aussi. On voit mais je dirais qu'à la limite on voit mais on ne s'en occupe pas, ils ne s'occupent pas de nous, on ne s'occupe pas d'eux. C'est une entente tacite, on te fiche la paix, tu nous fiches la paix, c'est un peu parce que de toute façon ici, si on s'occupait de leurs affaires, on ne pourrait plus continuer à travailler ici. (...) Quand il y a eu les émeutes, il y avaient deux hommes qui passaient la nuit ici, pour surveiller l'équipement. Et un jour, on discutait avec un animateur qui nous a dit que les jeunes avaient été vexés qu'on ne fasse pas appel à eux pour surveiller la médiathèque. Presque vexés, ils disaient 'on vous l'aurait surveillé la médiathèque !' Ils n'ont pas compris qu'on ne les ait pas sollicité eux pour garder la médiathèque : 'il fallait nous dire, il fallait nous demander, de toute façon, on était là, on ne bouge pas, on surveille.' » Juliette

Si cette inscription dans le quartier peut représenter un avantage pour les personnels, une certaine ambivalence peut apparaître chez certains professionnels.

Connaître et être connu dans le quartier, atout ou handicap ?

Etre une figure connue et reconnue du quartier en tant que bibliothécaire apparaît clairement comme un atout dans le travail au quotidien, tant au niveau de la proximité créée entre l'institution et les habitants de quartier qu'au niveau de la « paix » que cette reconnaissance peut apporter. Si cette reconnaissance ne protège pas les équipements des différentes formes de violences qu'ils peuvent connaître, le fait d'habiter le quartier ou d'y travailler depuis longtemps permet d'être relativement à l'abri des violences.

« Les personnes qui travaillent à la bibliothèque sont des personnes bien particulières dans le quartier » Lucie

« Comme j'habite ici, j'ai un avantage, ils savent que j'habite ici et que je connais des grands. C'est ce qui me sauve, c'est pour ça que je peux me la raconter. Inès

« Danièle. c'est pareil, ils la respectent parce qu'elle est black, elle vient des quartiers comme eux, et elle sait leur parler. » Inès

Si cette connaissance et reconnaissance par les habitants du quartier peut constituer un réel avantage au quotidien, elles peuvent également mettre certains professionnels dans une situation délicate, voire en porte à faux vis-à-vis de leurs collègues. C'est le cas notamment lors de conflits avec des usagers. La proximité du professionnel avec une partie de la population du quartier peut entrer en conflit avec la volonté de présenter une cohésion au niveau de l'équipe.

« Comme il y a beaucoup de gens qui me connaissent, je suis un peu le bureau des plaintes. Ils me racontent leurs problèmes, ou ils me disent 'votre collègue là, elle parle mal', je peux rien dire... » Inès

« Le gamin qui l'a tapée, je l'ai trouvé gentil, je trouve même qu'il a été sympa, parce que c'est une personne qui parle mal, tout le temps » Inès

Cette difficulté à se positionner entre le public et les collègues est particulièrement visible lors d'altercations avec des adolescents, l'appréhension de ce public étant très différent d'une personne à l'autre.

La bibliothèque, quel rapport aux institutions du quartier ?

La part des personnels rencontrés qui ont mentionné les institutions comme vecteurs de « violences » représente une minorité, soit environ 5% de l'échantillon total. Cependant, nombreux sont les récits où les institutions se trouvent à l'origine des conflits qui traversent le quartier et où, très souvent, on voit une violence venir de l'Etat vers les classes populaires. Les institutions rapprochées de la question de la violence sont les forces de l'ordre ou encore ce qui relève des projets de rénovation urbaine.

Où se positionnent les bibliothécaires face aux conflits entre les institutions et la population ? Cette question est particulièrement visible au niveau des rapports conflictuels

entre les « jeunes » et la police. Si la majorité des personnels rencontrés déplorent et critiquent les violences à l'échelle du quartier, un certain nombre dénonce les violences relatives aux forces de l'ordre.

« Parfois, c'est à se demander si les flics ils font pas exprès, ils savent très bien qui fait quoi, s'ils voulaient vraiment... Quand ils ont envie, ils se gênent pas, ils gazent tout le monde en plein après-midi, les enfants, les mamans... ». Inès

« Il y a une gamine, elle ne voulait plus sortir de chez elle parce que la police allait venir la chercher (...) il y a eu une descente de police assez violente dans sa rue, elle a eu extrêmement peur, elle ne voulait plus sortir » Emilie

« On le voit, il y a des enfants qui sont avec nous au sein de la médiathèque qui le voient. Oui, visuellement, je dirais que parfois, il y a eu des choses violentes où on aurait aimé s'épargner et épargner aux enfants. C'est-à-dire que même aujourd'hui les enfants quand ils parlent de la police ils ont peur (...) ». Stéphanie

Si plusieurs des personnes rencontrées ont dénoncé les violences institutionnelles, essentiellement policières, peut-on dire pour autant que les bibliothécaires se positionnent du côté des habitants ?

Les situations de violence où les personnels de bibliothèque ont dû faire appel aux forces de l'ordre pour résoudre une situation conflictuelle restent rares. En effet, il est apparu qu'un certain silence semble régner autour de la question des violences, notamment les dégradations importantes à l'encontre des équipements. Beaucoup de choses sont sues mais tues. Ce silence peut être doublé d'un pacte tacite en ce qui concerne le trafic par exemple.

Dans ces cas-là, la bibliothèque et les personnels trouvent leur place dans le quartier en ne s'inscrivant pas du côté du pouvoir, de l'institution. Ils adoptent les règles de leur environnement social, marqué par un important contrôle social. C'est précisément le fait de ne pas participer à ce contrôle social de l'espace qui permet à la bibliothèque de s'inscrire dans le quartier, plus comme lieu de vie que comme symbole du pouvoir, de l'administration.

Cette distance vis-à-vis des institutions est très bien illustrée dans l'anecdote suivante : un bibliothécaire, suite à un vol au sein d'un équipement, a fait le choix, plutôt que d'en référer à la police, de faire la démarche d'aller directement à la rencontre des jeunes suspectés d'être les auteurs du vol. Certains personnels font le choix de ne pas suivre la voie classique en cas de délit, de ne pas faire appel aux forces de l'ordre afin de ne pas y être identifiés.

Effectivement, plusieurs expériences ont souligné combien l'amalgame de la bibliothèque à la police peut être désastreux pour le bon fonctionnement d'une structure, comme l'illustre le récit suivant.

- « Une fois, on a été obligé d'exercer notre droit de retrait, on a dû quitter le quartier pendant près de 3 semaines (...) Il se trouve qu'un jour, il y avait un jeune dans le quartier, je ne sais pas, il avait une arme blanche, il avait un sabre et il s'amusait à faire un remake de Kill Bill dans la rue (...) C'est la seule fois je pense où on a appelé le commissariat pour signaler qu'un jeune avait une arme blanche qu'il avait l'air un peu énervé (...) Je dirais presque par malheur les flics sont arrivés, 3-4 voitures et ils sont venus directement à la médiathèque nous demander presque de pointer du doigt les jeunes en question. Donc les jeunes ont vu les flics se diriger directement vers la médiathèque, sont rentrés, les jeunes étaient dehors, ils nous regardaient, ils regardaient la police. Moi j'avoue que quand j'ai vu la police à la porte j'ai dit 'Il y a la police, je leur ouvre ?' Je me suis posé la question 'est-ce que je dois leur ouvrir la porte ou pas ?' Tout de suite on s'est dit 'on est grillé, on va avoir des problèmes là'... Et ça a pas loupé parce que bon ils sont venus pour ça mais aussi ça faisait plusieurs jours qu'ils étaient en planque, qu'ils surveillaient un trafic et donc ils sont sortis de la médiathèque ils ont été rechercher des motos qui étaient volées et cachées... Les jeunes ils se sont dit 'c'est bon, les bibliothécaires nous ont balancés'.

- Qu'est-ce qui s'est passé au niveau de la bibliothèque ?

- Au niveau de la bibliothèque, c'est-à-dire que la police est partie, et nous on est resté dans la bibliothèque, les jeunes étaient devant, ils nous regardaient, de toute façon, on sentait que si on sortait on allait se faire embêter. On a appelé notre responsable en lui disant ce qui se passe : 'nous là on craint franchement pour notre sécurité, à mon avis si on sort, ils vont nous tomber dessus à bras raccourcis'. Et puis ils arrêtaient pas 'espèce de balance etc.', ils étaient vraiment remontés, donc on s'est dit là nous faut qu'on quitte le quartier mais on peut pas sortir tel quel, on ne sort pas. Des gens de la ville sont venus nous escorter, l'animateur de l'office municipal de la jeunesse qui travaille beaucoup avec les jeunes est venu, l'éducateur de quartier est venu, il les connaissait bien, il travaillait beaucoup avec eux donc il est venu. Pendant qu'on est sorti sous bonne escorte, eux ils les ont un peu canalisés, ils les ont un peu occupés, ils ont essayé de leur expliquer, de les raisonner en leur disant « elles ne vous ont pas balancés, pas du tout, elles ont appelé pour telle raison parce qu'elles craignaient... Mais c'est pas elles qui ont balancé pour les motos volées... Mais ils étaient très remontés, pour eux c'était nous qui les avions balancés, ils étaient persuadés que notre responsable travaillait pour la police, qu'elle était là pour les espionner, que tous les soirs elle faisait un rapport... Pendant 3 semaines, on n'a pas pu travailler. Pendant ces 3 semaines, l'animateur de l'office municipal de la jeunesse et l'éducateur de quartier ont fait un travail avec ces jeunes, pour essayer de leur faire comprendre les choses, ils ont organisé un rendez-vous avec certains jeunes qui ont accepté de nous rencontrer, pour discuter avec eux, pour les rassurer

que non, on ne les avait pas balancés, que oui on avait appelé la police mais pour telle et telle raison, mais que de toute façon, ça fait des années qu'on est là, qu'on est au courant de tout ce qu'ils font, ils voient très bien qu'on les voit mais si jusqu'à présent, il ne s'est rien passé c'est qu'on n'est pas là, on ne s'occupe pas de leurs affaires et puis voilà. Enfin, au bout de 3 semaines, on a réussi à intégrer les locaux. » Juliette

Les professionnels des médiathèques sont amenés à développer certaines stratégies, à adopter certaines postures pour permettre la meilleure inscription possible de leur équipement dans le quartier. Cette inscription passe en partie par des accords tacites avec une partie de la population, notamment celle qui vit du trafic.

Cette question de la participation des bibliothèques au contrôle social apparaît très clairement dans les débats qui agitent la profession autour de la question de la nécessité d'avoir un vigile à l'entrée des équipements. Les promoteurs de cette présence défendent la nécessité de se savoir en sécurité, quand les détracteurs dénoncent au contraire le caractère policier, répressif, peu accueillant voire repoussant d'une telle présence. Il faut cependant souligner ici que s'il est apparu très nettement que tous les professionnels souffrent, plus ou moins, du caractère violent de leur environnement professionnel, beaucoup relativisent néanmoins leurs propos, comme s'il s'agissait de ne pas stigmatiser davantage les quartiers « populaires » dans lesquels ils travaillent : « Ici, c'est pas pire qu'ailleurs » ou « Il y a de la violence mais c'est pas non plus... »

Cette question de la stigmatisation est en effet une dimension importante dans le travail au quotidien de ces professionnels. Au même titre que les éducateurs et animateurs que j'ai pu rencontrer lors de ma recherche, le mot d'ordre semble être celui de la dédramatisation. Mettre l'accent sur les violences, les conflits, à l'échelle du quartier comme de la bibliothèque alimente les poncifs qui entourent la question des grands ensembles et des quartiers populaires. Pour ces professionnels, dont près de la moitié se présente comme militante, engagée, n'aborder que la question de la violence de leur environnement professionnel revient à décrédibiliser leurs actions au quotidien. Cette volonté est largement visible dans le vocabulaire employé puisque l'immense majorité des professionnels rencontrés ne parlent pas de « violences », mais de « conflits », de « soucis », ou encore d' « aléas ».

La violence au sein des bibliothèques, quelles violences ?

Les violences à l'intérieur de la bibliothèque sont majoritaires, ce qui semble en premier lieu logique étant donné que les professionnels passent la majeure partie de leur temps au sein de leur équipement.

La moitié des personnels rencontrés a déclaré avoir été objet de violences au cours de son travail ou à l'échelle du quartier d'implantation de la bibliothèque dans laquelle ils travaillent. Parmi ces violences sont mentionnés les « insultes », les « menaces », les agressions physiques, les voitures volées ou brûlées, les vols d'effets personnels. Arrivent largement en tête les violences verbales, de type menace ou insulte puisqu'elles représentent environ 85% des réponses recueillies. Inversement, les cas d'agressions physiques chez les individus rencontrés restent largement minoritaires.

Les témoins de scènes de violences sont plus nombreux puisqu'environ 62% des enquêtés ont déclaré avoir assisté à une scène de violences, que ce soit à l'extérieur ou au sein de la bibliothèque. Les insultes et menaces à l'intérieur de leur établissement sont là encore majoritaires, suivies par les altercations ou bagarres au niveau du quartier. Plus rarement sont mentionnées les émeutes ou des scènes d'affrontement d'une partie de la population avec les forces de l'ordre.

Enfin, un certain nombre de personnels fait mention de dégradations que l'équipement dans lequel ils travaillent a pu subir : carreaux cassés, vols d'ordinateurs ou autres documents, fracturation de la porte d'entrée, urine contre un mur...

Les violences à l'encontre des bibliothèques et de leurs personnels sont associées à deux catégories d'usagers : « les publics difficiles », qui font référence aux personnes en état d'ébriété, aux handicapés mentaux ou aux personnes agressives ; et « les jeunes ». La question de la jeunesse et surtout de l'adolescence occupe une position centrale dans l'univers des médiathèques de quartier. Les bibliothécaires distinguent deux groupes de jeunes. Ici, ils font référence à des primo-adolescents et adolescents (entre 10 et 15 ans) qui provoquent des désordres à l'intérieur de la bibliothèque. Et « les jeunes » généralement identifiés aux « incivilités » dans les « cités », qui posent problème à l'extérieur de la bibliothèque ou dans son environnement (un groupe d'âge qui est souvent plus étendu et qui, dans le discours des bibliothécaires et d'autres intervenants sociaux va parfois approcher les 30 ans).

La bibliothèque et le public adolescent

L'une des problématiques principales apparues de façon redondante dans tous les entretiens réalisés est celle de la jeunesse, ou plutôt « des jeunes ». Quand il était demandé aux bibliothécaires de nous décrire le quartier, l'immense majorité l'a décrit sous l'angle de la violence, de la pauvreté, d'un espace dégradé, où de nombreuses nationalités et nationalités d'origine se côtoient. Très peu y ont inclus la jeunesse. « Les jeunes » n'apparaissent dans le discours qu'au moment de l'évocation des violences, à la fois dans la bibliothèque et à l'échelle du quartier. La jeunesse est alors irrémédiablement associée à la violence de la délinquance, de la drogue, des bagarres, des altercations verbales, des menaces, des insultes.

Le premier problème auquel sont confrontés les personnels des médiathèques est celui de la discipline à faire respecter au sein de leur équipement. En effet, une des principales mentions faites de la violence dans la bibliothèque est celle du bruit, du désordre des adolescents dans les équipements. Il faut noter cependant que la plupart des personnes rencontrées ne parle pas en termes de « violence », mais de « soucis », de « petits problèmes ». Ainsi, à la question « *Connaissez-vous ou avez-vous connu des problèmes de violences au sein de la médiathèque ?* », la grande majorité répond en faisant appel aux notions de « aléas », « conflits », « petits problèmes ». Pourtant, l'évocation de la violence renvoie immédiatement aux jeunes. Ces « jeunes » apparaissent comme une entité à part entière dont la seule évocation semble suffire pour en saisir la réalité. Qui sont ces jeunes qui apparaissent systématiquement dans le discours des enquêtés ? Ce sont des préadolescents et adolescents, autant garçons que filles, entre 12 et 16 ans. La première violence vécue par les personnels des médiathèques est celle du détournement de l'usage de la médiathèque par cette partie du public. Si les médiathèques du réseau de Plaine Commune sont entrées dans un important processus de modernisation, une tension persiste entre l'usage légitime, traditionnel de la médiathèque, et l'usage qui en est fait par une partie de la population adolescente. Si tous les professionnels rencontrés ont affirmé vouloir s'écarter du modèle de la bibliothèque silencieuse, lieu de la haute culture et de l'étude, une résistance persiste face à l'apparition de nouveaux usages. Ces résistances sont visibles dans l'opposition entre une lecture individuelle et silencieuse, et des pratiques de lectures orales et collectives ; ou encore dans l'utilisation de certains supports pour jouer et non pour faire une recherche documentaire. « *Si on n'est pas dans la légitimité, dans la prescription, où est notre métier ? Cette analyse est encore plus présente dans le secteur jeunesse et encore plus dans ces quartiers. Vous savez, le côté*

missionnaire ». Le public adolescent est systématiquement associé au bruit, au chahut, au désordre, à la drague, aux retrouvailles entre copains.

La première grande violence dont nous ont dit souffrir les personnels semble donc être tout ce qui relève du bruit, des nuisances sonores, du déplacement dans l'espace, tout ce qui s'oppose aux usages traditionnels de la bibliothèque. Si la question de la discipline est de loin la plus fréquente, certaines personnes ont fait part de certaines violences verbales et physiques. En effet, ce rapprochement entre jeunesse et violence atteint son apogée lors d'altercations ou de conflits plus importants entre des jeunes et des personnels. Près de 38% des professionnels rencontrés ont déclaré avoir déjà été objet de violences. Parmi celles-ci, les violences verbales (insultes, menaces...) constituent 85% des réponses apportées : « *dialogues conflictuels* », « *insultes* », « *il a dit qu'il m'attendrait à la sortie* ». En revanche, les cas d'agressions physiques restent minoritaires, bien que nous ayons pu recueillir un certain nombre de témoignages relatant des épisodes de violence : « *je me suis pris une droite* », « *on m'a craché dessus* », « *je me suis pris une pierre dans une vitre après une altercation* ». Si les problèmes de violences sont largement rattachés à l'adolescence et au rapport de cette catégorie d'âge avec des figures de l'Autorité comme les bibliothécaires, à la fois adultes et perçus comme des représentants de l'Etat, la problématique de l'adolescence apparaît également pour ce qui concerne la politique documentaire, et plus largement la place de l'adolescent dans une médiathèque.

La plupart des équipements visités sont « tout public », c'est-à-dire qu'ils disposent d'une section jeunesse et d'une section adulte. Cette distinction par l'âge n'est pas sans poser quelques problèmes. Traditionnellement, c'est vers l'âge de 14 ans que les enfants sont autorisés à passer en section adulte. Mais dans les médiathèques visitées, les frontières des âges ne sont pas si simples à définir et à maintenir. En effet, les personnels rencontrés défendent de plus en plus la mise en place d'équipement sur un seul niveau, sans cloisonnement entre les différentes sections, le public étant alors libre d'aller où bon lui semble. Pourtant, cette absence de cloisonnement n'est pas sans susciter des difficultés supplémentaires au sein des médiathèques. Effectivement, le public adolescent s'inscrit rarement dans des usages jugés légitimes par les professionnels des médiathèques : discussions à voix haute, travail collectif, nombreuses pratiques autres que celle de la

lecture... Cette catégorie d'usagers entre alors directement en conflit avec d'autres, notamment les adultes et les personnes âgées, « un public finissant par en chasser un autre ».

La complexité de la question de la place des adolescents dans une bibliothèque apparaît également dans la politique documentaire, en particulier au niveau de la littérature pour adolescents. Celle-ci porte essentiellement sur des problématiques liées à l'adolescence, et à celles des quartiers populaires : suicide, viols, dépression, chômage... Si les personnels des médiathèques y sont favorables, beaucoup s'interrogent sur la réelle nécessité de ces documents et en particulier sur leur emplacement dans les rayonnages de la médiathèque : en section adulte, en section jeunesse ?

De plus, au vu des usages de la bibliothèque par une grande partie du public adolescent, se pose la question de la nécessité d'une salle dédiée aux adolescents. Si certains y sont favorables pour préserver la tranquillité et le calme de l'équipement, d'autres au contraire refusent d'inscrire dans un espace une partie de leur public au nom de l'âge.

Enfin, la complexité de ce rapport des bibliothécaires aux adolescents est accentuée par la volonté de certains de participer à l'éducation de ces « jeunes ». En effet, plusieurs fois nous a été répondu « *on se doit de participer à l'éducation des jeunes de la ville* », « *on a un rôle à jouer là-dessus, sur le 'bonjour', le 'merci', on a notre rôle aussi* », « *ils veulent les éduquer, mais ils comprennent pas qu'ils ont déjà une éducation à la maison* ». Cette dimension « éducative » entre plus ou moins en conflit avec la revendication d'un rapport à la bibliothèque et à la lecture avant tout basé sur le plaisir. En effet, cette ambivalence entre plaisir et éducation trouve son apogée dans l'appréhension du public adolescent. Les bibliothécaires, acteurs de la politique de la ville, deviennent des promoteurs du vivre ensemble, du civisme et participent de la construction de l'individu pour son inscription dans la communauté. Cette ambivalence du rôle des bibliothécaires, entre éducation et initiation au plaisir, se situe au carrefour des problématiques qui traversent l'univers des bibliothèques : institution culturelle en mutation, représentante de l'Etat et donc de l'autorité dans les quartiers, volonté de se distinguer de l'institution scolaire tout en multipliant les partenariats avec les établissements scolaires environnants...

Pour conclure, il faut souligner que l'appréhension des « jeunes » par les personnels interrogés varie en fonction de leur propre parcours de vie. Certains des personnels rencontrés ont fait preuve d'une certaine proximité, dans leurs discours, avec ces « jeunes » qui posent tant problème. Certains les connaissent car ils sont voisins, d'autres ont grandi dans des quartiers similaires.

« J'ai l'habitude de ce genre de public, de population, ce qui n'est pas forcément le cas pour des personnes âgées qui ne se rendent pas forcément compte des jeunes d'aujourd'hui ». Pierre.

Certains, comme Inès, veulent y voir des évolutions sociales : *« Eux (les collègues), ils voudraient que les jeunes, ils soient éduqués comme il y a 50 ans en arrière, mais c'est ça qu'ils comprennent pas, c'est pas possible »*. D'autres au contraire appréhendent et redoutent cette partie du public, cette appréhension étant corrélée à la distance générationnelle, géographique, sociale, qui les sépare.

« C'est quand même une jeunesse, moi je vois par rapport à la province d'où je viens et où je continue de voir des enfants grandir. Je déteste ce genre de généralité, mais c'est vrai qu'on est quand même plus gonflé ici. On n'a pas peur de s'opposer voire de provoquer l'adulte. Ah oui, moi quand je suis arrivé, je me suis dit 'ah d'accord, c'est quand même une autre jeunesse' ».
François

Finalement, cette question du public adolescent est au carrefour des différentes problématiques que connaissent les médiathèques : politique documentaire, évolution des usages, perturbations du bon fonctionnement de la structure...

In fine, on peut observer que dans cette dénonciation ou ces plaintes omniprésentes autour des jeunes et de la non reconnaissance de l'« autorité », se joue un conflit social profond. Il y a certes d'un côté, un questionnement sur la place des « jeunes » ou de « cette jeunesse là » dans les institutions et dans la société. Mais nous devons observer aussi que, par rebond, ce conflit autour de la place des jeunes nous oblige à voir que ce qui est en question autour de ce conflit jeunes-bibliothécaires, c'est la place de ceux-là dans les quartiers. Le déficit lancé par les jeunes avec leurs indisciplines est clairement identifié par les bibliothécaires. Ceux-ci l'expliquent comme un manque de reconnaissance de l'autorité que l'adulte et l'Etat devraient représenter pour les jeunes. Or, ce que les bibliothécaires ne disent presque jamais, c'est que ce qui se trouve également méprisé par ces jeunes est tout simplement ce qu'ils appellent « la culture ». L'Etat et les adultes, certes, mais la « culture » aussi. Un point très sensible car c'est sur cette base jadis solide que s'appuie tout le travail des bibliothécaires, leur place dans la société et leur prétention de reconnaissance sociale. Ce conflit dépasse évidemment le cadre de la bibliothèque, mais celle-ci s'y trouve quand même en son centre. Le conflit rappelle ce qui se passe dans les écoles et les collèges où la « discipline » exige un comportement corporel précis avec, en dernière instance l'accès à l'écrit. Rien ne ressemble plus à ce que Michel Foucault appelait « le gouvernement des corps ».

Les émeutes et leurs interprétations

Si les émeutes urbaines de novembre 2005 ou encore celles de Villiers-le-Bel en 2007 ont défrayé la chronique et envahi l'espace médiatique pendant plusieurs semaines, l'immense majorité des bibliothécaires relativisent cette période : « *sans la presse, j'aurais rien su* », « *les émeutes, je les ai vécues de ma télé* ». Certains ne se souvenaient plus de cette période : « *quelles émeutes ?* », « *en 2005, qu'est-ce qu'il s'est passé ?* »

Lorsqu'il a été demandé aux personnes rencontrées quelles étaient leur compréhension et explication de ces événements, la majorité a tenu à souligner le poids des médias dans la représentativité de cette période de violence. Beaucoup pensent que le traitement médiatique réservé à ces événements a été responsable de la diffusion et de la hausse des actes de violences d'un quartier à l'autre, entraînant ainsi une logique de surenchère et de compétition. Les bibliothécaires manifestent ainsi leur distance critique à l'égard des représentations ordinaires des émeutes.

La première des causes avancées pour expliquer ces émeutes, puisqu'elle représente près de 84% des réponses recueillies, est celle d'une colère, d'un désespoir face à la situation sociale des habitants de ces quartiers : chômage, ghettoïsation, précarité, discrimination... Faire acte de violence serait dès lors un moyen de s'inscrire dans cette société qui exclut ; d'exister négativement, mais d'exister et de se montrer. La violence signifie la révolte. Dans cette sociologie de l'action, l'individu s'affirme en tant que sujet, sujet politique affirmant sa place dans la cité par la violence.

« Les émeutes, c'est une forme de participation... Une participation plutôt que de se voir exclu du système. On n'est pas intégré, on ne fait pas partie, bah on détruit alors, plutôt que de voir ça exister sans nous, bah on préfère détruire »
Arthur

« Les jeunes se sentent laissés pour compte, il y a une baisse de la situation sociale ». Pierre

« C'est les jeunes qui sont pas bien dans leur peau, qui savent pas quoi faire, qui font ça pour avoir l'impression d'exister, pour faire bouger les choses. Mais c'est pas forcément les plus pauvres mais ceux qui se sentent le plus mal dans cette société, qui ne sont pas reconnus à cause de plein de raisons ».
Josiane

Les tenants de cette explication expliquent l'usage de la violence par différentes raisons. La première est celle du manque de mots, de vocabulaire, manque qui empêche la verbalisation de la colère. « *C'est prouvé : pourquoi les garçons sont plus vecteurs de violence ? Parce qu'ils ont plus un problème de communication* ». Ou encore : « *Quand on n'arrive pas à exprimer les choses, quand on n'a pas le vocabulaire, il faut qu'on s'exprime d'une manière ou d'une autre, et parfois c'est la violence. Quand on n'arrive pas à exprimer les choses, on n'arrive pas à se défendre avec les mots, on se défend avec autre chose* ». (Charlène)

On retrouve, dans ces explications, tous les profils de bibliothécaires : des gens qui habitent ou ont habité la ville ou le quartier de la bibliothèque, des gens qui sont originaires de province. Cependant, les défenseurs les plus ardents de cette explication se retrouvent parmi les personnes qui habitent ou ont habité la ville, ou qui ont grandi dans une ville similaire et ont connu des expériences similaires à celles que peuvent ces « jeunes » de banlieue : discrimination, délit de faciès... Autant d'expériences qui contribuent à créer une proximité avec les « jeunes ».

« Je peux vous dire que le délit de sale gueule ça existe » ou encore, *« Le délit de faciès, j'ai connu ça, plus jeune, j'avais des dreadlocks... »* Pierre

Un autre facteur explicatif a été avancé, celui du mimétisme, de l'effet de bande et de l'« envie d'en découdre, pour l'adrénaline ». Si cette hypothèse représente environ 20% des réponses avancées, elle est souvent couplée avec l'explication par la dégradation de la situation sociale. A cet effet de mimétisme est parfois rajoutée la dimension de la virilité, particulièrement visible dans les affrontements avec les forces de l'ordre. Beaucoup a été dit sur la question de la virilité chez une partie de la jeunesse des quartiers populaires, comptant généralement une importante population d'origine maghrébine et d'Afrique noire. Si les émeutes ont été l'occasion pour certains intellectuels, journalistes, de voir dans ces événements l'expression d'une virilité qui serait propre à certaines origines ethniques et y ont lu une dimension culturelle et ethnique, cette interprétation est quasiment absente des discours des professionnels rencontrés, puisque seules deux personnes ont relié ces événements à l'origine ethnique.

« Les émeutes, chez eux, c'est culturel » Brigitte

« C'étaient que des petits qui voulaient jouer à la guéguerre, des petits de 15 ans. J'ai vu des parents qui essayaient de les faire remonter, mais c'est toujours pareil, y en a qui n'ont pas l'autorité... Puis chez les Beurs, un garçon

à 16 ans, on considère que c'est déjà un homme, qu'on n'a plus rien à lui dire ». Inès

Les personnes interrogées ne proposent pas des explications exclusives l'une de l'autre et croisent souvent différents facteurs explicatifs :

« Y en a oui, y a de la revendication, et puis y en a d'autres, c'est pour s'éclater quoi, c'est pour aller faire le con dehors, aller jeter des cailloux ». Salim

« Parce que c'est la lecture que j'en ai aujourd'hui, et je ne l'excuse pas, mais je pense avant tout que ce sont des jeunes qui s'amusent. C'est des jeunes qui s'amusent, et au bout d'un moment, il y a quelque chose qui prend autour de l'idée de brûler des voitures [...] J'en fais une lecture sociale bien sûr, mais pas politique ». Joseph

« C'étaient des petits, je les voyais et je disais à ma fille 'regarde, ils ont pas plus de 15 ans', tout ça parce que y avait dix petits-cons qui avaient envie de jouer à la guéguerre ». Inès

Seulement 12% des personnes interrogées déclarent « ne pas comprendre les émeutes » et restent dans l'incompréhension la plus totale ou les associent à de la délinquance. Parmi eux, on trouve des personnes qui prennent leurs distances vis-à-vis d'un univers populaire perçu en termes de désordre ou de chaos. Ils sont souvent originaires de province, se situent dans un rapport d'extériorité face aux problématiques inhérentes aux grands ensembles et aux quartiers populaires ou sont des personnes originaires du quartier ou d'un quartier similaire mais qui se démarquent des « jeunes » car eux « s'en sont sortis ». D'une façon générale, ils se trouvent du côté de la loi et placent les protestataires à l'extérieur de l'acceptable. Les tenants de cette position condamnent les émeutiers à partir de la distance qu'ils mettent entre ces derniers et eux-mêmes : une différence d'origine géographique, et sociale pour ceux qui se sont sortis de la « galère ».

« Ceux qui ont brûlé des voitures, pour moi, ce sont des délinquants. Moi j'en vois des jeunes qui font l'effort de travailler, ce sont des jeunes de cité, ce sont des jeunes qui travaillent à l'école, qui font des études, qui habitent les cités... Puis c'est pas ceux qui cherchent le plus un emploi, qui se débrouillent pour avoir une formation, c'est pas eux qui vont brûler des voitures. » Valérie

« Je comprends pas, ils détruisent leur environnement, moi dans mon village, on n'avait rien, du coup on respecte les choses. Y en a qui disent 'nous, on n'a rien', je leur dis 'oui, mais tu as déjà beaucoup' ». Lucie

Enfin, une minorité des personnes interrogées explique les émeutes comme des actes avant tout crapuleux et délictueux, bien que les actes de pillages soient restés relativement absents pendant les émeutes de novembre 2005.

Il faut noter que quelques personnes interrogées relativisent ces événements, et proposent une réflexion à contre-courant des poncifs. Certains des personnels rencontrés vont jusqu'à dire qu'au regard de la situation sociale « des quartiers », il est surprenant que des épisodes de violences comme les émeutes n'aient pas lieu de manière plus régulière :

« On a les noms des coupables ? Est-ce qu'ils étaient jeunes ? Qu'est-ce qui dit que c'étaient pas des provocations policières ? Je ne sais pas, tant qu'on n'a pas les noms des coupables. » Michel

« Les émeutes, c'est la colère, ça gronde... Et ça m'étonnerait pas qu'on voit d'autres émeutes, avec ce qui se passe en ce moment, la crise, comment on est traité en tant que citoyen. » Marine

Quand les bibliothèques et les écoles sont prises pour cible

Nous venons de voir que la grande majorité des bibliothécaires rencontrés donnaient une explication des émeutes en fonction du contexte social de ces quartiers populaires où des actes de violence ont pu être perpétrés. Qu'en est-il de leur explication sur le fait que des écoles, des bibliothèques puissent être prises pour cibles au cours de ces troubles urbains, ou de façon plus quotidienne ?

Il apparaît ici nécessaire de distinguer les explications relatives aux violences faites aux écoles et aux bibliothèques. En effet, tous les bibliothécaires rencontrés ont, au cours de leur discours, souligné combien il leur paraissait fondamental de distinguer la bibliothèque de l'institution scolaire. Les professionnels des médiathèques appuient leur légitimité sur l'opposition entre une « lecture plaisir » et une « lecture devoir », cette dernière renvoyant évidemment au monde de l'école. Cette distinction revendiquée semble constitutive de l'identité professionnelle des bibliothécaires, cette revendication du plaisir face à la contrainte, au devoir leur permet d'affirmer leur légitimité face à l'institution scolaire. Face à

une école dont le programme institutionnel est guidé par la mission d'éduquer et d'instruire, selon un programme qui fixe les objectifs et surtout qui sanctionne, la bibliothèque se veut un espace ouvert destiné à servir la demande et les envies ouvertes et librement déterminées par son public. Cette revendication est d'autant plus affirmée qu'elle apparaît nécessaire dans des quartiers populaires où la majorité de la population n'a pas certaines habitudes culturelles, comme celle de fréquenter les bibliothèques. Cette absence d'habitude de fréquentation des bibliothèques et de pratiques de lecture, associée à un parcours scolaire chaotique et douloureux est régulièrement avancée par les professionnels rencontrés pour légitimer leurs pratiques.

« Je prône la lecture individuelle, pour ne pas faire comme l'école justement. Pour pas être l'Education Nationale justement, c'est très important ». Charlène

« La médiathèque, c'est pas dans le temps scolaire, qu'on soit pas identifié... On veut avant tout être dans un rapport au plaisir. La médiathèque, c'est pas pour noter, on n'est pas là pour évaluer et donner un jugement sur un travail, surtout pas. » Romain

« On essaie vraiment de faire en sorte qu'ils ne perçoivent pas la médiathèque comme quelque chose, comme un complément de l'école. » Sylvie

Très significativement, cette revendication d'un rapport au plaisir est accentuée avec la multiplication des supports disponibles et proposés au public où la culture écrite, le livre est détrôné du centre de la culture. En effet, le livre a longtemps été le support « roi » de la bibliothèque, source fondamentale de légitimité de l'école et de la bibliothèque, c'est aussi le support sur lequel repose la position sociale des bibliothécaires. L'évolution des pratiques culturelles, des loisirs, les évolutions technologiques ont conduit à une baisse des pratiques de lecture dans la population en général. Face à ces nouvelles pratiques, les bibliothèques se sont ouvertes à de nouveaux supports, ont diversifié leurs activités en multipliant les animations, les partenariats avec des institutions diverses et variées. A la recherche d'une nouvelle légitimité, les bibliothèques et surtout leurs personnels se sont attachés à la notion de plaisir, se distinguant ainsi de l'institution scolaire, lieu de formation, d'évaluation et de sanction, revendiquant et défendant une « lecture plaisir » par opposition à la « lecture devoir » de l'école.

« Il faut des espaces où le livre n'est pas majoritaire ». Karima

« Avoir d'autres supports que le livre, c'est très important, parce que les gens viennent pour les DVD, les ordinateurs... ». Dorine

Ces différentes conceptions de la bibliothèque devenue médiathèque expliquent que la plupart des motifs avancés au fait que des bibliothèques puissent être prises pour cible relève de l'incompréhension, et/ou d'un amalgame entre école et bibliothèque. Dans des quartiers où les taux d'échec scolaire et de chômage sont largement supérieurs aux moyennes nationales, l'école est pointée du doigt comme une institution qui exerce une certaine violence à l'encontre d'une partie de la population. L'école, les études doivent permettre à l'individu de se construire une place dans la société, de s'autonomiser. Face à cet échec, l'école est pointée du doigt en ce *« qu'elle ne tient pas ses promesses d'intégration »*. A cet échec d'intégration sociale s'ajoute l'expérience douloureuse du rapport à l'écrit dans le parcours scolaire. C'est pourquoi les professionnels rencontrés craignent tant l'amalgame de l'institution scolaire avec la bibliothèque, amalgame qui pour eux explique que des bibliothèques sont attaquées. En raison de cette volonté de se démarquer du fonctionnement scolaire et de cette revendication du plaisir, certains professionnels ne s'expliquent pas que des bibliothèques puissent être objet de violences.

« Je comprends pas car les bibliothèques proposent de l'anti-scolaire aux gens. Je comprendrais plus qu'on brûle un collègue à la limite, à cause de la violence qu'il y a, entre les élèves, entre les profs et les élèves. Et puis ça représente l'Etat. Alors que la bibliothèque, c'est la liberté, les lumières, les couleurs ». Charlotte

« Mais attaquer une bibliothèque, je comprends. C'est le même rejet par rapport à l'école, le savoir pour être formé, faut trouver sa place dans la société mais ça marche pas, ça fait mal. C'est l'image de l'échec. Pour certains enfants en échec, l'école et la bibliothèque sont dans le même panier, notamment à cause du travail avec les classes ». Cécile

« On n'a rien d'un lieu scolaire, on n'a rien d'un lieu chiant, c'est que du plaisir, du loisir, et idem pour la Maison de l'Enfance, je veux dire... Y a aucune forme de... Y a pas eu de rapport scolaire avec eux, jamais, c'est ludique ! » Jean-Paul

« Effectivement, je pense qu'il y a une partie de la population qui se sent exclue du monde des bibliothèques, cette population justement qu'on ne touche pas. On représente l'institution quelque part, les valeurs de ceux qui réussissent et y a cette population-là... L'école m'a exclu, la bibliothèque m'exclut parce que c'est la culture dite universaliste justement qu'on m'apprend à l'école donc j'y fous le feu ». Susie

« Nous les ados, quand ils font trop de bruit, on les met dehors. C'est peut-être pas une solution parce qu'effectivement, on les met déjà dehors à l'école ».
Susie

Inversement, une minorité souligne le potentiel de violence que représente une institution culturelle comme la bibliothèque, institution longtemps réservée à une certaine élite intellectuelle et sociale. La bibliothèque peut être source de violence de par l'image qu'elle renvoie, les représentations qu'elle véhicule, celles d'une institution culturelle de la culture « légitime », « sérieuse », en opposition immédiate avec une culture plus populaire, tournée vers la consommation des produits culturels les plus médiatisés et de divertissement. Cette distinction entre une culture jugée « populaire », « *ras des pâquerettes* » et une culture considérée comme plus légitime est visible dans l'opposition entre les bibliothèques centrales et les annexes. Dans les représentations d'un certain nombre d'individus, les annexes de quartier concentrent plus les ouvrages dits « grand public », les centrales proposant des produits culturels reconnus comme plus légitimes.

« Dans les quartiers, on leur met des CD de rap, comme s'ils ne pouvaient pas écouter autre chose. Pourtant, moi j'en ai vu des gamins qui n'écoutaient que du rap, et qui petit à petit, se sont tournés vers autre chose ». Inès

« Après, est-ce qu'il faut absolument adapter la bibliothèque à la sociologie du quartier ? Mettre du rap et des films grand public dans les quartiers ? »
Sylvain

« C'est en réaction à une violence, parce qu'on représente la culture, les bibliothèques elles avaient cette tradition-là de... fallait monter les escaliers. Il faut que ce soit vivant, qu'ils n'aient pas l'impression de rentrer dans la maison de LA culture ». Charlène

« Oui, qu'ils s'en prennent à des institutions culturelles, oui ça me paraît pas si bizarre, étrange, illogique parce que finalement la Culture telle qu'on l'entend avec un grand C, c'est pas leur culture forcément, ils ont une culture qu'on ne prend pas forcément en compte, qu'on dénigre ». Emilie

Parmi les rares enquêtés à avoir mentionné la bibliothèque comme source potentielle de violence, certains ont souligné le comportement des bibliothécaires vis-à-vis de certaines

catégories d'usagers, comportements parfois marqués par un certain racisme ou une condescendance déplacée.

- « *Il y a des comportements des fois de collègues que je trouve inadmissibles, ils jouent avec le règlement. Etre très rigoriste avec le règlement envers une certaine catégorie de personnes et puis assez coulant envers d'autres catégories de personnes... Ils se permettent des trucs qui ne sont pas dans le règlement, ils se permettent des trucs, donc on est dans l'arbitraire quand c'est pas dans le règlement, envers une certaine catégorie de personne et pas envers d'autres catégories de personnes.* »

-« Vous avez des exemples en tête ? »

-« *Euh... c'est pas tout le personnel, ça peut toucher quelques personnes que j'ai quantifiées comme ça, qui peuvent réagir de cette façon. A mon avis, c'est mon intime conviction, des gens racistes et ou islamophobes. Parce que ça va viser par exemple des femmes voilées. L'autre jour une femme voilée qui venait utiliser Internet avec son enfant, il se trouve que l'enfant se met à pleurer et cette personne s'est fait humilier en disant 'vous sortez !'... La moindre des choses c'est d'aller voir la personne, de lui parler à voix basse, d'essayer d'avoir une... Voilà, c'est ce que j'appelle une application rigoriste du règlement. Il n'y a pas besoin d'humilier les gens pour leur faire comprendre comment fonctionne une bibliothèque. Elle était probablement elle-même gênée du fait que son enfant pleure. Il faut lui proposer une solution et pas l'humilier comme ça, aller la voir, lui parler à voix basse. Essayer d'avoir des contacts, respecter les gens, leur montrer qu'on les respecte aussi parce qu'ils sont très sensibles à ça....* ». Michel

- « *Il y en a c'est vrai, ils parlent pas très bien français, mais et alors ?! Faut pas les prendre pour des cons, faut les respecter ! Y en a (des bibliothécaires) qui leur parlent d'une façon, un manque de respect... [...]*
« Ce qu'ils aiment, c'est du Bellemare, du Steele, on a qu'à en prendre, mais non, notre ancienne responsable, elle trouvait que c'est de la merde... Et elle le faisait comprendre, alors après ils reviennent plus évidemment... ». Inès

Un autre facteur d'explication est apparu de façon largement majoritaire dans les discours des personnes rencontrées : la bibliothèque, comme l'école, est attaquée car elle représente l'Etat, la mairie, les pouvoirs publics... La bibliothèque, institution républicaine, est mise à mal car elle est la représentante, dans ces quartiers de relégation, d'une puissance politique jugée injuste et violente en raison du racisme, des discriminations que connaît un certain nombre d'habitants de ces quartiers.

« Dans leur colère, ils y voient des représentants d'une puissance politique qui les méprise, et comme ce sont pour eux des symboles, c'est à ça qu'ils s'attaquent ». Arthur

« C'est l'image de l'Etat, et de la ville plutôt. Je vois pas en quoi... S'ils se révoltent, c'est que quelque part, on les attaque, on leur a fait du mal... Et je pense pas que l'école, la bibliothèque fait du mal à ces personnes ». Marine

« Ils mettent tout dans le même panier, l'Etat, la mairie, les services publics, l'école, la bibliothèque, ils n'ont pas conscience des choses... ». Inès

« C'est sûrement pas le hasard, y a plusieurs choses. Quand on s'attaque à une bibliothèque, on s'attaque à un service public, donc à la police... Et la bibliothèque, c'est bien souvent, dans ces quartiers, le dernier service public ». Joseph

A cette question de la bibliothèque représentante de l'Etat s'ajoute celle du rapport d'une partie de la jeunesse de ces quartiers à l'« autorité ». Le rapport d'un certain nombre d'adolescents à l'autorité est conflictuel et semble exacerbé dans ces territoires. Nombre des professionnels rencontrés mentionnent alors la pauvreté et l'origine ethnique comme facteurs explicatifs de ce rapport conflictuel des « jeunes » à l'autorité et aux instances qui la représentent. Dans des quartiers marqués par la pauvreté, la précarité, les relations intergénérationnelles se distendent, les parents *« jouant de moins en moins leurs rôles de parents »*. A cette démission parentale s'ajoute la dimension culturelle. Dans la très grande majorité des villes visitées, les communautés d'origine maghrébine et d'Afrique noire sont largement représentées. Les pratiques culturelles et coutumes ont été à plusieurs reprises mentionnées, en particulier les valeurs de virilité réduisant ainsi cette problématique à la dimension ethnique. En grossissant le trait, trois dimensions sont ainsi mobilisées par les professionnels interrogés pour expliquer les rapports conflictuels d'un certain nombre de jeunes avec cette institution : les difficultés matérielles, qui amoindrissent et distendent le contrôle intergénérationnel produisant ainsi des « jeunes sans repère » ; l'adolescence, comme une étape de la vie exacerbant la potentialité de conflit avec l'adulte, et enfin la dimension culturelle de la virilité.

« Dans la population ado, on voit cette espèce de honte qu'il y a à fréquenter les bibliothèques. On la fréquente quand on est seul, mais pas en bande. Devant les copains, c'est encore la honte de fréquenter les bibliothèques. Ninon

« Quand on leur dit de sortir, ils comprennent pas et c'est 'je sortirai pas, tu te prends pour qui ?!' » Marine

« C'est quand même une jeunesse, moi je vois, par rapport à la province d'où je viens et où je continue de voir des enfants grandir. Je déteste ce genre de généralité, mais c'est vrai qu'on est quand même plus gonflé ici. On n'a pas peur de s'opposer, voire de provoquer l'adulte ». François

Cette problématique de la jeunesse associée à la violence est redondante dans l'univers des médiathèques, nous aurons l'occasion d'y revenir ultérieurement. Pour finir, une infime minorité des personnels rencontrés a expliqué la destruction des écoles, des médiathèques par la gratuité du geste ou la recherche de profit.

« Les écoles, c'est souvent parce qu'elles ne sont pas gardées, et y a du matériel, c'est souvent des anciens qui viennent voler, et pour se venger... d'une remarque des enseignants, de la direction. » Salim

Malgré la variabilité des réponses apportées à la question des émeutes, on note que la grande majorité des professionnels rencontrés proposent une lecture sociale de ces émeutes, tout en condamnant les actes de violences perpétrés à cette occasion. Parmi les professionnels proposant une lecture sociale des émeutes urbaines, on trouve à la fois des individus qui se situent dans une grande proximité avec les habitants de ces quartiers et en particulier les jeunes : des individus qui ont habité longtemps ou habitent la ville où ils travaillent ou une ville similaire. Au contraire, on trouve également des individus à l'origine géographique différente de celle des habitants des grands ensembles, des individus originaires de province. Pour ces derniers, beaucoup disent avoir été choqués lors de leur arrivée dans le quartier de leur bibliothèque. Choqués par l'habitat, le paysage, l'insalubrité des logements, les conditions de vie, les signes de pauvreté, les problèmes de racisme et de discriminations... Ces individus se sont habitués à leur nouvel environnement et une certaine proximité est apparue entre eux et la population, proximité créée par l'évolution dans un environnement commun, à défaut du partage des mêmes conditions de vie.

Si l'on se penche sur les profils de ceux qui condamnent ces émeutes urbaines, qui en refusent toute lecture sociale, on s'aperçoit qu'ils se répartissent en deux groupes principaux. Le premier est constitué par celui des anciens habitants du quartier de la bibliothèque dans laquelle ils travaillent. Eux « s'en sont sortis », ne sont pas rentrés dans l'engrenage de la violence en groupe et de la délinquance. Ce groupe s'affirme dans l'opposition hoggartienne

de « Eux » et « Nous ». Si ce « Nous » est constitué par le partage de conditions de vie, d'un environnement social commun, un nouveau « Nous » s'affirme face à un « Eux ». « Eux », ce sont les jeunes de cité qui « *tiennent les murs* », « *font les cons pour l'adrénaline* », et se réfugient derrière le discours du stigmatisme et de la discrimination pour expliquer le statu quo de leur situation précaire. A cette première catégorie s'ajoute celle d'individus originaires de province qui refusent et critiquent le discours d'auto-victimisation qu'ils peuvent entendre. Arrivés en Seine-Saint-Denis pour des raisons professionnelles, ces individus n'avaient pour connaissance de ce territoire que les poncifs délivrés régulièrement par les médias, à savoir les problèmes de violence, de délinquance, de pauvreté. D'après eux, les municipalités des villes visitées œuvrent beaucoup pour la population locale, et contrairement aux poncifs habituels, ces quartiers ne sont pas des quartiers laissés à l'abandon où « *rien n'est proposé à la population* ». Dans cette catégorie se trouvent essentiellement des individus originaires de très petites villes, voire de villages de province, environnement aux antipodes des grands ensembles et de la vie en « cité ».

Finalement, se pose maintenant la question de savoir si la bibliothèque peut être considérée comme une source de violence. Si, comme on l'a déjà précisé, très peu des professionnels rencontrés ont opéré le rapprochement entre violence et bibliothèque, les réponses apportées nous permettent de dire que la bibliothèque se trouve être au carrefour d'une violence à la fois institutionnelle et culturelle. Cette violence à l'encontre d'une partie de la population « des quartiers » est proportionnelle à la distance entre cette population et les institutions, et à la distance qui sépare les différents univers culturels en présence. Ces deux distances, à la fois au niveau culturel et institutionnel, posent la question de la sacralisation de la bibliothèque dans l'imaginaire collectif. Et si le feu était le moyen par lequel la bibliothèque, le livre, perdaient toute dimension sacrée ?

La médiathèque de la Maison de l'Enfance dans les flammes



La médiathèque de la Maison de l'Enfance fut incendiée pendant les émeutes de l'automne 2005. Ici, après rénovation, La Courneuve, août 2010

La médiathèque de la Maison de l'Enfance (MME) se situe à quelques minutes à pied de la station de métro 8 mai 1945, terminus de la ligne 7. Le quartier des 4 Routes tient son nom du carrefour de 4 routes menant chacune à une commune limitrophe de La Courneuve. Si on parle « du quartier des 4 Routes », l'espace est en fait divisé en deux sous-quartiers, les quartiers Anatole France et Paul Doumer du nom des deux groupes scolaires. La médiathèque de la Maison de l'Enfance se situe dans la partie Anatole France. Ce quartier peut être considéré comme le plus vivant de la ville. En effet, les magasins sont nombreux, le marché s'y tient plusieurs fois par semaine, il compte plusieurs moyennes surfaces, des cafés... Animé, ce quartier rend particulièrement bien compte de la multiculturalité de la population : on y trouve des taxiphones, boucheries hallal, magasins de vêtements bon marché, agences de voyages, restaurants indiens, étals d'épices, de fruits et féculents exotiques, boutiques de vêtements indiens... On peut y croiser des femmes africaines en boubou, des femmes maghrébines voilées ; on y entend différentes langues... Ce quartier rend

bien compte de la diversité culturelle et ethnique de la population courneuvienne, ainsi que de sa situation sociale et économique. Très populaire, le quartier comprend des magasins bon marché, proposant des vêtements et de la nourriture à des prix dérisoires.

D'après des rencontres avec certains habitants de quartier, « *le quartier des 4 Routes a beaucoup changé* », et ce depuis une dizaine d'années, ce que ma lecture des archives municipales a confirmé.

« Avant, le quartier ici, c'était un peu le lieu chic de La Courneuve, maintenant c'est l'inverse. Ça s'est beaucoup dégradé, y a des problèmes de violence, des gens qui se font voler leurs sacs à main » Mme. M, habitante de quartier.

La lecture des archives municipales au sujet des faits divers a révélé que bon nombre des faits divers (violences, agressions, bagarres, vols...) se déroulent dans ce quartier auxquels s'ajoutent de sérieux problèmes d'insalubrité d'un certain nombre d'immeubles.

Fin 2005 début 2006, la question de l'insécurité du quartier a fait l'objet de plusieurs réunions et mesures à l'échelle de la ville. Dans le journal municipal *Regards* de janvier 2006, à la question « Que souhaitez-vous pour 2010 ? », 10 Courneuviens interrogés ont répondu qu'ils désiraient plus de sécurité, plus de propreté, moins de misère sur les 4 Routes et plus de commerces traditionnels. De même, le *Regards* de décembre 2005 révèle qu'une réunion a eu lieu entre le maire Gilles Poux, le commissaire de la ville et quelques habitants suite à une plainte de ces derniers pour les problèmes d'insécurité, d'insalubrité et de squats. Depuis quelques années, ce quartier a été marqué par une augmentation importante d'ateliers de confection clandestins et l'arrivée massive de populations d'origine asiatique, essentiellement chinoise.

Le quartier compte un certain nombre de structures et d'équipements municipaux : groupes scolaires, centre aéré, gymnase, lycée, PMI, crèche.

Un équipement à l'histoire singulière

L'environnement immédiat de la médiathèque de la Maison de l'Enfance inclut une zone pavillonnaire et quelques barres HLM. La médiathèque de la Maison de l'Enfance est située quasiment en face du groupe scolaire Anatole France, et partage les locaux de la Maison de l'Enfance, structure destinée à l'accueil des enfants et aux animations.

La médiathèque de la Maison de l'Enfance n'est devenue une médiathèque dotée de différents supports (CD, DVD, postes informatiques) qu'à sa réouverture, en septembre 2007. Elle était auparavant une bibliothèque. Cette structure a longtemps occupé une place particulière à la fois dans la ville et surtout dans le quartier, en raison de son histoire, de ses nombreuses activités et de figures reconnues qui y ont longtemps exercé.

La médiathèque de la Maison de l'Enfance a été créée en 1973. Cette institution a longtemps été, et le reste encore aujourd'hui, marquée par une figure emblématique du quartier, Caroline. Cette dernière avait pris la direction de ce qui constituait à l'époque la bibliothèque de la Maison de l'Enfance, et d'années en années, lui a donné un visage particulier jusqu'à en faire une institution à part entière dans le quartier. Le fonctionnement de la médiathèque de la Maison de l'Enfance est aujourd'hui très différent de ce qu'il a pu être pendant une trentaine d'années, les modifications résultant de la période de fermeture consécutive à l'incendie.

Pendant une trentaine d'années, depuis le début des années 1970, cette structure a eu un fonctionnement particulier. Elle n'était pas vraiment ouverte au public et dépendait du service Enfance de la ville. Ses activités se faisaient essentiellement en partenariat avec les centres aérés municipaux. Ce n'est qu'entre 1993 et 1996, avec l'arrivée d'une nouvelle directrice des bibliothèques de la ville de La Courneuve qu'il fut décidé de rattacher la bibliothèque de la Maison de l'Enfance aux bibliothèques municipales.

La responsable, très jeune à l'époque puisqu'elle n'avait qu'une vingtaine d'années, décida d'élargir le champ d'action de la structure et de l'ouvrir aux écoliers. Elle a ainsi multiplié les activités en partenariat avec les écoles environnantes. L'équipe d'alors recevait 5 à 6 classes par jour, faisait des lectures aux enfants, chaque enfant repartait avec 6 ou 7 livres qu'il avait choisis.

Pendant près de 20 ans, la responsable mit également en place un atelier d'écriture pour les enfants à partir de 7 ans, à raison d'une fois par semaine et finit par l'étendre aux centres de loisirs qu'elle recevait pendant les vacances scolaires et les grandes vacances. Les enfants composaient un texte, le corrigeaient et allaient le faire imprimer aux ateliers d'imprimerie situés dans le centre-ville. L'équipe de la bibliothèque organisait des sorties au Salon du livre jeunesse de Montreuil où elle emmenait plusieurs enfants, après quoi les livres ayant le plus intéressé les enfants étaient commandés pour intégrer le fonds de la bibliothèque...

Le partenariat avec les différentes structures du quartier était très développé : la bibliothèque participait aux activités de la Maison de l'Enfance (concerts, soirée casino,

spectacle poétique, pièces de théâtre, activités gastronomiques et culturelles, soirée cabaret, expositions...), aux fêtes de quartier, aux brocantes... Une heure du conte était organisée de façon hebdomadaire, et des animations hors-les-murs étaient organisées, les personnels de la bibliothèque se rendant à l'extérieur avec une brouette remplie de livres.

Soucieuse d'attirer toujours plus d'enfants et de les amener à la lecture, la responsable décida d'installer, avec l'aide des ateliers municipaux, un poulailler, composé de poules, de canards, d'une chèvre... La création de ce poulailler constitua une rupture dans la fréquentation de cette bibliothèque de quartier, ce dernier s'étant révélé être un élément extrêmement fédérateur au niveau du quartier, toutes générations confondues.

« J'ai eu d'autres idées pour amener les enfants à la lecture. Avec l'aide des ateliers municipaux, j'ai fait un poulailler, parce que je me disais que tous ces jeunes qui vivent dans les cités, ils ne connaissent pas les animaux de la ferme, et donc j'avais des canards, des poules, une chèvre, j'avais tout un tas d'animaux (...) Avec ces enfants, ça a fédéré quelque chose d'incroyable, autant avec les enfants qu'avec les parents, on recherchait dans les livres ce qu'il fallait donner à manger aux animaux, aux canards, aux poules, et même les plus grands, les ados, ils s'y intéressaient, du bouche-à-oreille, ils venaient voir ce qui se passait ». Caroline, ancienne responsable de la MME.

Ce poulailler dura presque 10 ans et se termina sur une note tragique. Le poulailler fut saccagé et la chèvre décapitée, sans que les responsables ne soient condamnés. Par la suite, la responsable décida de ne plus avoir d'animaux en extérieur mais installa des animaux à l'intérieur de la bibliothèque : lapin, cochons d'Inde, chinchillas, gerbilles, phasmes, un aquarium...

Début des années 1990, la bibliothèque de la Maison de l'Enfance devient une bibliothèque tout public, le fonds adulte restant cependant très nettement inférieur au fonds jeunesse, résultat de la fermeture d'une bibliothèque destinée au public adulte mais dont le manque de fréquentation justifiait la fermeture. Le fond de cette bibliothèque, située dans les locaux de ce qui constitue aujourd'hui les locaux de l'antenne jeunesse Guy Môquet, dans le quartier des 4 Routes, a rejoint le fonds de la bibliothèque de la Maison de l'Enfance.

L'équipement, d'une superficie d'environ 100m² comptait environ 30000 documents imprimés. Le fonctionnement était très familial puisque la responsable y travaillait avec ses enfants, son compagnon, ses chiens. Aux animaux s'ajoutaient des poteries, des

plantes...Comme me le dira une bibliothécaire de cet équipement, « *quand on rentrait dedans, c'était mais...incroyable ! On voyait pas le mur du fond !* »²⁴

Longtemps restée uniquement à destination du public jeunesse, cette bibliothèque s'est ouverte progressivement au public adulte. Mais encore aujourd'hui, le fonds adulte reste très succinct, réduit à une trentaine d'ouvrages (romans, livres pratiques, témoignages) et quelques DVD familiaux.

Le public de cette médiathèque était et reste très familial, ce ne sont quasiment que des femmes, mères de familles ou retraitées, qui viennent emprunter des documents.

Pendant près de 30 ans, ce sont donc toutes les générations qui se sont succédées dans cette bibliothèque, contribuant ainsi à en faire un équipement très intégré dans le quartier et de sa responsable une figure emblématique.

Les violences

Au contraire d'autres bibliothèques ou équipements municipaux tels que les écoles, la bibliothèque de la Maison de l'Enfance n'a quasiment jamais fait l'objet de violences à l'encontre du personnel ou de dégradations. En 30 ans de carrière, l'ancienne responsable de l'équipement n'a relaté que quelques incivilités, et deux épisodes de vols d'ordinateurs. Ces vols étaient des actes crapuleux et n'ont été accompagnés d'aucun saccage ou vandalisme.

« Parce que moi, des violences dans cette bibliothèque, ben je n'en ai pas connues, et même à la toute fin, quand on a eu des ordinateurs, je me suis dit 'oh lala, les ordinateurs'. Ils m'ont volé 2 fois les ordinateurs et ils n'ont pas fait un pétard de désordre, il y avait mon poste où j'écoutais mes CD, rien, ils m'ont rien volé. La deuxième fois qu'ils ont volé les ordinateurs, bon y avait un système d'alarme mais le temps que les gens arrivent, on était au fond d'une cour donc, pareil, rien de dérangé, alors que c'était pas le cas dans les établissements scolaires où y avait eu du vandalisme, des choses cassées, de la peinture partout, et à la bibliothèque, les deux fois qu'on a été cambriolé, rien, pas un livre de travers... » Caroline

Cette structure n'a également connu pratiquement aucun problème de violence verbale ou d'altercation. En 30 ans, il semblerait que l'équipe n'ait connu que deux moments délicats.

²⁴ Extrait d'entretien, Lucie, bibliothécaire, La Courneuve, octobre 2008.

-« Vous n'avez jamais eu d'altercations avec des jeunes ?

-Sincèrement, jamais. J'ai dû en mettre à la porte une fois où j'ai fait l'heure du conte, j'avais l'heure du conte tous les mardis soirs avec des conteurs, et une fois on a eu des grands qui sont venus faire un peu de bazar, on les a pris à part, on leur a expliqué 'là c'est pour les petits, ça vous intéresse pas vraiment, si vous voulez rester, la porte est ouverte, mais pas de bruit' et ils ont compris. Une fois avec un conteur, il y a eu des jeunes, mais je pense qu'ils étaient un peu éméchés, je pense qu'il y en a un qui était d'Aubervilliers et qu'on ne connaissait pas bien... ». Caroline

Cependant, différents membres de l'équipe se sont fait voler des affaires personnelles (portable, monnaie, montre...). Il n'en reste pas moins qu'au regard des situations de violences rencontrées par des personnels d'autres bibliothèques, la médiathèque de la Maison de l'Enfance a été, on peut le dire, épargnée par les actes de violences, physique ou verbale. Cette « tranquillité » est le résultat d'une part de la proximité de l'ancienne responsable qui habitait le quartier, et d'autre part, des nombreuses activités et partenariats développés par cette structure à l'échelle du quartier, permettant ainsi à de nombreuses générations de connaître et de fréquenter cet équipement. Ces différents éléments ont favorisé l'intégration de la bibliothèque au quartier.

« A l'époque, j'habitais le quartier, la même cité que les enfants, et ça je dois dire que ça m'a aidé ».[...]

« J'avais une voiture, une vieille voiture, une Passat, et les Passat dans le quartier y en a pas. Et l'année dernière, quand ma fille a accouché, j'avais plus une Passat, j'avais une Logan, je me gare dans le quartier, face à l'espace de jeux où ils peuvent jouer au foot, y avait personne, en fin de matinée. Je reviens vers 15h, ils m'avaient cassé le carreau, je vois tous les gosses que je connaissais qui me disent 'c'était ta voiture Caroline ?!' C'était signé...Ils se précipitaient pour m'enlever les bouts de verre, 'c'était ta voiture, on savait pas !' Ils étaient complètement désolés, et ma première voiture, il ne lui est rien arrivé. ». Caroline

Finalement, la médiathèque de la Maison de l'Enfance a été une institution à part entière du quartier des 4 Routes : très connue et fréquentée par les habitants du quartier, mais aussi largement rattachée au monde de l'Ecole puisque le partenariat avec l'Education nationale est resté très longtemps l'activité phare de cet équipement. Cette intégration dans le quartier a été le résultat d'une politique d'animation, de collaboration très active menée par sa responsable, à tel point que pour certains, « cette bibliothèque, c'était quasiment devenu un centre social, une ludothèque, c'était tout à la fois ! ». On peut donc dire que cet équipement

était loin des représentations habituelles qui entourent les bibliothèques, institutions poussiéreuses et austères.

Malgré tout ce travail de proximité mené pendant une trentaine d'années, cette structure a été l'objet d'un incendie provoqué par un cocktail Molotov au cours des émeutes de novembre 2005.

L'incendie

La structure venait de changer de direction quelques mois auparavant, Caroline prenant sa retraite, sa remplaçante Lucie avait pris ses fonctions en août 2005, elles ont travaillé quelque temps ensemble. L'autre personne travaillant dans cet équipement, Julia, était alors en congé de maternité.

Si la ville de La Courneuve n'a pas été une des villes les plus touchées par les violences pendant les émeutes de novembre 2005, le quartier des 4 Routes a néanmoins connu quelques perturbations, notamment l'arrêt de la circulation du tramway suite à l'agression de plusieurs chauffeurs, des poubelles et quelques véhicules brûlés. L'incendie a eu lieu dans la nuit du vendredi au samedi, le 5 novembre, jour où la nouvelle responsable Lucie ne devait pas travailler. Les incendiaires ont cassé un carreau et y ont jeté un cocktail Molotov, ce qui a provoqué l'incendie d'une partie de l'équipement.

« On sentait que quelque chose...Ils avaient brûlé une camionnette dans la rue. Le vendredi soir, j'ai dit à Julia, 's'il y a quelque chose tu m'appelles', alors que jamais...Et voilà, vers 8h45 Julia m'a appelé, j'y suis allée, et voilà, on était toutes les deux devant notre structure avec les collègues de la Maison de l'Enfance ».Lucie

« Je revenais de mon congé mater, j'ai pris le chemin, l'allée, et au bout je vois la vacataire, parce qu'on prend des vacataires le samedi. Et elle attendait, et je me suis dit 'elle est sympa celle-là, elle m'attend'. Et quand j'ai vu la fumée, tout avait brûlé, l'odeur, je me suis mise à pleurer. » Julia

« J'ai été avertie par téléphone, par ma petite collègue, la reine des policiers, elle ça lui a vraiment fait quelque chose, en plus je crois que c'est elle qui a découvert parce qu'elle est venue un vendredi, ça s'est passé pendant la nuit, et elle l'a vu quand elle devait faire l'ouverture le samedi matin. Tout n'a pas brûlé, c'est juste le devant qui a brûlé, mais ils ont tout jeté parce qu'ils pouvaient pas récupérer, et il y avait de vraies merveilles là-dedans. » Caroline

« Moi j'ai vu la fumée, j'habite juste là, de mes fenêtres on voit la bibliothèque, moi j'ai vu la fumée ! » Jeanne, une adolescente usagère de la MME

Suite à l'incendie, différents élus ainsi que le maire se sont rendus sur place pour constater les dégâts. Cet incendie a été l'élément déclencheur d'un certain nombre de mesures prises sur la ville pour gérer les troubles urbains : *« On avait commencé à discuter, y a eu la bibliothèque qui a brûlé, enfin un début d'incendie parce que c'était pas non plus le gros...mais bon, quand même. Et là on s'est dit qu'on peut pas laisser les équipements comme ça. »*²⁵ En dehors de ces « rondes » d'adultes (élus, éducateurs, animateurs, responsables associatifs, parents...), aucune mesure particulière n'a été prise pour protéger les autres bibliothèques de la ville face à d'éventuelles dégradations.

En raison de plusieurs dysfonctionnements internes de direction et certainement d'une volonté municipale, peu de publicité a été faite à cet événement. En effet, une grande partie des enquêtés, en dehors des usagers de cette médiathèque, ne savaient pas ou plus que cette dernière avait été brûlée : *« la médiathèque de la Maison de l'Enfance, vous êtes sûre (qu'elle a brûlé) ? »*, *« c'est sûr qu'ici le maire fait en sorte de minimiser les choses, il ne va pas porter plainte à chaque fois qu'on lui vole sa voiture par exemple »*.

En dehors de l'acte destructeur en lui-même, la destruction de la MME a été particulièrement douloureuse à vivre pour l'équipe qui y travaillait, nous y reviendrons ultérieurement.

Le peu de publicité autour de cet événement peut s'expliquer de différentes façons. Tout d'abord, à l'échelle du réseau communautaire de Plaine Commune, l'attention générale avait été focalisée sur la médiathèque Gulliver dans le quartier Saussaie-Floréal-Courtille à Saint-Denis, en raison des nombreux problèmes de violences, de dégradations et de vols que cette médiathèque avait déjà connus.

« L'équipe de Saint-Denis était très mobilisée sur la sauvegarde de Gulliver, avec des moyens considérables pour Gulliver, alors Gulliver certes a été attaquée, mais tout le quartier, Floréal, tout le quartier était extrêmement chaud ! Puis du coup à La Courneuve, ils ont brûlé un gymnase, la bibliothèque et je sais pas quoi, et quelque part, dans l'imaginaire collectif, c'est presque toujours absent... » Dominique Deschamps²⁶.

²⁵ Extrait d'entretien avec M. Maillot, élu, La Courneuve, avril 2010

²⁶ Dominique Deschamps est directrice de la Lecture Publique à Plaine Commune, entretien réalisé en mai 2010.

Cet incendie n'a pas fait l'objet d'un traitement médiatique local important, puisque seul un encart dans le journal municipal *Regards* a précisé que « *des irresponsables s'en sont pris à la médiathèque de la Maison de l'Enfance, un équipement destiné aux enfants* ».

De plus, même la directrice de la Lecture Publique de Plaine Commune n'a pas été informée des événements, elle l'a appris en prenant spontanément des nouvelles des différentes structures du réseau : « *J'ai pris le téléphone, puis j'ai commencé à appeler tout le monde pour savoir comment ça allait. Et c'est là qu'on m'a dit 'ah bah si, la médiathèque de la Maison de l'Enfance elle a brûlé cette nuit'* ».

Enfin, une inquiétude régnait au moment de l'incendie, suite à une rumeur selon laquelle existait peut-être le projet de fermer cette structure, l'incendie pouvant servir de prétexte pour ne pas rouvrir la structure. Malgré tout, les habitants de quartier usagers de cette médiathèque ne se sont pas mobilisés pour défendre la réouverture, en dehors de quelques parents d'élèves qui ont proposé de faire circuler une pétition si jamais la réouverture était menacée. En revanche, beaucoup d'usagers, enfants comme adultes, sont allés voir l'équipe de la médiathèque.

« Cet incendie n'est pas le fait d'enfants ou d'adolescents courneuviens parce que moi les jeunes...j'ai ma mère qui habite à côté de la bibliothèque et les jeunes sont venus me voir pour me dire 'y a personne ici qui a incendié la bibliothèque', ce ne sont pas des jeunes, les adolescents ou les enfants du quartier et qui fréquentaient cette bibliothèque. Je veux que ce soit bien clair parce que les jeunes ont fait cette démarche, en me court-circuitant en voiture alors que j'allais chez ma mère en me disant 'tu sais Caroline, c'est pas des gens d'ici qui ont incendié ta bibliothèque' ». Caroline

Réactions et interprétations : la douleur et la colère

L'équipe en place a été très marquée émotionnellement par cet incendie, au contraire de la grande majorité de leurs collègues des autres structures du réseau de Plaine Commune. Ces derniers ont en effet trouvé que « c'était désolant », « triste », mais très peu ont compris la détresse de l'équipe de la médiathèque de la Maison de l'Enfance :

« Les collègues n'ont pas compris ce qu'on vivait, ils nous appelaient les 'traumatisées' ». [...]
« ça a été...Même après 2 ans, ç'a été quelque chose de...Moi ça m'a vachement perturbée parce que je venais de prendre mes fonctions, Caroline

était partie au mois d'août, ça s'est passé au mois de novembre et je me suis dit 'c'est toi qu'ils n'acceptent pas'. Après non, parce que j'ai bien vu les réactions des gamins du quartier quand ils ont vu que ça avait brûlé, mais sur le coup oui. En plus cette odeur, c'était choquant. C'était choquant. Même deux ans après, c'est quelque chose... ». Lucie

« Moi, ç'a été un choc terrible. Par contre, j'ai dû aller à la Maison de l'Enfance récupérer mes poissons que je devais récupérer plus tard et qui n'étaient pas morts, mais je n'ai pas pu regarder la porte. Je n'ai pas pu, je n'ai pas pu, je tournais le dos à la bibliothèque, je regardais pas la porte, j'ai récupéré mon aquarium et mes poissons sans me retourner. Je ne pouvais pas voir, longtemps après j'ai vu les caisses de livres là où je faisais mes ateliers d'imprimerie et ça m'a énormément choqué. Ç'a été terrible. Ils ont cassé un carreau et jeté un cocktail Molotov. Et maintenant, ce n'est plus ma bibliothèque. Parce que c'est quelque chose de complètement différent, ils l'ont refaite complètement, l'ouverture n'est plus au même endroit, y a presque plus de livres, maintenant j'y retourne souvent voir mes collègues, mais ce n'est plus ma bibliothèque. » Caroline

Cette douleur a été proportionnelle au degré d'implication des différents professionnels qui ont exercé dans cette structure. Nous avons vu que cette structure a une histoire particulière et a été très marquée par plusieurs figures qui s'y sont succédées. Cet incendie a été très dur à vivre pour les individus qui s'y sont énormément investis et qui ont fini par s'approprier cet équipement. Finalement, cette bibliothèque s'est caractérisée par une double dynamique : d'une part, une appropriation des professionnels qui y ont travaillé, d'autre part, une identification de la bibliothèque à des figures connues et reconnues par la population environnante (« *Les personnes qui travaillent à la bibliothèque sont des personnes bien identifiées et reconnues dans le quartier* »), à tel point que l'attaque contre la bibliothèque peut être vécue comme une attaque personnelle.

« C'est comme un deuil, un deuil propre quoi. Et c'est là qu'il faudrait voir jusqu'à quel point les bibliothécaires peuvent s'approprier leur équipement. » Stanislas

« Jamais je me suis dit qu'on allait avoir des problèmes, dans le global, oui, mais pas nous. Non, pas nous ». Lucie (souligné par nous)

« J'y retourne maintenant, voir mes collègues, mais ça n'a plus rien à voir (...) ce n'est plus ma bibliothèque ». Caroline (souligné par nous)

« C'est sûr que ça doit être dur à vivre, on doit ressentir une grande injustice par rapport à ça, par rapport à un équipement qu'on a porté ». Annie

Si cet incendie n'a pas fait l'objet d'un traitement médiatique local important et n'a pas suscité de grandes émotions ni de prises de paroles chez l'ensemble des professionnels des médiathèques de Plaine Commune, il n'en reste pas moins que cet événement a suscité une certaine émotion chez quelques bibliothécaires qui exercent à La Courneuve et qui connaissent son histoire, ainsi que chez les usagers rencontrés dans le cadre de cette enquête.

Les usagers ont appris l'incendie et la fermeture de la bibliothèque par le bouche-à-oreille.

« J'ai appris que ça avait brûlé ici par le bouche-à-oreille, je le savais pas sinon ». Mme K., usagère de la MME

« C'est des voisins qui me l'ont dit, ils m'ont dit qu'il y avait eu le feu et que c'était fermé ». Mme G., usagère de la MME

Si l'incendie et la fermeture se sont déroulés, on peut le dire, dans une certaine indifférence générale, les quelques bibliothécaires qui connaissaient la bibliothèque et son histoire ont au contraire été très en colère. En effet, deux dimensions, propres à cette bibliothèque, sont apparues dans les entretiens ainsi que dans ma lecture des archives municipales : les livres et l'enfance.

La première douleur concerne la destruction des livres. En effet, beaucoup des bibliothécaires nous ont fait part de leur attachement au livre, ne serait-ce qu'au livre en tant qu'objet. A cet attachement s'ajoute un travail mené sur plusieurs années pour créer une collection, un fonds. Cet attachement à l'imprimé est visible dans la difficulté qu'ont les bibliothécaires à se séparer de certains documents lors des désherbages.

« Tous ces livres qu'il a fallu jeter... C'est dur, parce qu'un livre, c'est comme une naissance ». Julia

« Les gens qui ont brûlé la bibliothèque, c'est parce que pour eux, le livre n'est pas sacré, il y a un désintérêt, c'est pas des usagers ou des grands lecteurs qui ont brûlé la bibliothèque, sûrement pas ! Le livre, c'est très important, ce ne sont pas des gens centrés vers la lecture, ou alors ils voulaient taper gros et ils ont fait ça parce qu'une bibliothèque brûle très vite ». Mme K., usagère de la MME

A cet attachement aux documents s'ajoute la dimension de l'enfance. Cette bibliothèque était, dans l'imaginaire collectif, la bibliothèque des enfants, le seul équipement qui leur était vraiment destiné dans un quartier en manque d'infrastructures à destination de l'enfance et de la jeunesse : *« Y a rien ici pour eux, y a que la bibliothèque, sinon y a rien ».*

dans le quartier. » Cet incendie est donc perçu comme une atteinte à la fois à la culture, aux livres, mais aussi aux enfants, ce qui le rend doublement insupportable.

« Je comprends pas comment ils ont pu faire ça, parce que c'est un endroit fréquenté par leurs petits frères, petites sœurs, ils ont forcément quelqu'un dans leur entourage qui fréquentait ici ». Marguerite

L'enquête menée auprès des personnels des médiathèques de Plaine Commune a permis de souligner différentes hypothèses avancées par les bibliothécaires sur le fait que des bibliothèques puissent être objet de violences, quotidiennes ou lors d'événements : une réponse violente à une violence institutionnelle et/ou culturelle, un geste révélant une violence ressentie face à l'écrit et au livre, un contentieux avec l'équipe, une attaque contre un représentant de l'Etat et donc de l'autorité... Mais dans le cas de la médiathèque de la Maison de l'Enfance, l'incompréhension a été et reste encore aujourd'hui importante, en particulier chez les personnes qui habitent la ville ou qui connaissent le passif de cette structure.

« Mais jamais je me suis dit qu'on allait avoir des problèmes, dans le global oui mais pas nous. Non, pas nous. Parce que les personnes qui travaillent à la bibliothèque sont des personnes bien particulières dans le quartier. Et moi j'en étais arrivée à me dire que c'était un accident, que c'était un truc électrique... Parce que c'était impossible parce que ça ne révèle pas du tout les relations qu'on a avec les gens du quartier ». Lucie

« C'est inexplicable, parce qu'il y avait un travail énorme qui avait été fait, C. était là depuis des années, elle avait vu passer toutes les générations des 3 écoles primaires des 4 Routes, même ceux qui étaient devenus pas très fréquentables, ils n'auraient jamais tiré le sac de Caroline dans la rue ! »
Jean-Paul

Les responsables : des habitants ? Des usagers ?

Sauf erreur de notre part, l'enquête de police n'a jusqu'à aujourd'hui pas réussi à établir l'identité des responsables de cet incendie. Nous avons pu identifier deux positions relatives aux auteurs de l'incendie.

Premièrement, une partie des enquêtés soutient qu'il ne peut pas s'agir d'individus habitant le quartier : si c'étaient des habitants du quartier, ils auraient forcément fréquenté la structure, ce qui, d'après les enquêtés, semble tout à fait incompatible avec le fait de vouloir la dégrader. De plus, nous avons vu que cet équipement a connu très peu d'épisodes de

violences depuis son ouverture dans les années 1970, ce qui rend d'autant plus brutal cet incendie. D'après les propos recueillis lors des entretiens, il semblerait que ce soient des jeunes ou d'Aubervilliers ou du Val d'Oise qui seraient les auteurs de cet acte.

« Alors ce qu'ils m'ont dit, c'est qu'ils avaient vu des voitures avec des jeunes immatriculées dans le 95 et ils disaient 'on va tout brûler', je crois que c'était la veille ou l'avant-veille, ils avaient déjà brûlé des poubelles dehors, et après est-ce que ce sont des jeunes du 95, je ne sais pas...moi ça a été un choc terrible mais ce qui m'a fait du bien, c'est quand on m'a dit 'c'est personne du quartier' et je le crois que c'est personne du quartier parce que tout se sait dans une cité ». Caroline

« Tous les gamins sont passés dans cette bibliothèque, dans les ateliers, c'est pas possible, c'est pas des gens du quartier qui ont fait ça ». Jean-Paul

« J'en étais arrivée à me dire que c'était un accident, que c'était un truc électrique...Parce que c'était impossible, parce que ça ne reflète pas du tout les relations qu'on a avec les gens du quartier ». Lucie

Chez les bibliothécaires qui ont travaillé dans cette structure, le fait que ce ne soient pas des habitants du quartier semble être « apaisant », semble soulager la douleur.

« Moi ç'a été un choc terrible, ce qui m'a fait du bien, c'est quand on m'a dit 'c'est personne du quartier' ». Caroline

Deuxièmement, une autre partie des enquêtés soutient au contraire qu'il devait s'agir d'habitants du quartier, habitués à fréquenter cette bibliothèque, ce qui rend à leurs yeux l'incendie d'autant plus condamnable.

« C'est une vraie institution, la médiathèque de la Maison de l'Enfance, toutes les générations qui y allaient...C'est vrai que c'était une bibliothèque un peu à part mais les gamins qui ont fait ça, ils ont dû forcément faire partie des lecteurs, ou leur père, leur mère, leurs frères et sœurs...C'est ça qu'on n'a pas admis et ça fait mal au cœur ».Marguerite

«Ce sont des utilisateurs de la bibliothèque qui ont brûlé ici parce que c'était pas abîmé alors qu'ils auraient pu. C'était plus contre l'ordre établi que contre l'outil parce que y avait des endroits où c'était détruit totalement. J'ai toujours eu cette certitude que c'étaient des jeunes du quartier ». Mme G., usagère de la MME

Une réaction à une violence institutionnelle, culturelle ?

Concernant les violences orientées contre les bibliothèques et leurs personnels, plusieurs explications nous ont été avancées : cette violence serait une réponse à une violence institutionnelle, la bibliothèque étant représentante de l'Etat dans les quartiers ; une réaction contre une violence d'ordre culturel, la violence de la culture dominante, sérieuse à l'encontre des membres des catégories populaires par le biais des institutions de la culture écrite comme l'école et la bibliothèque...

Il ne semble pas que la dimension culturelle s'applique au cas qui nous intéresse ici. En effet, les différentes personnes rencontrées ont souligné combien le fonds de la bibliothèque était varié, proposant à la fois des romans de gare, des romans sentimentaux, des romans policiers ou encore quelques « classiques ». L'hypothèse d'une violence symbolique de la culture dominante, « légitime » incarnée ici par la bibliothèque à l'encontre des représentants d'une culture plus populaire, qui expliquerait cet acte de violence ne semble pas s'appliquer dans le cas présent. Il faut souligner combien l'équipe de cette médiathèque a toujours voulu créer une proximité entre les habitants du quartier et la lecture, tout en élargissant les activités de la structure en proposant des jeux, des ateliers pratiques en tout genre... Bien que cette structure ait longtemps travaillé avec l'Education nationale, ses bibliothécaires ont toujours revendiqué et défendu la « lecture plaisir », à dissocier de la « lecture contrainte » de l'école. Cette proximité, créée pendant 30 ans, entre les habitants du quartier et cette institution, ajoutée à une politique documentaire volontairement « populaire » au sens de « grand public », laissent penser qu'effectivement, cet incendie n'est pas à lire comme la réponse d'une violence individuelle à une violence culturelle, et n'a pas été commis par des habitants du quartier.

En raison de tout ce passif, les explications invoquées au sujet de l'incendie sont l'emplacement de la structure : « *C'est un endroit isolé, vous n'avez pas de gardien, y a que des immeubles, c'est très facile d'accès* », ou encore le fait que la bibliothèque représente l'Etat, la mairie, le service public :

« Ils ont attaqué la bibliothèque car elle est perçue comme une représentante de l'Etat, cet Etat qui participe à la ségrégation sociale ». Pierre

« C'est deux petits jeunes qu'en avaient rien à foutre, qui ont dit 'on va brûler la bibliothèque, en fait c'est pour emmerder la mairie, l'Etat, la police... » Inès

Enfin, une partie des enquêtés soutient que cet incendie est le résultat du contexte géographique de la bibliothèque ainsi que des motivations des « jeunes ».

« Pour moi, y a pas de logique, ils ont besoin de brûler, ils se défoulent. Puis c'est lié au contexte géographique aussi, c'est isolé, y a pas de gardien, c'était facile de casser un carreau. » Dorine

« Fallait faire quelque chose, c'est une logique entre eux, 'cap, pas cap', il fallait qu'ils se défoulent, parce qu'ils s'ennuient ». Julia

« C'est pour la facilité, il fallait que les jeunes fassent quelque chose et peut-être pour s'en prendre à un équipement municipal. Il fallait que les jeunes fassent quelque chose et c'était symbolique » Mme M., usagère de la MME

On peut conclure ici que les différentes explications avancées par les enquêtés au sujet de l'incendie de la médiathèque de la Maison de l'Enfance n'imputent aucune responsabilité à cette bibliothèque, en tant qu'institution, ni à ses différents professionnels. Cette bibliothèque a subi un incendie, sans rapport avec son fonctionnement, ses activités ou encore son personnel : cet acte de violence semble être le résultat d'un ensemble de circonstances liées à son emplacement et au contexte des émeutes de novembre 2005.

Cet exemple n'en reste pas moins intéressant, puisqu'il montre qu'une bibliothèque comme la médiathèque de la Maison de l'Enfance, qui, semble-t-il s'est volontairement située aux antipodes de la représentation de la bibliothèque comme institution de la culture sérieuse, dominante, peut néanmoins faire l'objet de violences, ce qui aurait tendance à confirmer l'idée de la résistance d'un certain nombre de représentations autour de la bibliothèque et la culture lettrée chez une partie des catégories populaires.

Après l'incendie

La structure a rouvert ses portes le 22 septembre 2007, après deux ans de rénovation pour un coût total de 165 000 euros. Au cours de ces deux ans, l'équipe d'alors s'est investie dans le projet de reconstruction, en participant au choix des plans de la future structure. Cette dernière fait aujourd'hui environ 100 m².

Si l'incendie a eu un écho médiatique local très faible, les informations autour de l'inauguration ont été en revanche très diffusées, à la fois dans le journal municipal *Regards*, le journal mensuel communautaire de Plaine Commune ainsi que dans *Le Parisien*, ce dernier

relatant l'incendie et le programme de la journée d'inauguration de la réouverture. Ce 22 septembre 2007, près d'une centaine de personnes est venue assister aux festivités de l'inauguration : fanfare, atelier de théâtre musical des enfants du Centre dramatique de la ville. Si beaucoup d'anciens lecteurs attendaient avec impatience la réouverture de la MME, nombre d'entre eux ont été surpris par les changements opérés : de 30000 documents imprimés, le fonds est passé à 7 000 documents tous supports confondus (livres, CD, DVD...), avec 4 postes informatiques avec accès à Internet et propose 20 places assises. « *Au début, ç'a été dur, les gens sont rentrés et c'était 'mais où sont les livres ?!* » Lucie

Le fonds de la médiathèque a été considérablement réduit et axé essentiellement sur la jeunesse, la structure ne propose que quelques romans adultes, essentiellement des best-sellers et des romans du terroir. Les animaux, les jeux ont disparu. Si aujourd'hui la structure commence à développer un partenariat important avec les structures environnantes (PMI, crèche, écoles...), une certaine nostalgie a persisté au lendemain de sa réouverture. En effet, la totalité des usagers de la médiathèque de la Maison de l'Enfance rencontrés au cours de l'année 2009-2010 a déclaré regretter l'ancien fonctionnement de la structure.

« Ce qu'il y a, c'est que maintenant, ça fait un peu froid, tout cet espace ».
Mme K., usagère de la MME

« J'emmenais mon fils quand il était petit, au départ c'était pour voir les animaux, c'est dommage qu'il n'y en ait plus, c'était super pour les enfants. Puis ils faisaient l'heure du conte, c'était chouette ». Mme G., usagère de la MME

« C'est désolant de voir cette structure mourir, c'est à peine ouvert, quand on a connu comment c'était, une vraie caverne d'Ali Baba ». Béatrice

« On a perdu, en termes de quantité, et je trouve que c'est aseptisé, c'est mignon, coloré, mais c'est froid, ça fait plus grand, on se sent perdu dans ce grand espace ». Mme K., usagère de la MME

Finalement, cet incendie reste et restera dans la mémoire collective comme un moment de rupture dans l'histoire de cette bibliothèque. Certains y ont vu « un mal pour un bien », provoquant ainsi l'occasion de rénover et moderniser un équipement qui était loin de répondre tant aux normes de sécurité qu'aux attentes des bibliothèques de demain. D'autres, au contraire, y verront les derniers vestiges d'une époque révolue où les livres côtoyaient les animaux, les plantes, les jeux de société... autant de moyens pour désacraliser à la fois une

institution, la bibliothèque, et un objet, le livre, parfois si éloignés des membres des catégories populaires. Cet incendie ne fait que confirmer la complexité du pari engagé par les professionnels des bibliothèques de quartiers : le pari de la démystification d'une institution culturelle qui se veut désormais ouverte et accessible au plus grand nombre.

TROISIEME PARTIE : BIBLIOTHEQUES ET BIBLIOTHECAIRES EN PLAINE COMMUNE

La communauté d'agglomérations Plaine Commune²⁷

Au cours de l'année 1998, 10 villes de la Seine-Saint-Denis s'associent et produisent une charte intercommunale, qui regroupe les villes d'Aubervilliers, Epinay-sur-Seine, La Courneuve, l'Ile-Saint-Denis, Pierrefitte-sur-Seine, Saint-Denis, Saint-Ouen, Stains, Villetaneuse et Pantin. Suite à la loi dite « Chevènement » qui instaure les communautés de communes et d'agglomérations, est créée le 1^{er} janvier 2000 Plaine Commune, communauté de communes qui deviendra un an plus tard une communauté d'agglomérations regroupant 5 villes : Aubervilliers, Epinay-sur-Seine, Pierrefitte-sur-Seine, Saint-Denis et Villetaneuse. En 2003 s'y associent les villes de Stains et de l'Ile-Saint-Denis, rejointes par La Courneuve en 2005. La création de la communauté d'agglomérations Plaine Commune avait pour objectif de redynamiser ces territoires en déclin, fortement touchés par la désindustrialisation. Une modernisation du territoire sur les plans urbain, économique, culturel. Le pari était aussi de créer un pôle attractif de l'Ile-de-France permettant d'améliorer la position de cette partie Nord de la banlieue par rapport aux autres villes de la région parisienne.

Quelques chiffres

- 346 209, c'est la population légale recensée sur le territoire, en 2007, répartie de la façon suivante : 23% de 0-14 ans ; 23,5% de 15-29 ans ; 22,7% de 30-44 ans ; 17,7% de 45-59 ans ; 8,7% de 60-74 ans et 4% de 75 ans et plus. La majorité de la population est constituée par des personnes jeunes, en âge de travailler. Au contraire, les adolescents et les retraités sont peu présents sur le territoire.

²⁷ Les données présentées dans cette partie ont pour source l'Insee (RP 2007 et RP 1999), et le service Etudes et prospections économiques de Plaine Commune.

- 163 041 représente la population active estimée, en 2007 (soit 47,5% de la population).
- 20,3%, c'est le taux moyen de chômage estimé des 15-64 ans sur l'ensemble du territoire en 2007.
- 58,5%, c'est la proportion de foyers fiscaux non imposables en 2007.
- 2,7 ; c'est le nombre moyen de personnes par foyer sur l'ensemble du territoire de Plaine Commune, contre 2,3 pour la région Ile-de-France, en 2007.

En 2006, le territoire de Plaine Commune concentre 136 000 emplois, majoritairement dans les villes de Saint-Denis et Aubervilliers, ce qui représente environ 25% des emplois du département de la Seine-Saint-Denis. Ce territoire a connu un véritable essor en matière d'emplois disponibles depuis 1999, ce dynamisme s'explique en partie par la construction du stade de France et de l'implantation de nombreuses entreprises dans le quartier de la Plaine à Saint-Denis. Depuis 1999, l'offre d'emplois a augmenté d'environ 18% sur le territoire de Plaine Commune, ce qui représente près du double de l'augmentation pour les départements de la Seine-Saint-Denis, les Hauts-de-Seine ou encore la région Ile-de-France. Entre 1999 et 2004, le nombre d'emplois est supérieur au nombre de résidents, puisque le rapport est de 111 emplois pour 100 résidents. Pourtant, le taux de chômage reste important et supérieur aux taux départementaux et régionaux. En mars 2008, le taux de chômage estimé sur le territoire de Plaine Commune est de 11,1% contre 9,2% pour la Seine-Saint-Denis et 6,5% pour la région Ile-de-France (*source : Service Etudes et Perspectives Economiques de Plaine Commune*).

**Proportions des établissements situés sur le territoire de Plaine
Commune, selon le secteur d'activité**

Nombre d'établissements actifs au 31/12/2007	19 597
Part de l'industrie (%)	7,1
Part de la construction (%)	12,6
Part du commerce et des réparations (%)	30,0
Part des services (%)	50,3

Source : Insee, CLAP

Le marché du travail du territoire de Plaine Commune montre un décalage entre l'offre d'emploi et le niveau de qualification de la population. Les offres d'emploi ne correspondent pas vraiment aux qualifications et niveau de formations des populations autochtones. Le niveau de qualification et de formation exigé sont bien souvent supérieurs au niveau de formation des habitants de la communauté d'agglomération de Plaine Commune. Ainsi, les cadres ne représentent que 8% des résidents de Plaine Commune, mais constituent 19% des emplois offerts. Inversement, le nombre d'emplois d'employé et ouvrier est inférieur au nombre de résidents puisque le rapport est de 77 emplois offerts pour 100 résidents. Ces catégories sont surreprésentées parmi les habitants du territoire de Plaine Commune puisqu'elles représentent 72% de cette population, contre 48% en Ile-de-France.

Cette inadéquation entre niveau de formation local et offre d'emploi est à l'origine d'importants flux domicile-travail, une partie importante de la population de Plaine Commune se rendant dans les départements voisins pour leur travail, en particulier à Paris.

Au niveau de la formation, 38,5% de la population de plus de 15 ans non scolarisée et habitant Plaine Commune n'a pas de diplôme, et 32,5% a un diplôme de niveau brevet des collèges ou BEP. De plus, 76% de la population de plus de 15 ans n'a jamais fréquenté un lycée d'enseignement général. Par ailleurs, le territoire de Plaine Commune compte deux universités, Paris 8 et Paris 13 situées respectivement à Saint-Denis et à Villetaneuse. Ces deux universités comptabilisent, à elles deux, près de 42 000 étudiants, tous niveaux de diplôme confondus - ce qui équivaut à plus de 12% de la population totale de Plaine Commune.

Niveau de diplôme le plus élevé de la population de plus de 15 ans non scolarisée du territoire en 2007

Part des titulaires parmi la population de plus de 15 ans non scolarisée	225 464
Aucun diplôme (%)	38,1
Certificat d'études primaires (%)	7,9
Brevet des collèges (%)	6,2
CAP ou BEP (%)	17,9
Baccalauréat ou brevet professionnel (%)	14,7
Diplôme de niveau bac+2 (%)	7,4
Diplôme de niveau supérieur à bac+2 (%)	7,9

Source : Insee, RP 2007 Exploitation principale

Le parc immobilier sur l'ensemble du territoire de Plaine Commune est représentatif de la situation économique et sociale de ce territoire. D'après l'INSEE, en 2007, le statut d'occupation des résidences principales sur le territoire de Plaine Commune se répartit de la façon suivante : 27,1% des résidences principales sont des propriétés ; 70,4,9% sont des locations dont 43,5% sont des locations HLM. Si l'on considère la proportion de logements sociaux, on s'aperçoit que le taux de logements sociaux sur Plaine Commune (46,9%) est bien supérieur à ceux de la Seine-Saint-Denis (36,3%) et de l'Ile-de-France (25,5%), selon les chiffres de la Direction régionale de l'équipement pour 2005. Les 8 villes de la communauté d'agglomérations Plaine Commune ont un taux de logements sociaux supérieur aux taux régionaux et départements, avec en tête les villes de Villetaneuse et de l'Ile-Saint-Denis dont les taux de logements sociaux sont respectivement de 73,4% et 66,8%, en 2005.

La lecture publique

Le transfert de la lecture publique des municipalités à la communauté d'agglomérations est effectif depuis le 1^{er} janvier 2005 et résulte d'un état des lieux préalable soulignant les insuffisances des locaux et des taux de pénétration de l'ensemble des bibliothèques du territoire. Le transfert des compétences en matière de lecture publique des municipalités à la communauté d'agglomération Plaine Commune avait pour objectif la

construction de 20 000 m² de bâtiments, une modernisation des services, la mutualisation et la mise en réseau des documents et ressources.

Les missions de la mise en réseau sont les suivantes, telles qu'elles ont été définies par la Charte des médiathèques de Plaine Commune, délibérée lors du Conseil Communautaire du 16 décembre 2004 :

- « Mettre en œuvre un accès équitable des habitants aux documents et services proposés par les médiathèques, afin de favoriser :
 - la pratique personnelle en matière de culture mais aussi de loisirs,
 - la construction de références communes et de l'esprit critique et citoyen,
 - la formation individuelle et l'auto-formation.

- Contribuer à l'attractivité du territoire :
 - participer à l'aménagement des quartiers par l'implantation des médiathèques dans des projets urbains structurants,
 - contribuer au maillage du territoire en matière d'équipements ».

Le réseau de bibliothèques regroupant l'ensemble des bibliothèques municipales se constitue donc à partir de 2005 et, dans son site, présenté ainsi par la communauté d'agglomération : « Depuis le 1er janvier 2005, la compétence de la lecture publique a été transférée à Plaine Commune par les villes de l'agglomération. Cela représente aujourd'hui un réseau réparti sur les huit villes et comprenant : **23 bibliothèques ou médiathèques, 3 bibliobus, 45 000 usagers, 1 million de documents** (50 000 nouveautés par an). Ces structures sont **ouvertes à tous** et vous offrent livres, revues, journaux, BD ou encore CD et films... Elles fonctionnent désormais en réseau. Cela signifie concrètement que **quel que soit votre lieu d'inscription, vous pouvez emprunter et réserver dans n'importe laquelle des 23 médiathèques** des 8 villes de Plaine Commune. »²⁸

Le passage à Plaine Commune a permis à des villes qui n'avaient plus les moyens de monter en puissance, de se mettre à jour et d'envisager la construction de nouvelles médiathèques qu'elles avaient parmi leurs projets depuis des années. Les bibliothèques étaient vieillissantes et étaient en train de s'appauvrir dans un mouvement qui semblait accompagner le déclin des quartiers où elles se trouvaient. Et les bibliothécaires en sont conscients : « *C'est*

²⁸ Site de l'agglomération consulté le 2 juillet 2010 : www.plainecommune.fr

vrai que Plaine Commune nous a permis aussi d'autres choses quand même, dans le sens où petit à petit les villes étaient en train aussi de perdre, petit à petit... Par exemple, au niveau de Stains, chaque année c'était un budget en diminution donc, ça aussi, c'est-à-dire que le budget de fonctionnement des médiathèques chaque année diminuait. A un tel point qu'on a été les dernières années, on a énormément touché au niveau des périodiques, le nombre a bien diminué, on commençait petit à petit à diminuer l'argent qu'on avait pour les livres et les CD... Alors que Plaine Commune a permis de rester à niveau. »

Pendant la période où nous avons réalisé notre enquête, de nouvelles et très modernes médiathèques avaient déjà été inaugurées, d'autres ont suivi ou sont en cours de construction. A Saint-Denis, les médiathèques Gulliver, à l'intersection des quartiers Saussaie-Floréal-Courtville, Don Quichotte, dans le quartier de La Plaine, et le Centre de ressource lecture Aladin dans le quartier Romain Rolland ; à Stains, la fermeture de la bibliothèque Jules Vallès et l'ouverture de la médiathèque du Temps libre²⁹. Ces constructions se sont inscrites dans le cadre de projets de « rénovation urbaine » des quartiers respectifs. Dans le cas de Gulliver et de la médiathèque du Temps libre, les nouveaux équipements ont remplacé des bibliothèques anciennes qui étaient situées dans des locaux inadaptés, obscurs, vétustes, difficiles à trouver, avec les grilles soudées aux cadres des fenêtres (comme dans le cas de l'ancienne bibliothèque Jules Vallès à Stains) ou avec des parties inutilisables suite à des dégâts des eaux (comme dans le cas de la bibliothèque Romain Rolland à Saint-Denis).

Cette politique très active d'investissement par la rénovation ou la construction de nouvelles bibliothèques se fait également par une incitation très forte à la rationalisation des collections en vue de proposer une offre plus adaptée au public potentiel des quartiers. En effet, le principal souci des autorités est la faible connexion entre les bibliothèques et leurs quartiers. Connexion qui trouve une mesure claire : le taux d'inscrits aux bibliothèques, ce qui dans le jargon de la lecture publique se dit « le taux de pénétration ». Seul 10% de la population des villes de l'agglomération sont inscrites dans les bibliothèques municipales, et ceci paradoxalement dans des bibliothèques qui possèdent des collections très riches (si on compte le nombre de volumes) et très anciennement implantées³⁰. Ainsi, la bibliothèque d'un

²⁹ La médiathèque Gulliver était ouverte depuis 2004, Don Quichotte, Aladin et la médiathèque du Temps libre furent inaugurées pendant notre enquête. Plaine Commune annonce que : « D'ici 2015, Plaine Commune construit 4 médiathèques d'environ 2500 m2 chacune et 2 équipements de proximité de 800 m2 ce qui contribue à l'aménagement des quartiers et au maillage du territoire en matière d'équipements. De plus la Communauté d'agglomération rénove chaque année un des équipements transférés par les villes. » Source : <http://www.mediatheques-plainecommune.fr/opacwebaloes/index.aspx?IdPage=98> , consulté le 25 mars 2010.

³⁰ Ce taux est en augmentation, il était de moins de 9% en 2008. Rappelons que le taux est de 15,45% pour la moyenne nationale des bibliothèques municipales. Dans le cas de Plaine commune, le taux descend de façon

quartier de 6 000 habitants pouvait avoir une collection de plus de 35 000 livres, 8 000 disques en vinyle et 5 000 CD et se trouver pratiquement désertée, notamment par le public adulte. Il faut ajouter à cette situation le fait de l'ancienneté du personnel. Dû probablement à un faible recrutement, si on considère le personnel présent avant le transfert à Plaine commune, l'âge moyen des bibliothécaires était de près de 47 ans (femmes et hommes confondus), plus de 42% des interviewés étaient âgés de plus de 50 ans et seulement 2 personnes avaient moins de 35 ans au moment de l'enquête. En moyenne, ces personnes travaillaient dans les bibliothèques depuis plus de 19 ans et 40% des interviewés travaillaient en bibliothèque depuis plus de 20 ans. 33% de nos interviewés travaillaient dans la même bibliothèque depuis plus de 15 ans.³¹

Les bibliothèques de ces villes communistes bénéficient, dans l'univers de la lecture publique, d'une bonne réputation dues à un investissement pionnier dans la lecture publique et dans la création des bibliothèques de quartier. Cependant, au moment du transfert de l'orbite municipale vers celle de la communauté d'agglomérations, les bibliothèques ressemblent plutôt à l'image de la bibliothèque poussiéreuse, vieillie, peu adaptée aux nouvelles exigences imposées par le changement des pratiques culturelles, des nouvelles technologies. C'est l'occasion de la mise en place d'une nouvelle politique de lecture publique qui répond aussi à un changement dans la vision des quartiers de la part des autorités, à un changement dans la vision qu'ils ont des populations et du rôle que les bibliothèques doivent y jouer. C'est dans ce sens qu'à la montée en puissance de l'action publique, suite à l'augmentation du budget, s'ajoute une dynamique de « modernisation ».

Caractéristiques de l'enquête par entretiens

Le travail présenté ici repose pour une grande partie sur une série de 75 entretiens dont la plupart a été réalisé entre octobre 2008 et juin 2009 dans les locaux de 20 des 23 bibliothèques du réseau visitées, et dans les 8 villes qui composent la communauté d'agglomérations. Ces entretiens, d'une durée d'une à deux heures chacun, ont été retranscrits et ont fait l'objet d'une analyse approfondie individuelle (pour chaque entretien) puis, d'une analyse en série afin de tirer quelques constantes et pourcentages. Pour des raisons de respect

importante quand on enlève les enfants, c'est-à-dire les publics « jeunes » : 47% des inscrits en bibliothèque ont moins de 14 ans.

³¹ Voir annexe statistique pour plus de précisions.

des interviewés, les entretiens ont été anonymes et, lorsque les propos des interviewés sont cités, les noms des personnes ont été changés. Les enquêteurs ont suivi un guide d'entretien « semi-directif » qui a permis de standardiser les interviews et que nous proposons en Annexe.

Principales caractéristiques de l'échantillon

32 personnes ont été interviewées par Noémie Cirencien (25 femmes, 7 hommes)

34 personnes ont été interviewées par Charlotte Perrot-Dessaux (22 femmes, 12 hommes)

9 personnes ont été interviewées par Denis Merklen (7 femmes, 2 hommes)

TOTAL 75 personnes interviewées, dont 54 femmes (72%), sur un total de 200 bibliothécaires travaillant dans les bibliothèques du réseau.

Age

Age moyen des interviewés : 41 ans (dont 31% qui avait 50 ou plus et 16% qui avait moins de 30 ans).

Age moyen des femmes : 41 ans et 5 mois (la plus jeune avait 21 ans ; la plus âgée, 60 ans)

Age moyen des hommes : 39 ans et demi (le plus jeune avait 22 ans ; le plus âgé, 51 ans)

Si on enlève les 18 personnes arrivées depuis moins de 5 ans, l'âge moyen monte à près de 47 ans (femmes et hommes confondus). Plus de 42% des interviewés étaient âgés de plus de 50 ans et seulement 2 personnes avaient moins de 35 ans au moment de l'enquête.

Catégories des personnes interviewées selon hiérarchies du personnel de la fonction publique

- 24 agents catégorie C (32%) – le réseau compte 50% d'agents dans cette catégorie.

- 20 agents catégorie A, responsables de structure ou conservateurs (27%).

- 31 agents catégorie B (41%)

Note : les écarts entre notre échantillon et l'ensemble des personnels provient notamment du fait que nous avons interviewé la totalité des directeurs des 20 bibliothèques visitées, ce qui donne plus de poids dans notre échantillon aux agents de catégorie « A » ou responsables de structure.

Ancienneté en bibliothèque : 15 ans et 5 mois en moyenne. Si on enlève les 18 personnes arrivées depuis moins de 5 ans, la moyenne montait à 19 ans et 3 mois. 40% des interviewés travaillait en bibliothèque depuis 20 ans ou plus.

Ancienneté dans l'équipement : 10 ans (dont 33% travaillait dans la même bibliothèque depuis 15 ans ou plus).

Quelques caractéristiques des interviewés cités dans le rapport

Prénom *	Age	Catégorie	Ancienneté **
Michel	43	B	??
Emilie	35	B	12
Isa	52	C	18
Florence	38	C	19
Marie-Christine	??	B	14
Alain	50	B	18
Edith	37	B	14
Agnès	52	A	30
Baptiste	48	B	6
Sylvie	31	C	8
Marguerite	48	B	24
Danièle	27	B	1
Jean-Paul	50	B	20
Ninon	48	B	10
Juliette	50	B	34
Lucie	28	B	4
Inès	46	C	17
Stéphanie	40	C	15
Pierre	28	C	3
François	48	B	6
Arthur	43	C	16
Josiane	53	A	30
Charlène	39	B	20
Brigitte	46	B	25
Joseph	30	A	2
Valérie	36	C	15
Marine	32	B	8
Romain	39	A	8
Charlotte	56	C	??
Cécile	48	A	25
Dorine	26	C	2
Susie	56	A	28
Sylvain	36	C	2
Salim	??	C	3
Caroline	62	B	38
Julia	43	C	21
Annie	54	B	15

*Les prénoms ont été changés, sont indiqués ici les prénoms fictifs avec lesquels nous les avons identifiés dans le texte.

** Temps depuis lequel la personne travaille en bibliothèque.

Les 20 bibliothèques visitées dans 8 villes - plus un bibliobus

(Le réseau compte 23 médiathèques ouvertes en moyenne 18h par semaine (section adultes) et 3 bibliobus – ensemble les 23 médiathèques comptent 850 000 documents, 50 000 nouveautés par an³²).

Aubervilliers

André Breton : Tout public. Livres, revues, livres K7 et livres CD, Internet. En jeunesse : CD, VHS, DVD. La bibliothèque est ouverte 18h par semaine (adultes) et 12h par semaine (jeunesse).

Saint John Perse : Tout public. Livres, revues, livres K7 et livres CD, VHS, DVD, espace multimédia, Internet. En jeunesse : CD. La bibliothèque est ouverte 24h par semaine (adultes) et 14h par semaine (jeunesse).

Paul Eluard : Public 0-14 ans. Livres, revues, livres K7 et livres CD, Internet, CD, VHS, DVD. La bibliothèque est ouverte 12h par semaine.

Henri Michaux : Tout public. Livres, revues, livres K7 et livres CD, Internet. En jeunesse : CD, VHS, DVD. La bibliothèque est ouverte 21h par semaine (adultes) et 12h par semaine (jeunesse).

Epinay-sur-Seine

Albert Camus : Tout public. Livres, revues, livres K7 et livres CD, DVD, Internet, espace multimédia. La bibliothèque est ouverte 21h par semaine. Population cible : 11 000 habitants.

Jeunes Centre : Public 0 - 14 ans. Livres, revues, livres K7 et livres CD, Internet. La bibliothèque est ouverte 16h par semaine.

Pierre Mendès France : Public 14 ans et plus. Livres, revues, livres K7 et livres CD, espace multimédia, CD, Internet. La bibliothèque est ouverte 15h par semaine.

Jules Vallès : Tout public. Livres, revues, livres K7 et livres CD, Internet. La bibliothèque est ouverte 21h par semaine (adultes) et 4h par semaine (jeunesse).

Île-Saint-Denis

Elsa Triolet : Tout public. Livres, revues, Internet. En jeunesse: livres K7 et livres CD. La bibliothèque est ouverte 16h par semaine (adultes) et 5h30 par semaine (jeunesse).

Jean Lurçat : Tout public. Livres, revues, Internet. En jeunesse: livres K7 et livres CD. La bibliothèque est ouverte 5h par semaine (adultes) et 5h30 par semaine (jeunesse).

La Courneuve

John Lennon : Tout public. Livres, revues, livres K7 et livres CD, CD, VHS, DVD, espace multimédia, Internet. La bibliothèque est ouverte 24h par semaine (adultes) et 5h30 par semaine (jeunesse).

³² Données tirées du site du réseau des médiathèques de Plaine commune : <http://www.mediatheques-plainecommune.fr/> Consulté le 10 mai 2010.

Champagnole : Tout public. Livres, revues, livres K7, CD, partitions musicales, Internet. La bibliothèque est ouverte 23h par semaine (adultes) et 5h30 par semaine (jeunesse).

Maison de l'enfance : La médiathèque de la maison de l'enfance est un équipement destiné au jeune public et lie la parentalité à ses activités.

Cette médiathèque a rouvert ses portes en septembre 2007 après 2 ans de fermeture suite à un incendie en 2005. D'une surface de 100 m² totalement rénovée, elle offre une vingtaine de places assises, un espace multimédia de 4 postes avec accès Internet, 5 000 documents destinés en priorité au jeune public. On y trouve des livres, des revues mais aussi des CD et DVD pour tout public. Elle est ouverte 19h par semaine (adultes) et 5h30 par semaine (jeunesse).

Pierrefitte-sur-Seine

Jacques Duclos : Tout public. Livres, revues, livres CD, DVD, Internet. La bibliothèque est ouverte 16h par semaine (adultes) et 5h30 par semaine (jeunesse).

Saint-Denis

Centre-ville : Tout public. Livres, revues, CD, VHS, DVD, espace multimédia, Internet, ressources patrimoniales. La bibliothèque est ouverte 25h par semaine (adulte) et 6h par semaine (jeunesse).

Gulliver : Tout public. Livres, revues, CD, DVD, espace multimédia, Internet. La bibliothèque est ouverte 17h par semaine.

Don Quichotte : La médiathèque Don Quichotte est la toute première bâtie par Plaine commune dans le cadre de son programme de construction sur l'ensemble du territoire de la communauté d'agglomération.

Elle est aussi la deuxième des trois médiathèques de proximité à voir le jour à Saint-Denis. Déjà au début du 20^{ème} siècle existait dans le quartier une bibliothèque populaire créée par la société Franklin et municipalisée en 1934. Avec un coût global de 2,9 millions d'euros, la nouvelle médiathèque a une surface de 600 m² et propose des collections diversifiées sur un plateau unique favorisant la circulation des publics. Le fonds documentaire est de 13 000 livres, 70 titres de journaux, 2300 CD et 2000 DVD. 6 postes permettent un accès à internet. La médiathèque Don Quichotte a été inaugurée en septembre 2007. La bibliothèque est ouverte 19h30 par semaine.

CRL Aladin : Le centre ressource lecture Aladin situe l'enfant au cœur de sa démarche et propose des projets innovants avec l'Ecole pour favoriser la réussite scolaire.

Il est installé au premier étage de l'ancienne bibliothèque Romain Rolland, dans des locaux rénovés. Le rez-de-chaussée du bâtiment accueille la maison de quartier Mutuelle. Conçue par le Cabinet Dédale (MM. Baroin et Pimienta) pour un coût de rénovation de 415 000 euros, la médiathèque Aladin a une surface de 171 m², contenant un fonds documentaire de 6 000 livres complété par 6 postes informatiques multimédia. Elle est ouverte au public 9h par semaine et accueille des groupes 14h par semaine. La médiathèque a été inaugurée décembre 2007.

Stains

Saint Just : Public 0-14 ans. Livres, revues, livres K7 et livres CD, DVD, VHS, espace multimédia, Internet. La bibliothèque est ouverte 12h par semaine.

Jules Vallès : devenue **La Médiathèque du Temps libre** : La médiathèque du Temps libre est un équipement de proximité de 300 m², situé à l'intérieur de la Maison du temps libre à Stains.

Au cœur du quartier du Clos Saint Lazare, la Maison du temps libre accueille également le centre social municipal, une ludothèque, une salle polyvalente et des locaux associatifs.

La médiathèque propose des livres, des revues et journaux, des CD, mais aussi des DVD pour tous les âges. Accessible sur un unique plateau, les 13 000 documents s'adressent à tous les publics. Elle accueille les fonds communautaires en langue turque. Un espace multimédia doté de 11 postes informatiques ouvert à tous offre des accès Internet, des outils de bureautique, ainsi que des méthodes de langue. La médiathèque est ouverte 20h par semaine. La médiathèque du Temps libre a ouvert ses portes en juin 2009.

Louis Aragon : Public de + de 14 ans. Livres, revues, livres K7 et livres CD, DVD, Internet, espace multimédia. La médiathèque est ouverte 20h30 par semaine.

Villetaneuse

Jean Renaudie : Tout public. Livres, revues, Internet. En jeunesse : livres K7 et livres CD. La médiathèque est ouverte 22h par semaine.

Max-Pol Fauchet : Tout public. Livres, revues, Internet. La médiathèque est ouverte 13h par semaine.

Selon ces données, les médiathèques de Plaine commune sont ouvertes au public (pour la « Section adultes ») en moyenne 18,94 heures par semaine, quand la moyenne nationale pour les bibliothèques municipales était de 19h57 en 2007 (selon la Direction du livre et de la lecture, « Données d'activités », des bibliothèques municipales - Synthèse nationale,).

Nombre d'inscrits en bibliothèque selon ville

Ville	Population ¹	Nombre d'inscrits ²	Pourcentage ³
Aubervilliers (4 bibliothèques)	74 038	6 642	8,97 %
Epinay-sur-Seine (4 bibliothèques)	51 922	4 598	8,85 %
Ile-Saint-Denis (2 bibliothèques)	7 254	612	8,43 %
La Courneuve (3 bibliothèques)	37 347	3 269	8,75 %
Pierrefitte-sur-Seine (1 bibliothèque)	27 662	1 716	6,2 %
Saint-Denis (4 bibliothèques)	98 937	11 103	11,22 %
Stains (3 bibliothèques)	34 887	3063	8,78 %
Villetaneuse (2 bibliothèques)	12 025	1 082	8,99 %
Total⁴	344 072 (Dont 47% sont mineurs de 15 ans)	32 085	9,32 %

¹ Selon le recensement de 2006, INSEE.

² Nombre d'usagers actifs, « ayant emprunté une fois au moins dans l'année », 2009. Données Direction de la lecture publique, *Rapport annuel d'activité, 2009 – Plaine Commune*

³ Pourcentage de lecteurs inscrits dans l'ensemble des bibliothèques de la ville sur population totale.

⁴ Totaux hors bibliobus. Prenant en compte les 3 bibliobus (gérés par les services centraux de Plaine commune, 1 326 inscrits), il y a eu 33 411 inscrits en 2009, ce qui représente 10% de la population totale des huit villes de l'agglomération.

CONCLUSION : CE QUI « MARCHE » ET CE QUI « FAIT VIOLENCE ».

Les bibliothécaires qui ont la vision la plus positive de leur travail, ceux qui sont portés par l'espoir et qui accordent une véritable valeur à la mission de la bibliothèque (l'immense majorité des bibliothécaires !), ceux qui parient sur l'avenir des bibliothèques dans les quartiers, voient celles-ci comme de véritables centres sociaux. Beaucoup affirment l'action de la bibliothèque à la fois grâce à une adaptation à la réalité (culturelle) des classes populaires d'aujourd'hui (qui les différencie de celles du passé), à une volonté de sortie des bibliothécaires hors des murs de la bibliothèque, et au partenariat avec les autres acteurs présents sur les quartiers. La bibliothèque se présente ainsi comme un vecteur de renforcement de l'« inscription territoriale » des classes populaires³³. La bibliothèque amènerait la société dans le quartier et permettrait à ses habitants de se projeter au-delà des limites d'une situation d'enfermement. Ainsi, une bibliothécaire d'Aubervilliers décrivait le rôle important que joue la bibliothèque dans l'accompagnement des enfants du quartier qu'elle observe en situation d'errance voire d'abandon, « surtout l'été, quand toutes les structures sont fermées et les enfants n'ont plus où aller ». La bibliothèque devient ainsi « une force du quartier » à côté des autres institutions, nombreuses : une maison de l'enfance, un centre de loisirs, une école maternelle et une école primaire, un collège, une coordination du quartier de la mairie, une association artistique. Au-delà de leur rôle classique, les bibliothèques que nous avons visitées vont sortir des murs et vont aller même jusqu'à « accompagner des enfants sur Paris, en RER, une découverte pour eux, voir une exposition Jacques Prévert à la mairie de Paris, parce qu'ils ne savent même pas ce que c'est de prendre le RER, ils vont découvrir ». Or, il est vrai que cette « sortie » a pour effet de déstabiliser le rôle du bibliothécaire tellement ces dynamiques sont hétérogènes et étrangères aux représentations classiques d'un métier essentiellement conçu autour du livre. Un autre bibliothécaire, nous raconte comment, face à un vol, il est simplement sorti de la bibliothèque pour aller vers le gymnase où il savait qu'il trouverait les auteurs du vol. Il les a interpellé en leur disant fermement que « je veux que dans l'après-midi vous me rameniez les soixante-quinze euros qui manquent », ce qu'ils ont fait ; et il ajoute aussi que « si j'avais porté plainte, ça aurait merdé ».

Or, comme la plupart des bibliothécaires observent les quartiers à partir d'une image de l'autre (y compris lorsqu'ils y habitent !), cet « autre » va beaucoup influencer les idées

³³ Sur la notion d'« inscription territoriale » des classes populaires, voir Denis Merklen : *Quartiers populaires, quartiers politiques*, Paris, La Dispute, 2009.

d'ouverture de la bibliothèque. L'altérité est pensée par référence au passé d'un « populaire » dominé par une « classe ouvrière » idéalisée, et surtout en référence à une présence culturelle représentée par des images « ethniques ». C'est ainsi que lorsque les bibliothécaires nous rapportent « *ce qui marche* », c'est-à-dire ce qui attire le plus de public, les bonnes actions se résument à quelques centres d'intérêt bien définis : la culture hip-hop, la question raciale et du racisme, la culture « *d'origine* » (le plus souvent présentée comme une culture non lettrée dans les topiques de la danse, la musique, la cuisine...). Parfois, lorsqu'ils parlent de la problématique au cœur des bibliothèques (le manque d'intérêt du public « adulte »), « *ce qui marche* » sont les activités culturelles pour enfants, la littérature pour retraités (romans du terroir, romans de cœur) et le sport (représenté dans la lecture de « L'Equipe »).

Face à la question « pensez-vous que la bibliothèque peut-être source de violence, que la bibliothèque peut faire violence à quelqu'un ? », environ un tiers des bibliothécaires a répondu positivement en faisant un lien entre « *la violence* » et « *la culture* », « *le livre* » ou « *les classiques* ». Ainsi quelqu'un a répondu à cette question par un « *c'est vrai qu'on a d'autres choses que des classiques* ». L'idée est double. D'une part que « *le livre* » et notamment « *les classiques* » peuvent faire violence ou susciter la violence. D'autre part qu'il y a une association la culture-le livre-les classiques-les élites. Dans cette interprétation, les bibliothécaires actualisent cette représentation selon laquelle il y a une forme de production culturelle (« *la culture* ») qui fait violence aux classes populaires des quartiers. La plupart du temps, l'idée est que les bibliothèques font violence aux habitants en provoquant un sentiment de dépossession :

- A votre avis pourquoi les jeunes prennent pour cible la bibliothèque ?

- « *Bah parce qu'ils sentent certainement que c'est pas un lieu pour eux. Ils n'ont pas leurs repères. De toute façon les jeunes qui viennent, c'est que déjà ils sont exclus un petit peu de l'école, donc l'école n'est pas pour eux, la bibliothèque n'est pas pour eux, bon voilà, chez eux, c'est pas pour eux non plus. [...] C'est un lieu pour eux trop étranger pour eux... C'est pas ce qu'ils aimeraient y trouver, c'est une agression, c'est des livres. Et des livres pour y entrer dedans, pour être à l'aise dans un endroit comme ça il faut être apaisé dans sa tête, ne pas avoir de soucis. Ou même oser pousser la porte et même s'ils ne prennent pas de livres, y en a certains qui sont là pour parler, pour avoir un peu de... avant de rentrer à la maison, pour parler, pour faire leurs devoirs, pour avoir de l'aide et puis avoir un regard qui ne juge pas, qui pense, qu'on ne le juge pas. » Marie-Christine*

Le problème se présente encore une fois de façon profondément ambiguë et, en conséquence, alimente une tension. D'un côté, l'association « bibliothèque-classiques de la littérature » renvoie à la représentation d'une « élite » qui traiterait avec mépris des classes populaires auxquelles il faudrait reconnaître simplement d'autres intérêts, d'autres priorités et, *in fine*, d'autres goûts. Alors, les bibliothèques de Plaine Commune participent à l'évolution générale des bibliothèques publiques qui depuis une vingtaine d'années déjà deviennent « médiathèques », diversifient leurs collections, entourent le roi livre d'une multitude d'autres supports qui représentent autant de consommations culturelles s'imposant dans le marché et dans l'évolution des médias. BD, mangas et disques de rap ont trouvé leur place, dans les coins presse se côtoient la plus part du temps *Le Monde* et *L'Equipe*, les livres de bricolage, les manuels d'apprentissage de langues, de cuisine ou pour la recherche d'un emploi semblent avoir bien déplacé le roman des prix Goncourt, la philosophie, la sociologie et la psychanalyse. C'est le sens de la campagne d'affiches sur le thème de « *C'est gratuit !* » et de « *C'est pour tous* » qui a occupé l'espace public des huit villes du réseau et que nous avons citée plus haut. Cette évolution dans la conception des collections, les bibliothécaires la présentent de plusieurs façons. Certains pensent qu'il faut plus de livres « *grand public* » ou ce qu'ils appellent aussi « *livres d'appel* », c'est-à-dire des livres pratiques (manuels, par exemple, livres de langue, de cuisine ou de bricolage) et plus proches du goût des habitants : « *que les gens trouvent à la bibliothèque ce qu'ils ont déjà à la maison* ». Ces nouveautés s'opposent à une conception jugée ancienne, centrée sur la littérature, mais également autour du « *beau livre* », de ce qui n'était pas à la maison. Maintenant, l'espoir qui se trouve derrière le « *livre d'appel* », c'est qu'il serve d'appât pour amener les lecteurs de leur maison à la bibliothèque et du livre pratique à la culture lettrée.

Or, comme nous l'avons vu, dans un cadre de mutations multiples et dans un univers très réflexif comme celui des bibliothécaires, cette position se trouve à son tour contestée par tous ceux qui pensent que sans visée éducative, la bibliothèque perd son âme et sa raison d'être. De l'autre côté, il y a effectivement l'idée que la culture serait vécue de telle façon qu'elle « fait violence » aux habitants, mais ce serait un sentiment quelque part sinon illégitime, au moins irréal de la part de ces derniers. L'idée, c'est qu'une politique de médiation adéquate, qu'un travail d'éducation approprié devraient rapprocher les habitants des quartiers de la culture et leur donner des armes plus sophistiquées pour faire face à une

situation de domination dans le cadre de laquelle la culture constitue avant tout un enjeu politique.

Le principal problème auquel doit faire face la bibliothèque au moment d'aller vers les classes populaires résulte du fait qu'elle désocialise, et ceci sur plusieurs plans. Premièrement, parce que la lecture exige l'isolement, la concentration. Quand on est à côté de quelqu'un qui lit, on sent qu'il est ailleurs, qu'il n'est pas avec nous. Deuxièmement, la lecture renvoie celui qui ne lit pas à son image d'exclu. Et du coup, celui qui lit peut se trouver renvoyé à l'extérieur du groupe. Troisièmement, la lecture casse les collectifs qui, dans les quartiers, se constituent massivement sur d'autres pratiques plus grégaires où le partage n'est pas différé, comme dans le cas de la lecture à des références communes. Le partage est ici un être ensemble immédiat, en train de faire ensemble. Enfin, parce que dans la conjoncture actuelle, la culture écrite – et en ceci la bibliothèque rejoint l'école – est l'une des voies principales par lesquelles certains réussissent à « s'en sortir ». C'est-à-dire à s'inscrire dans une dynamique de promotion sociale qui extrait certains (les « meilleurs » ?) du groupe d'appartenance. Ce sont ceux qui ont le plus de chances de quitter le quartier et souvent de s'éloigner de leur milieu et même de leur famille. Paradoxalement, ce travail de promotion contribue fortement à ce départ des « couches moyennes » dont on a entendu beaucoup de bibliothécaires dénoncer les effets d'appauvrissement des quartiers où finiront par se concentrer ceux qui seront restés .

C'est pourquoi le lecteur en milieu populaire suscite une sanction de la part du groupe qui naturellement se défend de ce qu'il perçoit comme une menace à sa cohésion. Et la bibliothèque, avec l'école, sont les agents extérieurs qui amènent des pratiques et des voies de socialisation incitant certains à quitter le groupe.

-« Ils ont du mal à devenir autonomes, à s'isoler, à être seuls avec un livre, après, à un moment donné, lâcher l'album et aller vers les premières lectures, les premiers romans. C'est quelque chose qu'ils ont beaucoup de mal à faire, peut-être qu'on leur a donné une mauvaise habitude, à toujours les accompagner, à lire. C'est vrai que c'est des enfants qui sont beaucoup dans un rapport, ils fonctionnent beaucoup en groupe, ils viennent à plusieurs, ils font leur devoirs, ils sont tous agglutinés sur une même table, ils ont beaucoup de mal à être seuls. La lecture est un plaisir solitaire, il faut être, il faut avoir cette capacité à s'isoler, à rentrer un peu en soi pour plonger dans l'histoire. C'est quelque chose, je pense, qu'ils ont énormément de mal à faire. C'est vrai que, là-dessus, ils ne sont pas forcément bons lecteurs. Bon c'est sûr qu'ils ont un niveau de lecture assez faible. » Emilie.

Vous

Comment est-vous venu à être bibliothécaire ? Quelle est votre formation/diplôme ?

Qu'est-ce qui vous a poussé vers le monde du livre ? *Faire parler la personne de son parcours, récit de vie en rapport à son engagement actuel. Ses parents (sa famille) : un engagement politique/social/culturel ? Origines sociales. Géographiques ?*

Comment êtes-vous arrivé dans cette bibliothèque ? Comment a eu lieu le recrutement ? Y a-t-il eu un entretien d'embauche, vous rappelez-vous des questions qui vous ont été posées ?

Depuis quand travaillez-vous ici ? Où travailliez-vous avant ? Où voudriez-vous éventuellement travailler ?

Décrivez nous un peu votre travail : poste, fonctions, responsabilités, temps de travail, tâches.

Qu'est-ce que vous aimez le plus et qu'est-ce que vous aimez moins dans votre travail ?

Le quartier

Pourriez-vous nous décrire le quartier ? Si vous deviez décrire le quartier à un étranger, comment le feriez-vous ?

Qui sont les habitants du quartier ? *Quel type de gens habite le quartier ? Y a-t-il différents types de jeunes dans le quartier ? Pourriez-vous les décrire ?*

Quelle a été votre impression lorsque vous êtes arrivé pour la première fois dans le quartier ?

Quelles institutions sont présentes dans le quartier (école, collège, lycée, police, églises, maison de quartier, antenne jeunesse, ludothèque, associations, partis politiques...) ?

Comment le quartier a-t-il évolué dernièrement ? Pourriez-vous nous raconter l'histoire du quartier ? *Regarder quelle périodisation il fait, quels thèmes il choisit.*

Quelles divisions voyez-vous à l'intérieur du quartier ?

Quelle est la place des immigrés (et des étrangers) ? Sont-ils majoritaires ou minoritaires ? Pourriez-vous nous parler des rapports interethniques ? Y-a-t-il des divisions interethniques entre des différents groupes, lesquelles ? Comment elles sont visibles ?

Pourriez-vous décrire sa jeunesse, les jeunes du quartier ?

Y-a-t-il des exclus ? Qui sont-ils ?

Si j'étais un chercheur étranger et que je vous demandais de décrire la culture populaire aujourd'hui en France telle que vous la voyez depuis la bibliothèque, comment la décririez-

vous ? Et du point de vue des jeunes ? (*Rap, Hip-hop, cultures de rue, tags, graffitis,...*). En quoi a-t-elle évolué au cours des dernières années ? Est-ce qu'elle est en cours d'évolution ? En quoi cette culture émergente se différencie-t-elle de la traditionnelle culture des quartiers ? Qu'est-ce que les jeunes lisent (presse, livres, mangas, BD...) ?

Qui sont les « intellectuels » du quartier ? (militants, religieux, membres d'associations, artistes, musiciens...)

Quel est le rapport de la bibliothèque à cette culture populaire ? Leurs actions vont-elles dans le même sens ? Y-a-t-il des points sur lesquels production culturelle du quartier et bibliothèque se trouvent en opposition ?

La bibliothèque

Depuis quand existe cette bibliothèque ? Comment et pourquoi a-t-elle été créée ?

Quel est son public ? Combien de lecteurs (*inscrits/usagers/usagers à distance/séjournants*) ?

Pourriez-vous nous décrire le public par rapport à celui d'autres bibliothèques que vous connaissez ?

-enfants

-jeunes, jeunes-hommes, jeunes-femmes

-rapports français-étrangers

-catégories sociales du public ?

-les adultes

-les personnes âgées

Qu'est-ce qu'ils (*chacune de ces catégories*) viennent chercher à la bibliothèque ?

Qu'est-ce qui différencie les usagers entre eux ?

Pourriez-vous nous décrire les principaux types d'usage (*et non pas d'usager*) de la bibliothèque ? Pourquoi les gens viennent-ils à la bibliothèque ? Qu'est-ce qu'ils viennent chercher ?

Qui ne vient pas à la médiathèque (*Penser aux catégories précédentes*) ? Pourquoi ? Y-a-t-il de raisons particulières qui expliqueraient ce refus de venir se servir de la médiathèque ?

Qu'est-ce qui est fait pour élargir l'accès à la médiathèque ? Et qu'est-ce qui devrait être fait ?

Quelle est la fonction d'une bibliothèque de quartier ? Quels sont les principaux rôles de la bibliothèque par rapport au quartier ?

En quoi cette bibliothèque se différencie-t-elle (*ou pas*) des autres bibliothèques de quartier ? Est-ce que ce quartier a des besoins spécifiques ? Lesquels ?

Parlons un peu de l'espace physique et de l'aménagement de la bibliothèque ? Conviennent-ils aux publics qui fréquentent la bibliothèque ? Est-ce qu'il y a des usagers différents qui demandent des espaces différentes ou des aménagements particuliers ? *Je pense à la différence entre adultes et jeunes, par exemple.*

École - bibliothèque

Quels sont les rapports entre la bibliothèque et les autres institutions présentes dans le quartier ? (*école, maison de quartier, antenne jeunesse, centre de sports*). Avez-vous des activités en commun ? Y a-t-il des points de conflit ?

Quelles sont les relations entre la bibliothèque et les établissements scolaires du quartier ou de la ville ? Comment inscrirez-vous cette relation dans le cadre plus général des rapports école - bibliothèque ? Y a-t-il des activités/projets en commun ? Lesquels ?

Est-ce qu'on peut comparer les mondes de l'école et celui de la bibliothèque ? Est-ce que la bibliothèque a une mission pédagogique ? laquelle ?

Est-ce qu'on peut considérer que la bibliothèque est comme l'école ? Toutes les deux s'occupent de livres et de donner accès à l'écrit, n'est-ce pas ? Est-ce qu'on peut considérer que la bibliothèque est une institution parascolaire ?

Nous savons que les publics des bibliothèques de quartier sont majoritairement des jeunes élèves. Pourquoi la bibliothèque n'arrive-t-elle pas à éveiller d'autres intérêts ou motivations au sein du quartier ? Quels pourraient être, selon vous, ces autres intérêts potentiels ?

Finalement, est-ce qu'à la bibliothèque on n'est pas obligé de faire la discipline comme à l'école ?

Les livres et les collections

Dites-moi le genre de livres que vous considérez importants pour la bibliothèque ? Pourquoi le sont-ils ? Pouvez-vous me donner des exemples ? Si vous deviez mentionner trois titres, parmi ceux qui sont dans les collections, lesquels mentionneriez-vous ?

Si vous deviez recommander des achats pour la bibliothèque, que recommanderiez-vous ? Et si vous deviez proposer trois livres, lesquels choisiriez-vous ? Pourquoi ?

Parlons de genres : donnez-moi des profils de livres importants pour les habitants, livres parascolaires, pour la recherche d'emploi, le code de la route, sur l'éducation des enfants, des livres de photos...

Quel autre support considérez-vous important ? (*musique, DVD, périodiques...*) Pourquoi ?

Qu'est-ce qui ne doit pas être dans une bibliothèque ? Des livres politiques ? Religieux ? Vous abonneriez-vous à la revue « Closer » ? Pourquoi oui/non ?

Violences

Diriez-vous que ce quartier est un quartier violent ?

Pourquoi ? Quelles sont les violences présentes dans le quartier ? Quelles formes prennent ces violences ? *Lui demander de décrire*

(Laisser parler la personne puis questionner : violences domestiques, subies dans le monde du travail, à l'école, entre habitants, violences verbales, physiques, sexuelles, délinquance, violence des jeunes... contre qui ? adultes, institutions (lesquelles), autres jeunes (lesquels)...)

Avez-vous été l'objet ou témoin d'évènements violents ?

Racontez-moi ? *Décrire : quand, comment, qui, où.*

Est-ce que la bibliothèque a été objet de violences ?

Racontez-moi, pourriez-vous les décrire ? quand, comment, qui, où. Ces violences sont-elles fréquentes ?

Comment cela est-il vécu par le personnel de la bibliothèque ? et par les usagers ?

Comment cela a-t-il été vécu par les gens du quartier ?

Est-ce que les autres institutions (*école, maison de quartier, centre de sports*) présentes dans le quartier ont réagi ? Sont-elles aussi victimes d'agressions ? Est-ce que les agressions sont de la même nature ?

Qui sont ceux qui agressent ?

Qu'est-ce qui peut les pousser à attaquer la bibliothèque ? et les autres institutions, est-ce pareil ou différent ? Y-a-t-il des violences au sein de l'école/collège/lycée du quartier ? De quelle nature sont celles-ci ? Pourquoi ?

Pensez-vous qu'il y a un dénominateur commun (ou pas du tout) entre les violences à l'école et à la bibliothèque ?

Pourquoi les bibliothèques sont-elles prises par cible ? Êtes-vous surpris par le fait que des bibliothèques soient la cible d'attaques ? Considérez-vous que ce fait est exceptionnel ? ou plutôt banal ?

Y-a-t-il une logique ou une rationalité que vous puissiez déceler derrière les agressions ? ou, au contraire, diriez-vous que les bibliothèques sont attaquées par hasard, parce qu'elles se

trouvent « là » ou « juste à côté » ? Si logique il y a, pourriez-vous nous aider à la comprendre ? Quelles sont les raisons pour brûler des livres ?

Pensez-vous que la bibliothèque peut faire violence à quelqu'un ? Et l'école, pensez-vous que l'expérience de l'école peut être violente pour les élèves ou leurs familles ?

Le point est important, essayer de faire parler la personne, lui demander de décrire et d'expliquer son propos. Surtout ne pas se contenter de réponses courtes.

Les émeutes urbaines

Quelle perception avez-vous des émeutes de novembre 2005 et en général des révoltes urbaines, par exemple des voitures brûlées lors du 14 juillet ou lors des dernières élections présidentielles ? Comment ça se passe/s'est passé dans le quartier ? Ce quartier est-il différents des autres à ce propos ?

Quelle est la perception que vous avez eue des émeutes en tant que bibliothécaire ? Quel a été le climat dans le quartier pendant les événements ? Avez-vous eu peur ? Des mesures particulières ont-elles été prises pour protéger la bibliothèque ?

Qui étaient les émeutiers ? Que voulaient-ils ?

Politique

Avez-vous des contacts avec les élus locaux ? Est-ce qu'ils viennent à la bibliothèque ?

Qu'est-ce que les autorités municipales attendent de la bibliothèque ? Si vous deviez décrire les objectifs des pouvoirs municipaux en termes de « lecture publique », comment le feriez-vous ? Pourquoi les municipalités construisent-elles des bibliothèques dans les quartiers ? Est-ce vraiment important ? Est-ce nécessaire ? Est-ce prioritaire ?

(lui faire remarquer que nous voulons son avis personnel – et pas un discours officiel).

Et pourquoi les adultes fréquentent si peu les bibliothèques ?

Est-ce que les bibliothèques sont adaptées aux intérêts/besoins du quartier ? Et les collections ?

Pourriez-vous nous parler des animations ? *Lui demander de décrire et si elles sont adaptées aux besoins du quartier.*

Et les jours et horaires d'ouverture ? Sont-ils adaptés aux besoins de la population ?

Que pensez-vous de la gratuité ? et de la vidéosurveillance ? Faut-il mettre un vigile dans les établissements ?

Diriez-vous que vous avez une vocation sociale ou politique ?

Vos parents, avaient-ils un engagement social, politique ou culturel ?

Y a-t-il une relation entre votre vocation/héritage politique/sociale et votre travail de bibliothécaire ?

Dans ce cas, nous revenons à notre question : pourquoi la lecture est-elle importante ?

Est-ce qu'être bibliothécaire suppose une vocation ou un engagement social ou politique ?

Avez-vous un engagement social ou politique ? Est-vous militant d'une association, d'un parti politique ? *Lui demander de décrire.*

L'avez-vous été par le passé ?

Quelques données personnelles dont nous avons besoin

Quel est votre âge ? Sexe ?

Situation familiale : marié/célibataire/divorcé/en couple... Enfants ? (âge, sexe, scolarité)

Diplôme ?

Grade et fonction ? Indice.

Où habitez-vous ? Quartier, Ville, Département.

Etes-vous locataire (privé ou social), propriétaire, à titre gracieux ?

Votre père : profession, diplôme, lieu de résidence.

Votre mère : profession, diplôme, lieu de résidence.

Etes-vous en train de lire un livre ? Lequel ? Pourriez-vous me dire quels ont été les trois derniers livres que vous avez lus ? Et celui qui vous a le plus marqué cette année ?

Avez-vous des projets pour quitter la bibliothèque ou aimeriez-vous plutôt y rester ? Pourquoi ? Qu'est-ce que vous plaît/déplaît ?

LISTE DE TABLEAUX

	Page
Proportions des établissements situés sur le territoire de Plaine Commune, selon le secteur d'activité	84
Niveau de diplôme le plus élevé de la population de plus de 15 ans non scolarisée du territoire en 2007	85
Quelques caractéristiques des interviewés cités dans le rapport	90
Nombre d'inscrits en bibliothèque selon ville	93

TABLE DE MATIERES

INTRODUCTION	- 2 -
Equipe de recherche et partenariats	- 8 -
Première partie : Le quartier où travaillent les bibliothécaires.....	- 10 -
Ceux qui ont des origines	- 16 -
Centre et périphérie	- 18 -
La question du langage et de la proximité sociale.....	- 31 -
Profondes ambiguïtés	- 36 -
DEUXIEME PARTIE : LA VIOLENCE DANS LE DISCOURS DES BIBLIOTHECAIRES	- 40 -
La violence du quartier.....	- 40 -
<i>Quelles lectures des violences ?</i>	- 40 -
<i>Bibliothèque et territoire</i>	- 42 -
<i>Connaître et être connu dans le quartier, atout ou handicap ?</i>	- 44 -
<i>La bibliothèque, quel rapport aux institutions du quartier ?</i>	- 45 -
La violence au sein des bibliothèques, quelles violences ?	- 49 -
La bibliothèque et le public adolescent	- 50 -
Les émeutes et leurs interprétations	- 54 -
Quand les bibliothèques et les écoles sont prises pour cible	- 57 -
La médiathèque de la Maison de l'Enfance dans les flammes	- 65 -
<i>Un équipement à l'histoire singulière</i>	- 66 -
<i>Les violences</i>	- 69 -
<i>L'incendie</i>	- 71 -
<i>Réactions et interprétations : la douleur et la colère</i>	- 73 -
<i>Les responsables : des habitants ? Des usagers ?</i>	- 76 -
<i>Une réaction à une violence institutionnelle, culturelle ?</i>	- 78 -
<i>Après l'incendie</i>	- 79 -

TROISIEME PARTIE : BIBLIOTHEQUES ET BIBLIOTHECAIRES EN PLAINE COMMUNE	- 82 -
La communauté d'agglomérations Plaine Commune.....	- 82 -
<i>Quelques chiffres</i>	- 82 -
La lecture publique.....	- 85 -
Caractéristiques de l'enquête par entretiens	- 88 -
<i>Principales caractéristiques de l'échantillon</i>	- 89 -
<i>Les 20 bibliothèques visitées dans 8 villes - plus un bibliobus</i>	- 91 -
Conclusion : Ce qui « <i>marche</i> » et ce qui « <i>fait violence</i> ».	- 95 -
A N N E X E.....	- 99 -
LISTE DE TABLEAUX	- 106 -